

Nous continuons...

Nous en sommes au numéro 6 de notre revue. Lorsque nous avons décidé, à quelques-uns, de nous lancer dans cette entreprise, nous l'avons fait parce que nous étions convaincus d'un certain nombre de choses simples :

- même si tout semblait inviter au renoncement, nous demeurions convaincus que les motifs de l'engagement qui avait été le nôtre pendant des années (voire des dizaines d'années pour certains d'entre nous...) étaient non seulement toujours valides, mais que l'évolution de la société les rendait encore plus urgentes. En un mot, l'alternative socialisme ou barbarie était chaque jour plus actuelle ;

- loin d'être isolés, nous étions certains d'être des milliers à garder cette conviction, même s'ils ne trouvaient plus de lieu pour l'exprimer et combattre ;

- plutôt que de mettre en place la énième « organisation », et de se hâter d'en tracer les contours pour mieux en chasser ceux qui ne les accepteraient pas à la lettre ; plutôt que de définir un petit domaine pour entrer dans le « jeu », nous pensions nécessaire de tirer le bilan de l'expérience (et de ce qu'il faut bien caractériser comme son échec...), de mettre en place un lieu où cette ex-

périence puisse s'échanger ;

- mais il n'était pas question de construire un « salon » uniquement voué à d'interminables discussions, à de douloureuses introspections. Nous voulions réunir des militants, des hommes et des femmes qui cherchent la voie d'un combat efficace, et qui, pour cela, veulent réfléchir ensemble et diffuser leurs réflexions.

C'est tout cela qui nous a guidés. Et nous ne sommes pas complètement mécontents du résultat... Carré rouge est infiniment perfectible, mais il nous paraît utile d'avoir publié un certain nombre d'analyses, souvent originales, d'avoir tenté de comprendre l'évolution de la situation dans la lutte des classes et l'état actuel du capitalisme. Le fait que le premier numéro ait paru quelques jours avant que n'éclate la grève de novembre-décembre 1995 nous a confirmé qu'il ne fallait pas renoncer. Les événements qui l'ont suivie, et qui se sont déroulés sous son influence, ont apporté de l'eau à notre moulin.

Un nombre considérable de militants, certains toujours organisés, d'autres non, cherchent à comprendre pour combattre. Ils sont membres ou ont été membres de

tous les courants du mouvement ouvrier. Ils ont en commun une conviction, plus ou moins clairement formulée : le combat pour en finir avec la propriété privée des moyens de production et les États qui la protègent est d'une urgence de chaque instant ; les formes qu'a pris ce combat historique n'ont pas permis d'aboutir. L'article de Jean-Philippe Divès dans le présent numéro l'illustre clairement. Ce système a permis de pervertir les acquis ses plus élevés. Mais il faut à la classe qui prétend jouer un rôle historique une organisation qui en éclaire les objectifs, en même temps qu'elle réfléchit aux aléas du passé, qu'elle organise une mémoire collective de cette classe.

Les premiers numéros de Carré rouge étaient parcourus par cette préoccupation. Nous avons décidé de la prendre à bras le corps.

Nous proposons cette discussion à tous ceux qui ont la conviction que le monde va à sa perte si ceux qui n'ont que leurs chaînes à perdre ne se réunissent pas pour, sans exclusives et sans sectarisme, définir les conditions du combat efficace et de sa mise en œuvre. Pour ce faire, nous avons décidé de mieux organiser Carré rouge, de nous doter d'un lieu (d'un « local ») où nous pourrions travailler à sa réalisation, entretenir

mieux que nous ne l'avons fait la discussion, nous réunir. Nous vous appelons, si cette tentative vous intéresse, à nous aider financièrement à la réaliser. Mais surtout, nous avons décidé d'aborder de front le problème théorique du parti, autour duquel nous tournons depuis maintenant deux ans. Modalités de construction, régime interne, programme, ce projet

impose de débattre, avec une exigence de rigueur, de l'expérience passée du mouvement ouvrier. L'entreprise est considérable, mais elle n'est réaliste que si, d'emblée, on n'en écarte pas tel ou tel, si l'on se résout à entendre des voix différentes de celles que notre héritage (essentiellement celui du mouvement trotskyste) nous a rendues fa-

milières.

Les réunions de Carré rouge ont, de loin en loin, permis de sentir à quel point cet échange peut être fécond. Les conditions du combat de classe au quotidien, aux côtés de camarades qui ne partagent pas exactement notre passé, mais qui sont animés par le même objectif, nous le confirment.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

Prénom :

Adresse et code postal :

Je désire m'abonner à Carré rouge à partir du numéro :..... (inclus)

Je verse 120 F pour un an (4 numéros)
(pour l'étranger, nous consulter)

Je souscris un abonnement de soutien de 200 F (ou plus)

Chèque à l'ordre des « Amis de Carré rouge »

Envoyer ce bulletin (ou une feuille libre reprenant ces indications) à

Les Amis de Carré rouge

BP 125

75463 Paris Cedex 10

Nous vous invitons à faire le chemin
ensemble.

Depuis l'entérinement à Poitiers et à Amsterdam du « pacte de stabilité » signé par le gouvernement Juppé, jusqu'à la publication de la date de mise en vente à la Bourse de Paris d'une première tranche du capital de France Télécom et de l'annonce qu'il en ira bientôt de même pour Air France, l'ensemble des mesures prises par le gouvernement Jospin sont allées dans le même sens : imposer aux salariés et aux chômeurs les critères de Maastricht, qui sont devenus ceux des « marchés » financiers, poursuivre les privatisations, accélérer la « déréglementation » c'est-à-dire le démantèlement des institutions créées ou consolidées en 1936, en 1945-46, en 1968, de façon à « adapter la France aux exigences de la mondialisation ».

Notes sur la situation politique française

En menant cette politique, Lionel Jospin a reçu l'appui de presque toute la presse, y compris de celle qui a soutenu le gouvernement Juppé jusqu'au bout. L'hebdomadaire *Le Point* ne lui a-t-il pas donné son satisfecit, en ne titrant « Jospin, premier couac » qu'au moment où celui-ci montait avec le ministre des transports P.C.F. Gayssot, la comédie du limogeage de Christian Blanc. Or, on sait que cette comédie avait un seul but : essayer de faire passer auprès des militants syndicaux le fait qu'à Air France comme à France Télécom, il n'y aurait pas « privatisation » bien sûr, mais simplement une « ouverture du capital », « partielle », aux actionnaires privés. Fort de l'appui des médias capitalistes et étatiques, Lionel Jospin caracole sur la crête de sondages très flatteurs, moins que

ceux de Tony Blair bien sûr, mais suffisants pour qu'il se targue, contre les militants de son parti, de gouverner « avec l'appui de l'opinion ». L'ancienne majorité n'est pas en reste : pour son premier vote à l'Assemblée à propos de la loi « emplois-jeunes », le gouvernement « pluriel » a bénéficié de « l'abstention positive » de trente huit députés du RPR et de l'UDF. Mais on soulignera que, parallèlement, pas moins de quatorze députés du Parti socialiste, plus un du P.C.F., ont préféré ne pas prendre part au vote. Cela aussi est un signe.

JOSPIN ET HUE

FACE À LEURS MILITANTS

Les militants syndicaux, mais aussi politiques et associatifs, qui ont nour-

ri et structuré, en dépit des directions syndicales et contre elles, les combats contre la réforme Juppé de la Sécurité sociale, et plus tard contre la loi Debré, observent et assimilent cette nouvelle leçon de choses politique plus qu'ils n'en encaissent les contrecoups. Ils se doutaient bien que les décisions du nouveau gouvernement pourraient avoir cette orientation, mais comme beaucoup de ceux qui ont voté pour le P. S. et le P.C.F. le 1^{er} juin, ils ne pensaient pas que ces décisions iraient si loin, si vite. Aujourd'hui les militants commencent à faire les comptes et à établir un bilan de ce qui s'est passé en quatre mois de gouvernement « pluriel ». Pour l'instant, ils parlent peu, surtout en dehors de leurs organisations ou tendances. Tous ceux qui sont allés à la fête de l'Humanité l'ont noté. Mais au P.C.F. comme au P.S., ils ont clairement signifié à leurs dirigeants leur défiance. Car, dans ses profondeurs, le mouvement qui a exprimé en novembre-décembre 1995 le fait qu'il était à la recherche de rapports politiques démocratiques et d'une solution économique et sociale anti-capitaliste à la crise, est toujours là. Il se nourrit de nouvelles expériences.

Pour affronter leur base, la direction du P.S. et celle du P.C.F. recourent à la méthode du fait accompli et de la démoralisation politique. L'appel de Robert Hue aux militants du P.C.F. dans son discours à la fête de l'Humanité, « de vivre avec leur temps » est un appel non déguisé à accepter de considérer, ainsi que le font la majorité de ceux qui gravitent autour de la place du Colonel Fabien, que le capitalisme serait « l'horizon indépassable » de notre époque. Au P.S., la même tentative a pris la forme du discours de Jospin à Montpellier le 11 septembre. Alors que les

militants et une partie des députés du P.S. voudraient pouvoir tirer le bilan du mitterrandisme en essayant de redonner un minimum de contenu réel à une démocratie parlementaire à laquelle ils voudraient croire, Jospin les a rappelés à l'ordre en exposant sa conception de leur rôle sans ambiguïté. A propos de sa décision de ne pas abroger les lois Pasqua-Debré, il leur a dit : « Dépositaires de la volonté du peuple français, vous devez désormais en être les interprètes. Avec fidélité indiscutablement, mais sans verser dans un quelconque mythe du mandat impératif » (Le Monde, 12 septembre 1997) . Le contenu radicalement antidémocratique de la V^e république, même au regard des critères du parlementarisme classique, est donc assumé une nouvelle fois par des dirigeants socialistes parvenus au gouvernement. Les députés du P. S. sont priés de laisser celui-ci décider seul, entouré d'experts qui « savent » ce qui « est possible et ce qu'il ne l'est pas ». A l'aide de discours comme celui de Montpellier, il faut tenter de tuer dans l'œuf la volonté de beaucoup de députés récemment élus et des cadres militants dans les banlieues et les régions de restaurer des relations d'un type qui permette de dire du P.S. qu'il demeure un « parti ouvrier traditionnel ».

LA BRECHE OUVERTE

LE 1^{ER} JUIN

N'EST PAS CLOSE

Même si les médias tentent de donner à Lionel Jospin l'illusion qu'il pourrait gouverner sur la base des sondages dans un dialogue « direct » de type présidentiel avec « l'opinion », la situation politique française est dominée par deux faits.

Les partis en qui la bourgeoisie française se reconnaît complètement, le RPR et l'UDF, ont subi le 1^{er} juin, derrière Chirac et Juppé, une défaite retentissante qui a profondément désorganisé le dispositif politique de la bourgeoisie. Ces partis ont cédé la place à une coalition de partis qui représente pour la bourgeoisie un pis-aller. En effet, le P.S. et le P.C.F. ne pourront jamais surmonter le handicap d'avoir été élus pour faire une politique différente de celle qui a été combattue dans les lieux de travail et dans la rue depuis le combat contre les CIP de 1993 jusqu'aux manifestations contre la loi Debré, et rejetée dans les urnes le 1^{er} juin. La brèche ouverte par la défaite du 1^{er} juin n'est pas close. La coalition « plurielle » gouverne sous le regard de militants et d'électeurs qui ne lui ont pas donné carte blanche et vont continuer plus que jamais à lui opposer le programme sur lequel ils ont été élu.

Tout ce que la direction socialiste peut faire c'est de tenter de rassurer la bourgeoisie sur le fait que l'actuel gouvernement est décidé à « honorer les engagements », pas seulement ceux de la dette publique (le ruineux emprunt Balladur a été remboursé à la date dite), mais de l'ensemble de la politique que suppose la mise en œuvre du traité de Maastricht. Lionel Jospin s'y emploie en permanence. Au cours de la longue interview qu'il a accordée au Monde le 16 septembre, en réponse à une remarque des journalistes qui lui faisaient observer que le débat sur le passage à l'Euro rebondissait en Allemagne alors qu'il paraissait clos en France, Jospin a répondu : « Nous sommes, il est vrai, dans une situation différente de nos amis allemands, car les élections législatives ne sont pas devant nous, mais derrière nous ». Lorsqu'on se rappelle

que la stabilité et la légitimité politiques qui leur étaient nécessaires pour « préparer l'Euro » ont été les principaux arguments non directement partisans invoqués par Jacques Chirac et Alain Juppé pour justifier la dissolution en avril dernier, il est permis de penser que c'est là une façon subtile, mais quand même parfaitement claire, pour « l'homme qu'on n'attendait pas » de dire deux choses : qu'il a pleinement accepté d'assumer la tâche que Juppé s'était montré incapable de remplir, et qu'il voudrait exploiter le fait d'avoir les mains libres (sur le plan électoral au moins) pour imposer aux Français le passage à la monnaie unique, avec son cortège de conséquences économiques et sociales très graves. Façon de dire en somme que si Chirac a conduit ses partisans à la déroute et ouvert une brèche politique dangereuse, la bourgeoisie peut compter sur la direction du P.S. Elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour garantir au capital financier français un gouvernement stable, qui saura comprendre où est « l'intérêt général de la France », c'est-à-dire de la bourgeoisie. Or cela signifie poursuivre sensiblement la même politique que Juppé, une politique qui fait le lit du Front National. Cela les militants s'y refusent.

LE SENS DE LA NON- ABROGATION DES LOIS PASQUA-DEBRÉ

Assurer le passage à l'Euro, c'est appliquer une politique qui suppose le rassemblement de tous ceux qui appuient cette politique au sein de la bourgeoisie française. La tâche va être d'autant plus délicate que seules les fractions les plus concentrées du capital financier, à dominante indus-

trielle comme à dominante financière (grands groupes d'assurance et banques d'investissement en tête), peuvent estimer qu'elles sortiront gagnantes de l'affaire.

L'apologie de la cohabitation avec Chirac et la signature du « pacte de stabilité » colorent la nouvelle cohabitation et la rendent différente des deux précédentes. Par sa composition, le gouvernement « pluriel » a des traits de gouvernement de front populaire, mais la politique qu'il prend en charge dans le cadre des traités de Maastricht et d'Amsterdam et le caractère particulier des liens qu'il noue de ce fait avec la bourgeoisie, en font plutôt une mouture de gouvernement d'union nationale. Conscient plus vite et plus complètement que bien d'autres de la portée de la déroute électorale du RPR et de l'UDF et des menaces qu'elle représentait pour les institutions gaullistes, Lionel Jospin a pris le plus grand soin depuis le 1^{er} juin de respecter scrupuleusement les « prérogatives du président » et de lancer l'ensemble des signaux indiquant son souci de préserver les institutions de la V^e République et de faire vivre le « tandem Jospin-Chirac ». Sans doute a-t-il été obligé de rappeler à ce dernier, plus lent que lui à mesurer la situation, que par la force des choses les conditions de cette cohabitation exigent que ce soit un vrai tandem, où lui, Jospin, aura obligatoirement, le temps que la situation née du 1^{er} juin perdure, la responsabilité première de la conduite.

En vue de l'Euro, mais aussi afin de continuer le transfert de plus de 17 % des recettes fiscales annuelles au profit des capitalistes financiers français et étrangers au titre du service de la dette, l'austérité budgétaire doit être renforcée, coûte que coûte. Au-delà des effets d'optique, cela doit se

faire par de nouvelles ponctions sur les revenus des salariés baptisés pour l'occasion « classes moyennes », ainsi que par une dislocation accélérée de la Sécurité sociale par le recours accru à la fiscalité (voir l'article de Bernard Friot dans Carré Rouge n°5). Dans l'Éducation nationale, si « dispendieuse » et « peu productive », il faut encore « lâcher des sous », mais le ministre Allègre est chargé de créer dans ce secteur les conditions propices à un affrontement direct avec des personnels encore trop indépendants, encore trop enclins à défendre des idées et des valeurs qui n'ont plus lieu d'être dans le cadre de la mondialisation à dominante financière et rentière. Le message a été entendu « dix sur dix » par une fraction significative des députés du RPR et de l'UDF, qui n'ont pas voté contre les mesures Aubry, notamment parce qu'ils ont compris que l'embauche de « jeunes » dans l'Éducation nationale (dont le « succès » en termes de nombre de demandes déposées dans les Rectorats a été dûment monté en épingle par les médias) visait des objectifs éminemment politiques : leur but est de chercher à isoler politiquement les enseignants qui s'opposeraient à l'emploi de personnels non-qualifiés et non recrutés selon les normes de la fonction publique. (voir plus loin l'article de Yves Bonin)

C'est dans ce contexte que la décision de Jospin de ne pas abroger les lois Pasqua-Debré doit être comprise. A Carré Rouge, il n'y avait aucune hésitation quant à la politique économique que le gouvernement Jospin allait suivre, mais le doute subsistait sur l'abrogation ou non des lois Pasqua-Debré, l'un des seuls engagements à peu près clairs dans le programme électoral du P.S. et dans la

déclaration commune avec le P.C.F., même si Jospin prétend aujourd'hui le contraire. La décision ne représente pas simplement une annonce de la poursuite de la politique d'immigration des précédents gouvernements, dont on sait qu'elle a toujours eu sur le fond l'appui de Jospin, comme de la majorité de la direction du P.S. La non-abrogation est un signe. Elle a une valeur emblématique. Elle est une mesure qui est exigée en vue du rassemblement de la bourgeoisie française à la veille de la mise en œuvre du traité de Maastricht, une mesure qui marque la continuité de l'État et qui donne un contenu concret à la politique de défense de la V^e République.

Mais tous ceux qui ont combattu contre les lois sur l'immigration depuis l'occupation de l'église Saint-Bernard ne l'entendent pas ainsi. Le refus de cautionner la décision de Jospin prend des formes organisationnelles : un nouvel appel à signature, la résistance dans les associations, dans les syndicats. Le fait que le P.S. et son principal partenaire « pluriel » étaient coorganisateur de la manifestation du 27 septembre en a chassé beaucoup de monde, mais les militants qui sont venus quand même l'ont fait pour manifester autant contre les lois Pasqua-Debré et contre la loi Chevènement qui doit « corriger », c'est-à-dire parfaire le dispositif, que contre le Front National. Le Parti socialiste a dû se faire très discret. Les propos de Jospin et de Chevènement contre les auteurs de la nouvelle pétition ne trouveront un écho qu'auprès de ceux qui, par opportunisme et carriérisme, ont déjà décidé de changer de camp.

LA CONFÉRENCE SUR LES SALAIRES

ET L'EMPLOI

ET LES 35 HEURES

La bourgeoisie n'a pas actuellement d'autre choix que de chercher à tirer parti des preuves de bonne volonté du gouvernement PS-PCF et de sa détermination de mettre en œuvre la monnaie unique. Le capital financier applaudit sans réserve la mise en vente d'une première fraction du capital de France Télécom, affaire juste pour tous ceux qui veulent placer des capitaux dans des conditions de haute rentabilité et de sécurité élevée. Il a félicité le PCF pour son « sens des réalités ». Les choses sont plus compliquées pour la conférence sur les salaires et l'emploi, et pour la question des trente cinq heures. Les différentes prises de position (Gandois, Pineau-Valencienne, Strauss-Kahn, Martine Aubry, Louis Viannet, Marc Blondel, Nicole Notat et, bien sûr, Jospin lui-même) relèvent pour une part d'une mise en scène analogue à celle qui a accompagné le départ de Christian Blanc de la présidence d'Air France alors que l'ouverture du capital jusqu'à 49 % était décidée, mais pas totalement, car le degré de centralisation de la question est bien plus élevé. Ici on est en présence d'une question qui aurait été traitée de façon très différente si la coalition RPR-UDF l'avait emporté en juin. Le CNPF a des difficultés à masquer son extrême irritation d'avoir à venir à Matignon le 10 octobre. Cette fois, ce ne sont pas seulement les syndicats et le gouvernement qui sont sous les projecteurs, soumis au regard des salariés, mais le patronat aussi. Or l'un de ses principes d'action est d'éviter autant qu'il le peut les situations comportant de près ou de loin une centralisation des questions relatives à un aspect quelconque du

rapport entre le capital et le travail.

Dans le cas des 35 heures, le patronat estime de surcroît, en dépit des discours que Lionel Jospin tient sur les concessions que « tous les partenaires sociaux » (lire les syndicats) vont être appelés à faire le 10 octobre, qu'il ne va pas avoir grand-chose à gagner de plus. Et il a raison. Dans beaucoup, sinon dans la totalité des branches, et dans beaucoup d'entreprises, le patronat a déjà obtenu de la part des syndicats des concessions très importantes en matière « d'interprétation » du code du travail et de travail « à la carte », de sorte qu'il y a eu une intensification très forte de l'exploitation des salariés (voir la dernière section de l'article de Denis Colin). Il a déjà les horaires flexibles et les plages saisonnières de travail qui lui conviennent. Le CNPF est en faveur de l'annualisation des heures de travail (20 heures par semaine certains mois, et 48 d'autres). Mais il n'est pas convaincu qu'une conférence à Matignon soit le meilleur moyen de l'obtenir. Même si celle-ci est suivie de négociations par branches, les directions syndicales seront surveillées étroitement par les militants et les salariés, qui ont déjà plus de dix ans d'expérience d'adaptation aux besoins de flexibilité des entreprises. Les efforts de Jospin et de Strauss-Kahn pour surmonter les réserves du CNPF n'auront peut-être servi qu'à accélérer le moment où ceux-ci se seront fait traiter d'« agents du patronat » par les militants du P.S..

La situation est également très difficile pour les directions syndicales. Dans le cas de Air France ou de France Télécom, celles-ci ont tablé sur l'isolement partiel des salariés, sur leur lassitude d'avoir à se battre à la fois contre le gouvernement et contre les organisations parlant soi-

disant en leur nom. Elles ont pu se diviser le travail d'enterrement du combat, d'acceptation du fait accompli. Avec la conférence sur les salaires et l'emploi, les choses sont différentes. Le caractère général des problèmes et le fait qu'il y ait des milliers de cadres et de militants syndicaux qui sachent exactement ce qu'il en est des salaires et des heures de travail, et qui aient relayé l'engagement qu'il sortirait quelque chose de positif de la conférence de Matignon, leur rend difficile de couvrir le retrait de Jospin par rapport à ses promesses au-delà d'une limite assez étroite. Si Louis Viannet dit que le patronat « a obtenu, depuis des années, une baisse constante de la part des salaires dans la partie redistribuée de la richesse des entreprises, la multiplication des temps partiels, des emplois à mi-temps ainsi que de toutes les formes de précarité », il annonce qu'il ne peut pour sa part rien demander de plus aux militants de la C.G.T. car ceux-ci connaissent la situation des salariés et savent que l'écrasante majorité de ceux-ci ne se considèrent pas membres des « classes moyennes », dont Lionel Jospin voudrait, à l'instar de Tony Blair, peupler majoritairement la France et être le meilleur représentant. Les directions syndicales se seraient bien abstenues de la démonstration éclatante qui va être faite le 10 octobre qu'il n'y a vraiment plus de « grain à moudre ». Leur nervosité croît à mesure que la date se rapproche.

LES TENTATIVES DE DÉMORALISATION FERONT LONG FEU...

Les directions du P. S. et du P.C.F.,

ont tablé sur la démoralisation des militants. Leurs calculs ont peu de chance de réussir. Pour que la démoralisation et la recherche d'un « nouveau compromis » sur la base de la domination du capitalisme à l'américaine l'emportent, il faudrait une autre situation que celle qui prévaut aujourd'hui, qui est marquée par l'avidité sans limite du capital financier français et étranger, par les pressions de plus en plus fortes des fractions du capital qui ont opté pour le nouvel ordre mondial libéral. Pour que les militants du PCF suivent Robert Hue quand il leur demande d'enterrer la lutte des classes, et pour que les militants du PS acceptent la demande de Jospin qu'ils renient le programme minimal sur lequel les députés ont été élus, il faudrait aussi que le capital financier, au-delà de son triomphe apparent, ne vive pas dans l'ombre d'un krach financier majeur. Or les éléments dans ce sens s'accumulent jour après jour, et cela d'autant plus rapidement que l'effondrement des Bourses asiatiques et l'enlisement des divers « miracles » vont peser directement sur la conjoncture des pays capitalistes situés au centre du système impérialiste mondial. Pour cela, il faudrait surtout que, dans le cas de la France, on ne soit pas en présence d'une classe ouvrière et au-delà d'elle de larges pans d'une société qui n'a pas enterré son passé de lutte allant dans le sens d'une autre manière d'organiser les rapports sociaux.

Le passé révolutionnaire de la société française comporte des ombres importantes, au premier chef les rapports de cette société, classe ouvrière comprise, avec les peuples coloniaux et avec l'Algérie, rapports qui pèsent toujours lourdement au-

jourd'hui dans la question de l'immigration et du « laisser faire » face à la situation algérienne et qu'il faudra bien régler un jour. Mais ce passé révolutionnaire ancré dans la conscience collective constitue le socle de « l'énigme française », qui préoccupe tous ceux qui voudraient que la France s'intègre tranquillement dans l'ordre capitaliste mondial remodelé. Ce n'est pas un hasard que le dernier article, écrit juste avant sa mort, du principal penseur contemporain de la contre-révolution, François Furet, porte précisément sur cette question (Le Monde, 23 septembre). Les instances dirigeantes du FMI se sont inquiétées récemment de la sympathie que tous les combats de résistance des salariés français contre une adaptation encore plus rapide à l'ordre néolibéral rencontraient. Les rythmes des combats de résistance peuvent s'accélérer et leur forme se modifier. Les mobilisations populaires en défense des hôpitaux d'Avallon et de Pithiviers, avec l'accueil très hostile à l'adresse du très médiatique Bernard Kouchner, ministre de la Santé, sont l'annonce que des explosions populaires plus ou moins violentes sont inscrites dans la situation politique. Les avertissements et les opérations coupe-feu des syndicats à Longwy n'ont pas d'autre sens. L'occupation du bureau du maire socialiste de Brest par les ouvriers au chômage des entreprises sous-traitantes de l'Arsenal le confirme au moment de clore cet article.

QUE CHACUN PRENNE SES RESPONSABILITÉS !

Nourrir les combats présents et à venir au plan des analyses, en dégager les dimensions anti-capitalistes et

pas simplement « humanistes » ou « citoyennes », et aider à ce que la résistance se traduise par un renouveau du combat pour une autre société, que nous continuons pour notre part de nommer socialiste : tels sont les objectifs que la situation politique française met à l'ordre du jour du travail de Carré Rouge. Les militants autour de cette revue iront à la

rencontre de tous ceux qui ont décidé, dans d'autres cadres, de ne pas se soumettre à l'ordre néolibéral, et qui sont convaincus aussi de la nécessité de passer au crible l'ensemble de l'expérience politique militante de ce siècle afin d'en dégager les fondements politiques d'une perspective révolutionnaire plus nécessaire que jamais.

Nous comprenons enfin que pour un ensemble de raisons, de nombreux hommes et femmes aient pu rejoindre, ou rester jusqu'à ce jour, au P.S. ou au P.C.F.. Nous leur disons simplement : aujourd'hui, nous ne sommes ni en 1981, ni même en 1988. Il vient un moment où on ne peut plus dire que la réalité est « complexe » et le choix

« compliqué ». Sur des questions vitales, comme aujourd'hui la répression policière à tonalité reciste contre les immigrés d'Afrique et d'Europe de l'Est et les lois qui la légitiment, il se dessine des lignes de partage qui sont « morales » parce qu'elles sont profondément politiques. Ce qui fut vrai du temps de Vichy ou de Staline l'est, dans des circonstances certes différentes, aujourd'hui aussi. Que personne ne vienne nous dire plus tard qu'il « n'a pas compris ».

1^{er} octobre 1997

L'école est, en France, une institution étroitement liée à la nature même de l'État bourgeois, à sa naissance, à sa construction. Le débat sur la nature de l'école est ainsi immédiatement un débat sur la nature même de l'État, un problème au plus haut point politique. L'actualité met le projecteur sur la question des « emplois-jeunes » d'Allègre et de Jospin. Ils prennent, dans l'Éducation nationale, une importance particulière, et directement politique, que l'on ne peut traiter comme une simple question « revendicative ».

Carré rouge abordera dès le prochain numéro cette question de l'école, qui a cessé d'être débattue au fond depuis des années dans le mouvement ouvrier. « Ecole de la République », « école de Jules Ferry », « promotion sociale par l'école », « école de classe » ? Chacune de ces questions doit être revisitée à la lumière de l'objectif : l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la destruction de l'État.

« Emplois-jeunes » : un problème politique majeur

Les emplois jeunes arrivent dans les écoles et les collèges. Le piège s'est refermé : « Comment s'opposer à une mesure qui permettra à des dizaines de milliers de jeunes d'avoir un boulot pendant cinq ans ? » Avec un bel ensemble, les organisations syndicales enseignantes (à l'exception de SUD éducation et de la CNT) ont conclu ainsi leurs démonstrations, non sans avoir, parfois abondamment, détaillé les « dangers » de la chose.

Le procédé est classique, tant de la part des gouvernements que des directions syndicales. Qui n'a pas dans son entourage un jeune qui désespère de jamais être embauché autrement qu'à raison de mi-temps nocturnes chez McDo ?

Mais les textes gouvernementaux (que personne ne lit ni surtout n'analyse) sont bien près de donner une idée de l'ampleur véritable du bouleversement que l'introduction des emplois jeunes s'appête à provoquer dans l'Éducation nationale. Ils sont de plusieurs ordres.

▮ « Combattre la précarité à laquelle [les jeunes] sont habituellement promis sur le marché du travail » : l'État leur propose donc un emploi précaire de cinq ans. Ils ne pénètrent en effet pas dans une profession, codifiée par des statuts, par des conventions collectives, par des qualifications reconnues : ils ont un « boulot ».

▮ Ces jeunes doivent se convaincre définitivement, après avoir obtenu un bac et avoir accompli parfois deux

années d'enseignement supérieur [le recrutement se fait, dans l'Éducation nationale, à bac + 2 maximum] qu'il ne sert à rien de faire des études. Ils sont donc pressés de les abandonner définitivement. S'ils ne l'ont pas bien compris, ils le sentiront nettement lorsque, pendant cinq ans, ils auront accompli 39 heures par semaine, et bénéficié de cinq semaines de congés payés par an...

▮ Définitivement désespérés de bénéficier jamais d'un « travail intéressant et d'une promotion sociale » (BO n° 30 du 4/9/97), ils doivent apprendre que l'on doit être heureux d'avoir au moins un « boulot » plus ou moins garanti pendant cinq ans. C'est la perspective limitée que cette nouvelle « civilisation » leur offre : bac + 2 = 39 heures, 5 semaines de congés, le SMIC pendant 5 ans. Bienvenue dans notre monde... Encore doivent-ils apprendre à dire merci.

Voilà pour le message à la jeunesse. Mais cette jeunesse à qui l'on ferme ainsi (probablement à jamais) l'accès à ces emplois socialement utiles que sont les métiers de professeurs, de psychologues, de scientifiques, etc., on veut en outre lui faire jouer un rôle sur lequel il est urgent de d'interroger. A son insu, cela va de soi.

▮ En introduisant une catégorie (aux contours flous) qui, pour le SMIC, avec un niveau de qualification à bac + 2, accomplira 39 heures, on introduit une distorsion et on lance un message, qui éclaire d'un jour particulièrement cru les faux « dérapages » de Claude Allègre pendant l'été : oui, il faut rendre plus musclé ce « mammoth », trop gras de ne pas travailler assez ; oui, les enseignants ne font pas grand-chose : ne sont-ils pas souvent absents (le message est passé : la « rectification » tardive est, comme

dans toute rumeur, moins percutante que l'annonce initiale : 12 % !) et n'ont-ils pas l'audace de s'absenter, en plus, pour assurer leur formation continue, alors qu'ils ne travaillent que 27, 18 ou 15 heures et jouissent de près de quatre mois de congés ? Voici des petits jeunes qui vont permettre que les écoles soient ouvertes tous les jours du matin au soir. Ça ne serait pas mieux comme ça ?

▮ Que vont faire ces jeunes ? « Apprendre à lire en maternelle » suggère par exemple une circulaire... Deux problèmes : on n'apprend pas à lire en maternelle, mais à partir du CP ! Et surtout, apprendre à lire à un jeune enfant est un métier, nécessite une qualification. Il ne suffit pas de savoir lire soi-même pour être capable de l'apprendre à un enfant. Dérapage d'un inconscient, d'un ignorant ? Ou tentative, par petites touches, d'établir que l'on n'a pas besoin de ces qualifications, que « tout le monde peut le faire », et que ces instituteurs sont vraiment, à tout point de vue, de fameux fumistes, avec leurs 27 heures, leurs vacances et leurs salaires mirobolants. Ce qui vaut pour la lecture peut être, à loisir, projeté pour d'innombrables spécialités : art, musique, dessin, sport, informatique, etc.

▮ Pourquoi maintenir des postes de surveillants ? 20 % mieux payés, ils accomplissent 27 heures de service. Qui plus est, ils peuvent ainsi poursuivre des études qui ne mènent à rien, en tout cas pas à « un travail intéressant et [à une] promotion sociale ». Liquidés, à terme bref.

▮ Surveillance de cantine, de récréation, animation de bibliothèque scolaire ? Des employés municipaux accomplissent certaines de ces fonctions. Liquidés ? A coup sûr : on aura à disposition (taillables et corvéables à merci) des jeunes pendant 39

heures. Et qui sont à bac + 2 (qui n'iront d'ailleurs pas plus loin...).

Ainsi, tandis que l'on convainc ici une « génération » qu'il est inutile d'insister, que l'avenir est dans ce type d'« emplois », on prépare, là, la déstabilisation puis la liquidation de professions protégées par des statuts. La liste peut être allongée. Au besoin, on utilisera l'« opinion publique », manipulée par le savant joueur de bonneteau Allègre, comme bélier pour enfoncer les résistances...

Signe que tout cela ne se passera pas sans réaction, sur 640 écoles maternelles et primaires parisiennes instamment priées (et pressées) de demander des emplois-jeunes, 174 (dont 40 en Zone d'éducation prioritaire- ZEP) ont refusé d'en réclamer. Encore faut-il préciser que c'est là un chiffre minimum, et qu'il s'agissait le plus souvent, non de refus, mais de revendications : ces écoles demandaient en réalité que soient recrutés des instituteurs, des titulaires bibliothécaires, des professeurs de sport, de musique et de dessin... Et ajouter que la plupart des écoles qui ont répondu positivement à l'offre l'ont fait en n'imaginant pas une seule seconde la place détestable qui est réservée à ces jeunes et l'ampleur du plan de saccage qui est ainsi mis en œuvre.

Il ne s'agit donc pas d'une petite affaire. Les enseignants combattront pour que ces jeunes soient recrutés, intégrés et protégés dans des catégories statutaires. Mais on ne peut agir si l'on ne prend en considération la signification profonde de cette décision. Il ne s'agit pas de « sauver » quelques milliers de jeunes. Il s'agit de les convaincre que leur avenir ne saurait, dans ce système, être autre que précarité, flexibilité, fragilité définitive. C'est celui qui est réservé

d'ores et déjà à leurs parents. Carré rouge contribuera à faire apparaître le problème dans toute son ampleur, à destination des jeunes comme de leurs parents...

Une Vie...

Stéphane Just est mort. Né le 13 Août 1921, il s'est éteint le 12 Août dernier.

Militant socialiste, il rompt en 1947 avec la S.F.I.O. et rejoint le P.C.I. (Section française de la IV^e Internationale). C'est un ouvrier. Un jeune ouvrier révolutionnaire. Durant 47 ans, il militera dans les rangs du mouvement trotskiste dont il était l'un des principaux dirigeants. Exclu en 1984 avec un important groupe de militants, il fondera le Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Jusqu'à son dernier souffle, Stéphane est resté un militant marxiste.

Quelques dates, quelques lignes. Voilà à quoi se réduit un curriculum vitae. Une existence. Mais au-delà d'une notice nécrologique, il y a la réalité, l'homme.

Disons-le tout net : Stéphane Just était un homme d'exception. Le baratin l'irritait et il n'aurait pas imaginé qu'on évoque sa mémoire, son action, en gommant différends et critiques, en encensant.

C'était un matérialiste nuancé, épris de théorie, avide de connaissance, d'une insatiable curiosité. Il débuta sa vie professionnelle comme manoeuvre à la R.A.T.P. pour la terminer comme ouvrier électricien. Il aurait pu être ingénieur, voire savant : la science l'attirait. Le rapport admi-

ration-irritation qu'il manifestait à l'égard des intellectuels tenait à cette situation. Doté des plus grandes qualités intellectuelles, Stéphane Just n'avait par son origine sociale pas eu les possibilités d'utiliser pleinement son potentiel intellectuel. La culture de base lui faisait défaut. Comme un pilote doué qui ne dispose pas de la bonne voiture de compétition. Il le savait et cela le faisait sourire. Durant des années il ne prit pas la peine de s'intéresser à sa situation matérielle, de passer les concours qui lui auraient assuré un travail mieux payé, moins fatigant. La révolution frappait à la porte. « L'imminence !... » : il fallait s'y consacrer. C'est ainsi que cet homme de lumière (« Plus de Lumière » s'écrie Goethe à la fin de sa vie) resta manoeuvre durant plus de dix ans. Cette expérience l'avait marqué. Il en parlait avec pudeur, incitant les jeunes à concilier études et militantisme.

Un mot pour une vie ? Dans le cas de Stéphane un mot s'impose : Passion. Stéphane Just était passionnément habité par la lutte pour le socialisme. La passion est un amour qui dévore, provoque frénésie, emballement, voire perte de contrôle. Cet homme n'aimait pas l'eau tiède. Pur sang, il appréciait les grands espaces, l'internationale était son pré carré.

Après la scission de 1952, il sera l'un

des constructeurs du groupe La Vérité, puis l'un des dirigeants de l'O.C.I. Orateur fougueux et puissant, il était d'abord un formidable propagandiste (1). Expliquer, en prenant le soin de citer sans paraphrases Hegel, Marx, Engels, Trotsky, était son crédo. Écrire un véritable bonheur. Avec toujours les mêmes instruments : un bloc de papier quadrillé, un plan parfaitement construit, les sous-titres calligraphiés et soulignés au stylo rouge, les développements rédigés au stylo bleu ; s'il prononçait une conférence, il s'exprimait en pédagogue, cherchant par des métaphores et des formules à illustrer son propos, puisant à pleines mains dans l'histoire, refusant la vulgate, la simplification. Stéphane était un professeur du marxisme ; une vigie herméneutique des textes sacrés. Il pouvait, le cas échéant, se transformer en factionnaire... Le Socialisme pour lui ne se réduisait pas à un médiocre programme revendicatif, mais à la vision d'un monde où l'homme serait « le seigneur de la création ».

Membre du Bureau politique, il a toujours refusé d'être permanent. Sur cette question, Stéphane (même s'il ne le criait pas sur les toits) était plutôt anarchiste que léniniste. La notion de « révolutionnaires professionnels » lui inspirait les plus vives réserves. Il n'aimait pas les bureaucrates : les bureaucrates ne l'aimaient pas.

Stéphane n'était pas un homme d'organisation : saisir le fil de la vie, l'opportunité, la faille, formuler tactiquement une situation politique, un mot d'ordre, le mettait mal à l'aise. Il laissait faire Lambert. C'est ainsi que le couple fonctionna longtemps. Au premier la construction de l'organisation, la définition des objectifs, les tactiques, les manœuvres ; au second les étoiles, les thèses sur la ré-

volution mondiale, la IV^e Internationale...et bien sûr la lutte contre le révisionnisme... Si les deux hommes s'opposaient fréquemment au sein du BP, Just, devant les militants, était son bras armé : en quelque sorte des amis de trente ans... Pour le meilleur et le pire. Ainsi de l'affaire Varga.

Balaz Nagy était un militant hongrois, un animateur de la Révolution des conseils ouvriers de 1956. Lorsque dans les années 60 notre génération rejoint le groupe la Vérité (qui va devenir OCI) Balaz est déjà un dirigeant. Été 1973 : je participe à un camp d'été, Stéphane me téléphone ; il est inquiet, bouleversé même. Des divergences importantes opposent Lambert à Balaz. Le mot provocateur est prononcé ! Je tombe des nues. Claude Chisserey également. De retour à Paris Stéphane m'explique le fond politique (pour être franc j'ai oublié l'origine de ce qui va devenir une affaire...). Le conflit s'envenima avec Balaz, ses camarades et la direction de l'OCI. Stéphane n'était pas à l'aise. Claude et moi, moins encore. Militant de l'AJS, je me tiens à l'écart de tout cela avec prudence et lâcheté et... brusquement des documents apparaissent qui établissent que Varga est un agent du KGB et de la CIA ! Je me souviens d'une nuit de discussions avec Claude. Nous sommes abasourdis ! Notre confiance en Lambert n'est déjà plus celle de jeunes militants. Or, quelques jours plus tard, c'est Stéphane lui-même qui nous explique les tenants et les aboutissants de la « provocation ». C'est lui qui défend la position devant les militants, puis rédige une brochure consacrée à « l'affaire ».

Stéphane, convaincu, nous avait convaincus. Sa droiture était pour

nous une garantie. Il y a peu, rangeant quelques papiers, je suis tombé sur cette brochure. Je l'ai relue. Avec honte : un procès stalinien...

Ainsi était Stéphane aussi. Et nous avec lui.

Lorsqu'il était convaincu, il avançait comme un bulldozer. Sa droiture, son caractère entier, les règles du centralisme démocratiques aidant, il marchait. Front contre front. Il y a plusieurs mois, lors d'une de nos dernières discussions, je lui faisais part des réflexions qu'au-delà de cette période m'inspirait la question du parti dit « léniniste ». Évidemment, il ne partageait pas mon opinion. Évoquant la litanie des exclusions, les méthodes utilisées, je lui dis : heureusement que jamais nous n'avons exercé le pouvoir... Il hochait la tête, non sans avoir passé sa main derrière la nuque...

Sectarisme et brutalité n'étaient cependant pas consubstantiels au caractère de Stéphane. Il était au contraire l'homme le plus doux, le plus tendre, le plus attentionné dans les relations privées. Cette violence était l'expression de la situation dans laquelle, des années 30 aux années 60, le mouvement trotskiste s'est trouvé pris en tenaille : d'un côté la bourgeoisie, ses partis, de l'autre l'appareil stalinien dont on a, après la chute du Mur de Berlin, du mal à apprécier la dictature, la puissance, la violence. Cette hégémonie pouvait être battue en brèche dans les milieux intellectuels. Encore que... Dans la classe ouvrière, dans les usines, les staliniens ne pouvaient tolérer que des ouvriers soient trotskistes : gloire à ceux-là !

Stéphane a supporté cette situation : isolement, mise en quarantaine, violences physiques, dénonciations à la direction. Exclu de la GGT pour « Tittisme », Stéphane, qui a longtemps

refusé de rejoindre FO, était un homme quasiment seul. Et c'est seul qu'il a dû résister à cette violence. La brutalité des conflits dans le mouvement trotskiste s'explique essentiellement par cette situation objective. Il était plus facile d'être étudiant, enseignant trotskiste, ou employé de la Sécurité sociale. Ouvrier à la R.A.T.P. c'était une autre affaire.

Stéphane n'a jamais plié. Ce n'était ni son caractère ni sa conception de la vie. Voilà qui explique notamment la difficulté qu'il avait à définir une tactique. Dialecticien, il lui arrivait cependant de considérer qu'entre deux points la ligne droite était le chemin, non le plus court, mais le plus efficace. Certaines erreurs politiques portent cette marque, notamment la célèbre nuit du 10 mai 1968. Mais plus que tout, son rapport à la discussion politique au sein du PCI illustre cette conception. Stéphane était l'homme des fresques ; l'analyse d'une situation ne le passionnait vraiment qu'à l'échelle des multitudes. La planète était sa patrie, le prolétariat international son sujet. Il a

toujours souhaité redresser politiquement l'ex-PCI. Il n'envisageait pas d'autre issue.

Tout devait, au bout du compte, se résoudre par un compromis politique avec Lambert. Le convaincre ou le faire reculer, telle était l'alternative. Mais les problèmes qu'il posait étaient devenus insupportables au Guy Mollet du trotskisme et à l'appareil de permanents aux dents longues qui s'était constitué. Il fut exclu. Scandaleusement, évidemment. L'amusant c'est que c'est Pierre Broué qui sera l'instrument de cette exclusion. Quelques années plus tard, lui-même exclu, il racontera en le regrettant, et avec une grande honnêteté, le rôle par lui joué.

Stéphane était un lutteur, un porte drapeau ; il combattait pour la cause. Le socialisme était sa destinée. Nous n'étions, depuis longtemps, plus d'accord sur le chemin à emprunter pour atteindre l'objectif. Cela n'empêchait pas, jusqu'à une date récente, de déjeuner ensemble. Le créateur de Carré Rouge n'avait rien arrangé. Sa mort, après celle de Raoul,

clôt une époque. J'avais, quelques mois avant le décès de Raoul Bernard, organisé les retrouvailles entre les deux hommes. Deux hommes qui, plus que tous, ont marqué des générations de militants. Stéphane était un ouvrier révolutionnaire. Pas un autodidacte. Un intellectuel en puissance, en souffrance : comprenne qui pourra.

Quelques semaines après le décès de Raoul, sa compagne, ses amis (la plupart d'anciens militants) décidaient de se réunir pour évoquer sa mémoire, autour d'un verre. Stéphane fut naturellement invité. Il répondit par écrit, en substance, à Christiane : « Je ne viendrai pas, car je ne veux pas serrer les mains à des renégats... »

Je suis heureux d'avoir assisté à son incinération. Au Columbarium de Villetaneuse, il faisait chaud, presque orageux. Les cendres de Stéphane Just ont été dispersées sous des arbres, sur de verdoyantes pelouses. À Jeannine, sa compagne, à Annie sa fille, discrète et qui comprenait tout, ses proches, ses camarades,

nos sentiments les plus fraternels.
Un lutteur est parti. Chapeau bas et
poing levé.

C. J.

1 Nombreux, très nombreux sont ceux qui
lui doivent leur formation. Où qu'ils soient
aujourd'hui, ils s'en souviennent...

La grève victorieuse des salarié(e)s du géant postal privé UPS (United Parcel Service) a ouvert une brèche dans laquelle les employé(e)s d'autres groupes ont commencé à s'avancer...

« The Workers are back »*

* « Les travailleurs sont de retour »

Un souffle syndical qui vient des Etats-Unis... Une nouveauté ! 185 000 travailleuses et travailleurs, membres du syndicat des transporteurs (Teamsters), ont réussi à faire reculer le géant américain de la distribution de paquets : United Parcel Service (UPS). Pour cela, 15 jours de grève ont été nécessaires ; la première organisée à l'échelle de tout le pays dans cette entreprise fondée il y a 90 ans. Les piquets de grève ont subi le harcèlement de la police ; ils n'ont pas reculé. L'unité des grévistes a été maintenue. Une remarquable campagne d'explication en direction de l'ensemble de la population a été développée. Après deux semaines de lutte un accord est intervenu.

Il est ressenti comme une victoire par les salarié(e)s d'UPS et d'autres secteurs. Ainsi, les quelque 2 500 grévistes du Bay Area Rapid Transit (BART), en Californie, organisés dans le Amalgamated Transit Union (ATU), déclaraient : « La grève

d'UPS a été un facteur qui nous a renforcés. » En effet, le 7 septembre ils déclenchaient une grève pour la défense du contrat collectif et du droit d'organisation syndicale et contre le nouveau système de salaires qui tend à dissoudre les collectifs de salarié(e)s. Le 13 septembre, ils ont pu mettre fin à leur mouvement, ayant eu satisfaction sur des revendications essentielles.

L'expérience des salarié(e)s d'UPS devrait susciter un intérêt dans le mouvement syndical européen. Elle indique la résistance, encore limitée, à une dérégulation violente des conditions de travail, des salaires ainsi que « des allocations sociales » qui constitue le soubassement du modèle américain de relations salariales si vanté dans la presse européenne.

La grève des employé(e)s d'UPS éclate, le 4 août 1997, comme un orage au milieu d'un ciel économique américain que presse et télévision nous présentent comme superbe-

ment ensoleillé. La hausse des prix à la consommation (inflation) sur un an se situe à 2,8 %; le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 3,1 % sur 12 mois ; le chômage (officiellement) est à hauteur de 4,8 % de la population active (voir l'article ci-contre : « Des emplois. Quels emplois ? »). Certes, on insiste moins sur un détail : l'endettement moyen des ménages américains équivaut à 89 % de leur revenu annuel ; il se situait à 67 % en 1980 ! Voilà comment mûrit la nouvelle récession...

Pour l'heure, les profits des entreprises figurent dans le livre des records des vingt dernières années. La bourse a atteint de tels sommets que des « observateurs financiers » sont pris de vertige et de craintes depuis le début août.

Quant au mouvement syndical, il est en mauvaise posture. Reprendre pied dans des grandes entreprises, dont il a été écarté, est très difficile. La stabilisation des effectifs, qui ont pris le chemin inverse de celui de la bourse, reste un défi. Le sentiment d'impunité parmi le patronat règne. L'accroissement des profits passe par une politique d'emploi d'une extrême brutalité. Le futur du mouvement syndical dépend, en grande partie, de sa capacité à faire la démonstration qu'il peut infléchir les conditions concrètes de travail.

La grève des salarié(e)s d'UPS marque, peut-être, le début d'une riposte ouvrière et syndicale. Le jour de l'accord, le directeur d'un centre d'étude de l'Université de Californie déclarait : « Le résultat de cette grève implique qu'il y aura une pression pour une hausse des salaires [dans d'autres secteurs] que nous n'avions pas connue jusqu'à maintenant au cours de cette période d'expansion. » Pourtant, il y a encore dix jours, la presse économique affirmait

que le syndicat des Teamsters (1,4 million de membres aux Etats-Unis et au Canada et 400 000 retraités) et son dirigeant, Ron Carey, avaient « engagé une grève qui apparaît si hardie qu'elle semble imprudente ». Ce journaliste de Business Week a-t-il, depuis lors, appris la prudence ?

QUI EST L'UPS ?

United Parcel Service (UPS), appelée Big Brown à cause de ses camions peints en brun avec son sigle en lettres d'or, apparaît comme un symbole, à la fois, de ladite vigueur de la reprise économique américaine depuis 1993 et de l'application des méthodes « scientifiques » d'exploitation des travailleurs. Ces dernières figurent, aujourd'hui, sous le titre : « flexibilisation du marché du travail ».

D'un côté, toutes les entreprises visent à diminuer leurs stocks. Elles lancent une production lorsque les commandes sont déjà enregistrées ou quasi certaines. Elles produisent « juste-à-temps ». Hommes et femmes à la production doivent être flexibles pour répondre « aux clients », ces demi-fantômes derrière lesquels les patrons se cachent.

De l'autre côté, cette gestion « juste-à-temps » oblige la multiplication de livraisons urgentes, à toute heure du jour et de la nuit, de pièces, d'outils, de machines, de programmes d'ordinateurs, etc. Ici intervient UPS. Elle délivre 12 millions de paquets par jour (contre 2 millions pour la poste officielle), avec rapidité. Ses campagnes publicitaires permanentes matraquent un slogan : « Dans les affaires, tenir les délais c'est essentiel. »

UPS possède une flotte gigantesque de camions et camionnettes. Elle détient 200 avions et en sous-loue 300 ;

elle utilise 400 aéroports aux Etats-Unis et 200 en dehors. Quelque 2 800 pilotes travaillent, de fait, pour elle. Elle dispose de 2 400 dépôts dans le pays. En 1996, le chiffre d'affaires d'UPS s'est élevé à 22,5 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs suisses) et ses bénéfices nets sont au-delà du milliard. Les salarié(e)s d'UPS, 302 000 (dont 185 000 syndiqué(e)s chez les Teamsters) dépassent en nombre ceux de General Electric, Microsoft et Intel mis ensemble.

Enfin, pour l'image, UPS, dont le siège est à Atlanta (ancienne ville des Jeux Olympiques), est un des sponsors du CIO (Comité international olympique).

TEMPS PARTIEL,

SALAIRE PARTIEL

Le 31 juillet 1997, le contrat entre le syndicat et UPS arrivait à échéance. Des mois de négociations n'avaient abouti à aucun résultat. Les revendications prioritaires des salarié(e)s et du syndicat étaient les suivantes : l'augmentation du salaire des employé(e)s engagé(e)s à temps partiel ; la transformation de 10 000 emplois à temps partiel en emplois complets ; l'élévation du salaire des emplois à temps plein ; la continuation de la participation d'UPS aux fonds de pension que le syndicat cogère avec d'autres employeurs et l'élévation des rentes ; l'amélioration des conditions de sécurité dans le travail.

Dès le 4 août, le syndicat lance le mouvement national de grève. Depuis des mois, il avait préparé cette possible épreuve de force. Les moyens utilisés : des centaines de réunions ; des tracts et des brochures ; des vidéos ; un site Internet remarquable de coordination et de

PAROLES DE GRÉVISTES

Les prises de parole des grévistes reflètent bien les conditions de travail chez UPS. Une fois écoutés ces témoignages, on saisit pourquoi une majorité des salarié(e)s américains se sont identifié(e)s avec ce combat. Michael Martin, 32 ans, employé d'UPS à Atlanta dit : « J'accomplis une masse de travail pour UPS. Mais je ne suis pas un animal. Je suis un être humain. Une victoire dans cette grève fera que plus de travailleurs diront : on en a assez de ces conditions de travail. » A Chicago, Emma, une travailleuse à temps partiel, explique : « Je gagne environ 120 dollars par semaine et je ne peux pas continuer d'accepter ce statut d'esclave sous-payée. » Fiore Auriene, à Chicago, raconte que la direction a tenté de diviser les travailleurs à temps plein et ceux à temps partiel en séparant les cafétérias et les toilettes. Elle a échoué et l'unité de toutes les catégories s'est renforcée durant le mouvement. Puis, Fiore déclare : « Nous voulons juste un travail à temps plein. Nous n'avons pas une famille à

temps partiel. Nous n'avons pas des enfants à nourrir et à habiller à temps partiel, et quand on doit payer le loyer (ou les intérêts hypothécaires) la banque n'accepte pas un paiement à temps partiel. Nous voulons du travail pour une durée et une paie complètes. » Ce thème très populaire et renvoyant à une expérience de millions de salarié(e)s a fort bien été présenté par le syndicat. Un ouvrier afro-américain, Willie Johnston, avec une famille de deux enfants, explique : « J'ai quitté Sears [chaîne de magasins] parce je travaillais plus de 40 heures chaque semaine, mais j'étais payé comme un temps partiel. Ils m'ont promené par le bout du nez durant 4 ans. UPS fait la même chose. Je dois avoir deux emplois parce que je ne peux pas compter sur UPS. Par contre, eux, ils comptent sur moi pour venir au travail quand il faut, mais moi je ne peux pas compter sur eux pour travailler. » A Oakland (Californie), John Cortez, employé d'UPS, raconte : « J'ai travaillé entre 26 et 28 heures par semaine durant 5 ans. Maintenant c'est vraiment dur. J'ai une femme et deux enfants. Ce que je gagne

n'est juste pas suffisant pour payer les factures. Ma femme et moi-même travaillons et nous avons encore besoin du soutien du gouvernement pour nous aider. C'est plus que l'on peut en supporter. » John Cortez met en lumière une autre facette du temps partiel contraint : les travailleurs ne gagnent pas assez et doivent avoir le soutien de l'aide sociale. Autrement dit, les bas salaires imposés par les grandes firmes rendent nécessaire une subvention de l'Etat (l'aide sociale) pour permettre aux travailleurs pauvres de survivre. Enfin, le statut de travailleur à temps partiel pénalise les salariés dans tout le domaine de la couverture sociale. Cette dernière soit n'existe pas, soit est très partielle. Ainsi, les soins médicaux sont couverts de façon « normale » qu'après 3 ans de travail à temps partiel chez UPS. Des préjudices analogues concernent les congés payés, les congés maladie, la retraite... On comprend pourquoi la mobilisation a été aussi forte sur le thème : « Un bon travail, un travail à temps plein ».

solidarité ; le renforcement du réseau de militant(e)s afin de structurer la grève et d'empêcher que la direction d'UPS puisse assurer un niveau relativement important de distribution de paquets ; l'élaboration d'un programme d'explication du sens des revendications afin de les faire partager par les travailleurs des autres branches.

La question du statut des travailleurs à temps partiel a été au centre du conflit. Quelques données permettent d'en comprendre l'importance. Depuis 1993, UPS a engagé 46 000 salarié(e)s, dont 38 000 à temps partiel. Ainsi, 82,6 % des personnes embauchées le furent avec un statut de

temps partiel ; ces embauches sont liées en grande partie au turn-over (départs) que connaît l'entreprise. Un statut de travailleur à temps partiel a plusieurs conséquences. Le salaire d'embauche se situe à 8 dollars l'heure. Il est gelé depuis 1982, malgré l'augmentation des prix à la consommation. Par exemple, une employée d'UPS peut très bien travailler durant 5 ou 6 ans avec un statut à temps partiel, qu'elle n'a pas choisi. Il n'y a pas de limite : c'est du temps partiel à long terme ! Peut-être son salaire horaire augmentera-t-il. Mais, au mieux, elle peut espérer 11,65 dollars de l'heure, contre 19,95 dollars (en moyenne) pour celles dis-

posant d'un contrat à temps plein. Quelque 10 000 « temps partiels » d'UPS travaillent régulièrement plus de 35 heures par semaine. Voilà une méthode simple de « réduction des coûts salariaux », qui n'est pas appliquée aux directeurs. Enfin, surtout dans les dépôts (pour le déchargement, le tri, etc.) les horaires des emplois à temps partiel sont d'une « flexibilité » extrême. Ces contrats permettent d'appeler une personne la nuit, pour cinq heures de travail, entrecoupées de pauses. La direction, dans divers documents, reconnaît qu'un jeune travailleur à temps partiel se défonce durant quatre heures à un rythme intenable sur une

journée. Comme le dit Chuck Mack, secrétaire de la section (local 70) des Teamsters d'Oakland (Californie) : « Ils travaillent à mort durant quatre heures ; ils rapportent plus. »

La rémunération horaire est de même une question cruciale, non seulement pour les employés d'UPS mais pour une part très importante des salarié(e)s dont le pouvoir d'achat stagne depuis plus de deux décennies. Mark Weisbrot, chercheur auprès de l'Economic Policy Institut de Washington, désignait, début juillet 1997, l'impact possible en matière salariale d'une grève victorieuse chez UPS. Sous forme abrégée, voici la vertu pédagogique et démonstrative qu'il assignait à cette (possible) lutte : « Si une entreprise américaine hautement profitable comme UPS ne peut pas payer assez les travailleurs pour qu'ils puissent vivre, alors qui le peut ? » De plus, il signale que, dans le cas d'UPS, l'argumentation fallacieuse sur l'origine dite « technologique », donc inéluctable, de la baisse des salaires ne peut être mis en avant. Il en tirait une conclusion : si les salarié(e)s peuvent faire valoir leur revendication, il sera plus évident aux yeux de beaucoup que « le déclin des salaires et les inégalités sociales croissantes sont le produit de décisions institutionnelles et calculées, qui sont prises dans les bureaux directoriaux de Wall Street et de Capitol Hill ». La lutte syndicale débouche inévitablement, dans le contexte présent, sur le politique.

SOUS LA MENACE

PERMANENTE

D'ACCIDENTS

DU TRAVAIL

La précarisation de l'emploi, dans

tous les pays, s'accompagne d'une augmentation des accidents au travail. UPS est un leader dans ce domaine.

Selon un document publié le 27 avril 1997 par le syndicat des Teamsters, sur la base de données collectées par UPS, le niveau des accidents est deux fois et demie plus élevé chez Big Brown que dans la branche des transports. Depuis 1990, UPS a dû payer 3,7 millions de dollars d'amende à l'agence étatique s'occupant des normes de sécurité (Occupational Safety and Health Administration - OSHA) pour non-respect des réglementations.

Quelque 1 300 violations de la législation ont été officiellement enregistrées depuis 1990. Or, Mike Dibucci, un gréviste à New Stanton (Pennsylvanie), affirme : « Si vous êtes accidenté, des pressions s'exercent pour que vous ne remplissiez pas une circulaire officielle, ou pour dire que l'accident relève de votre responsabilité, car vous n'avez pas utilisé les moyens techniques de levage adéquats. »

Carolyn Robinson, responsable nationale du syndicat pour les questions de santé et de sécurité, dans un exposé fait à San Francisco mi-août, fournit diverses informations. Tout d'abord, elle donne un chiffre : chaque mois un salarié trouve la mort au travail chez UPS. Puis, elle constate que, depuis des années, UPS refuse d'investir 55 dollars sur ses camions afin d'installer des rétroviseurs sur l'arrière, ce qui diminuerait les dangers d'accidents lorsqu'ils reculent. Un militant s'interroge : « La vie d'un enfant ne vaut-elle pas 55 dollars ? » Les camions sont mal aménagés et entretenus : sièges, ceintures de sécurité, pneus, freins, etc. Enfin, elle insiste sur le nombre de jeunes qui, travaillant pour la pre-

mière fois, ont des accidents et sont handicapés pour le reste de leurs jours.

En 1994, Ron Carey, nouvellement élu à la tête du syndicat, avait tenté d'organiser une grève contre l'élévation de la limite du poids des paquets qu'un travailleur doit soulever. Elle avait passé de 70 pounds (31,7 kilos) à 150 pounds (67,9 kilos). La grève avait échoué par manque de préparation et parce que les opposants à Ron Carey (liés à l'ancienne direction de Jimmy Hoffa et qui continuent leur campagne contre le nouveau groupe dirigeant) avaient activement dénigré la mobilisation, déclarant même « que la grève était illégale » ! Aujourd'hui, les revendications sur les conditions de travail sont à nouveau à l'ordre du jour. Leonard Corneluis, chauffeur à Chicago, rapporte : « Il y a un règlement selon lequel, pour deux pas, le temps maximum accordé est de trois secondes. Essayez de respecter cette norme avec un paquet de 67 kilos. On peut demander une aide, mais si on le fait trop souvent on nous embête. »

Comme divers conflits en Europe l'ont montré, les conditions quotidiennes de travail deviennent une préoccupation angoissante pour les salarié(e)s.

QUATRE ENJEUX

D'UNE LUTTE

Plus généralement, quatre enjeux immédiats étaient posés par la grève chez UPS. Le premier : les Teamsters, un des derniers syndicats effectivement organisés à l'échelle des Etats-Unis, avec des effectifs comptant 1,4 million de membres, pouvaient-ils organiser une grève nationale efficace ? La preuve que cela est possible a été administrée. UPS a été presque complètement paraly-

sée. Les 2 000 pilotes, membres de l'Independent Pilots Association (IPA), se sont solidarisés avec les grévistes. Depuis décembre 1995, leur contrat collectif est échu. En mai 1997 les négociations ont été interrompues. UPS n'a pas manqué de suspendre le paiement de leurs chambres d'hôtel lorsqu'ils se trouvaient à l'étranger. L'IPA a immédiatement pris la responsabilité de ces frais. Les cadres briseurs de grèves et les non-syndiqués (75 000 au total) n'ont pas réussi à faire fonctionner UPS entre le 4 et le 18 août.

Le deuxième : le syndicat était-il capable de s'adresser, au-delà de ses membres, aux autres travailleurs, aux autres salarié(e)s et plus largement à « l'opinion publique » et de montrer les enjeux généraux de la grève, sa portée pour toutes les entreprises ? Les sondages d'ABC-News (chaîne de télévision) comme de CNN-USA Today (télévision et quotidien national) démontrent que cet objectif a été atteint. Le 15 août, 55 % des personnes interrogées soutenaient la grève ; 68 % pensaient que les entreprises utilisaient le « temps partiel pour accroître leurs profits au détriment de l'emploi à temps plein » ; 82 % déclaraient que le salaire horaire devrait être identique pour un même travail, que le contrat soit à temps partiel ou à temps plein ; 65 % étaient d'avis que la couverture sociale devrait être la même quel que soit le contrat. Enfin, la composition des piquets de grève a transmis l'image d'un syndicalisme multiracial, avec beaucoup de jeunes, de nombreuses femmes. On est loin de la caricature d'un syndicalisme reposant avant tout sur des travailleurs blancs, mâles et âgés.

Le troisième : la grève pourrait-elle se développer sans que Clinton, utilisant la loi Taft-Hartley (adoptée en

juin 1947), puisse contraindre les travailleurs à reprendre le travail au nom d'une « urgence nationale » ? En février de cette année, Clinton avait fait appel à cette législation antisyndicale pour briser la lutte des pilotes d'American Airlines. Cette fois, il a certes exercé une forte pression, par le biais de son ministre du travail, Alexis Herman, pour qu'un accord soit passé. Toutefois, pour diverses raisons (soutien électoral et financier de la direction Carey des Teamsters à Clinton, audience de la grève, etc.), il n'a pas utilisé l'appareil légal antisyndical. En 1981, Reagan y avait eu recours pour initier sa campagne antisyndicale, en cassant la grève des contrôleurs aériens et de leur syndicat, PATCO.

Le quatrième : le syndicat peut-il arrêter la saignée des emplois à plein temps et leur déplacement vers le travail précaire, au sein des grandes entreprises ? Dans l'accord passé le 19 août au soir, la direction d'UPS, en la personne de James P. Kelly, a accepté la revendication de créer 10 000 emplois à plein temps à partir du stock d'emplois à temps partiel. Initialement Kelly avait proposé seulement le transfert de 1 000 emplois à temps complet, sur cinq ans. De plus, les départs de travailleurs et le développement d'UPS laissent présager la création supplémentaire de 10 000 emplois à temps plein dans les années à venir.

Dans l'accord, les Teamsters ont aussi gagné dans le domaine de la gestion du « fonds de pension » (retraite par capitalisation). UPS continuera à cotiser au fonds auquel participent plusieurs employeurs. La contribution patronale sera plus importante et les montants que toucheront les salarié(e)s seront plus élevés. En outre, la perspective d'élévation de ces montants pourrait inciter

des travailleurs usés (chauffeurs de poids lourds, par exemple) à quitter leur emploi plus vite. Cela devrait permettre d'accroître la part des postes à plein temps.

Les salarié(e)s à temps complet verront leur salaire horaire augmenter de 95 cents chaque année sur cinq ans (UPS proposait 65 cents avant la grève). Et les temps partiels verront leur salaire horaire d'engagement augmenter de... 50 cents (de 8 dollars à 8,5 dollars) ; mais le salaire horaire devra atteindre 10,75 dollars après quatre ans ! Ici, le gain syndical est plus restreint. Enfin, UPS ne pourra pas opérer de la sous-traitance, sauf en période de surcharge exceptionnelle ; la direction devra s'adresser aux salarié(e)s avant de sous-traiter.

Le résultat de cette lutte traduit certes la sous-estimation par la direction d'UPS du potentiel de mobilisation, donc son « impréparation » à affronter un tel conflit. Mais, surtout, le syndicat, lui, a « bien fait son job » ; il avait préparé ses membres et a gagné la « bataille de l'opinion publique ».

Toutefois, Elaine Bernard, directrice du Harvard Trade Union Program, fait remarquer, à juste titre, qu'aux Etats-Unis « une manière de dire qui a « gagné » la bataille (dans la mesure où un accord final est toujours un certain compromis) consiste à voir si le syndicat peut éviter la répression, c'est-à-dire si des licenciements de militants actifs et ayant organisé les piquets de grève se produiront » (août 1997).

Le soir même de l'annonce de l'accord, la direction d'UPS déclarait que pour regagner les parts de marché perdues, elle devrait restructurer l'entreprise et, peut-être, licencier 15 000 salariés. Ron Carey a vertement répliqué, en dénonçant « cette

tactique de la menace ». Toutefois, ces menaces ne semblent pas se confirmer. En effet, une fraction significative des salarié(e)s à temps partiel ont quitté UPS lors de la grève, à cause des incertitudes de l'avenir et de la pression à obtenir un revenu, même réduit. Dès lors, Norman Black, porte-parole d'UPS, vient de faire savoir que la firme allait engager du personnel. Mais, avec quel statut ?

Au cours des mois à venir, nous verrons si la mobilisation délivrée nationalement par les salarié(e)s de Big Brown signale le début d'une contre-attaque syndicale. Ou, pour reprendre la formule de Geoffrey Garin, l'un des bons analystes de la situation sociale aux Etats-Unis : cette lutte a-t-elle créé les conditions pour que « les employeurs n'aient plus les mains si libres qu'ils puissent faire strictement ce qu'ils veulent à leurs employé(e)s » ? L'annonce, le 20 août, par Robert Miller de l'IPA (Independent Pilots Association), selon laquelle les 2 000 pilotes travaillant pour UPS pourraient engager un mouvement de grève aux alentours de Noël, reflète le sentiment de force suscité par l'issue des 16 jours (15 jours, 22 heures, 12 minutes pour être aussi précis que la direction des Teamsters !) de grève des travailleurs d'UPS. Les négociations, pour l'heure, malgré les déclarations de la direction de l'UPS, n'ont pas débouché sur un accord avec les pilotes. Affaire à suivre, d'autant plus que cette résistance arrive après diverses tentatives sans succès du personnel des compagnies aériennes de riposter à la brutalité des managers « dérégulés » censés faire la pluie et le beau temps dans les airs.

Les renouvellements cette année de quelques contrats de grandes entre-

prises (TWA, Pacific Gas-Electric, Kroger Food Stores, etc.) donneront des indications précieuses sur le degré de résistance aux effets dévastateurs, socialement et humainement, de la politique de « flexibilisation maximum du travail ». En outre, le degré de réussite des campagnes de syndicalisation lancées par les Teamsters en direction de Federal Express et de Overnite Transportation (les deux plus importantes entreprises de transports de fret postal dont les travailleurs ne sont pas organisés syndicalement) établira, à la fois, la détermination de la nouvelle direction des Teamsters, les sentiments des salarié(e)s et la fermeté du patronat, décidé à faire d'UPS un « cas spécial » (Philadelphia Business Journal, 25 août 1997).

SYNDICALISME US : QUELQUES REPERES

Il ne convient pas, dans le cadre de cet article, de dégager avec nombre de nuances et précisions les lignes de force de l'état du mouvement ouvrier américain. Toutefois, en conclusion, quelques repères peuvent être fixés (1).

▮ Le grave repli du taux d'organisation des salarié(e)s par le mouvement syndical des Etats-Unis enregistre la modification très nette des rapports de forces sociaux en faveur du Capital, sous les coups de boutoir de l'offensive reaganienne. Il sanctionne de même l'échec complet de l'orientation de « compromis et compensations » des dirigeants à la Lane Kirkland. Dans l'ensemble du secteur privé, le taux de syndicalisation est passé, en 15 ans, de 21 % de la force de travail à 10 % (Time, 1^{er} septembre 1997). Dans le segment industriel de la production de pièces détachées pour l'automobile, bastion

syndical traditionnel, ce taux a connu une chute libre : 75 % en 1978 et, au mieux, 25 % actuellement.

Dans un premier temps, afin de camoufler ce fiasco, des fusions (plus exactement des absorptions de petits syndicats par les fédérations plus importantes) furent présentées comme la traduction d'une politique moderne et audacieuse de « réorganisation » des travailleurs.

▮ Mais la faillite syndicale ne fut pas freinée par ces restructurations d'appareils. Rien d'étonnant. La brutalité de l'attaque patronale (dégraissages, politiques antisyndicales diversifiées et ne se camouflant pas au plan idéologico-politique, interdiction de fait aux syndicats d'être présents dans une part déterminante dudit tertiaire, stratégies de division de la force de travail, changements de composition du salariat, etc.) a contraint à la réaction un secteur des sommets syndicaux. Sous l'égide d'une nouvelle équipe (John Sweeney, Rich Trumka et Linda Chavez) un effort matériel (30 millions de dollars en 1997) fut consenti pour mettre en place des campagnes de recrutement et de syndicalisation. Des succès, limités, ont été enregistrés.

Un processus complexe se dessine, combinant des initiatives militantes « à la base », avec des changements de directions intermédiaires et des « projets d'autodéfense et de survie », en quelque sorte, des bureaucraties centrales s'affrontant au délitement de « leur » base.

▮ Des conflits durs (automobile, industrie du papier...) ont éclaté et traduisent le rejet de l'intensification extrême du travail. La peur du chômage et de l'insécurité de l'emploi est contrebalancée par l'exigence de défendre sa santé, sa vie. Elaine Bernard écrit qu'aujourd'hui les « lieux de travail sont des entreprises à pro-

duire de l'autoritarisme qui pollue notre démocratie » et que « face à un patron la présomption d'innocence n'existe pas pour un travailleur »(2). De plus, il faut relever l'entrée dans l'action revendicative de nouvelles fractions du prolétariat, entre autres les Latinos (Californie), qui subissent une exploitation effrénée.

▮ Des directions nouvelles, comme celle de Ron Carey chez les Teamsters ou Bob Wages chez les travailleurs du syndicat de l'Industrie du pétrole, de la chimie et du nucléaire (non membre de l'AFL-CIO) rendent plus visibles des mouvements se développant dans les couches profondes du prolétariat, mouvements qui restent encore très circonscrits. Lorsque des courants combatifs organisés s'affirment (comme celui des

« Teamsters pour un syndicat démocratique »), alors peuvent se consolider des orientations mettant au centre des préoccupations syndicales : les conditions de travail appréhendées dans leurs extensions (travail, conditions de logement, transports, discriminations), la démocratie syndicale et la possibilité d'une véritable réorganisation syndicale qui place l'action des militants (et non des « fonctionnaires ») au centre, l'éducation syndicale et politique. Les « Teamsters pour un syndicat démocratique » représentent le meilleur exemple sur ce terrain.

▮ Cela débouche sur la remise en question du « syndicalisme de service » ; c'est-à-dire le syndicalisme McDonald pour reprendre la formule d'une gauche syndicale aux Etats-

Unis : « Nous faisons tout pour vous. »

Elaine Bernard (qui en Europe serait « classifiée » dans la social-démocratie) synthétise fort bien l'esprit de cette approche du syndicat de service, encore dominante : « Cette attitude remplace le sens de solidarité entre les membres (" un coup porté contre une personne est un coup porté contre tous ") par une attitude d'attente (" qu'est-ce que le syndicat va faire pour moi "). Les membres qui rejoignent le syndicat conçoivent cet acte comme équivalant à souscrire une assurance et non pas comme une adhésion à un mouvement visant un changement social. » La distance est grande entre cette perspective, pourtant élémentaire, et la situation actuelle du mouvement

ETATS-UNIS : DES EMPLOIS. QUELS EMPLOIS ?

Chaque mois les grands médias nous offrent le « bon exemple » de la création d'emplois aux Etats-Unis et de la baisse du chômage. Un message est transmis : il faut flexibiliser le marché du travail en Europe, comme aux Etats-Unis et, alors, le chômage baissera. Qu'en est-il ?

La grève des salarié(e)s de l'UPS (United Parcel Service) constitue déjà une réponse pratique aux « spécialistes » ébaubis par le modèle américain. Toutefois, cela n'empêche pas de jeter un coup d'œil sur le miracle US.

1. Certes, depuis 1993, il y a création nette d'emplois (différence entre emplois détruits et emplois créés). Mais, contrairement à ce qui est proclamé, le nombre d'emplois créés n'est pas plus important que lors de la reprise économique faisant suite à la récession de 1974-1975. Sous la présidence de Jimmy Carter, de

1976 à 1980, la création nette d'emplois a atteint, en moyenne annuelle, 2,8 millions. Sur les quatre ans de 1993-1996, la moyenne s'est établie à 2,7 millions. Donc, le volume d'emplois créés n'est pas exceptionnel quand on le compare à d'autres relances depuis la grande « cassure » de 1974-1975.

2. Par contre, une chose change : l'ampleur des mouvements de destruction et de création d'emplois. De 1979 à 1995, 43 millions d'emplois ont été détruits et 70 millions créés. La suppression d'emplois a massivement touché des postes mieux payés et disposant d'une couverture sociale (assurance maladie, assurance vieillesse). Ces emplois se trouvaient dans des grandes entreprises, telles que General Motors, ATT, IBM ou dans des banques et des assurances. Ces « dégraissages » (downsizing) s'effectuent même dans les entreprises qui dégagent des profits très élevés. Le résultat : une insécurité-instabilité de l'emploi se développe. Elle suscite la crainte

et facilite la répression contre les syndicats. Le Figaro du 5 août 1997 explique : « Le souvenir des douloureuses suppressions d'emplois est très frais dans les mémoires. Dans certains cas, comme chez le distributeur Woolworth ou chez International Paper, les dégraissages ne font que commencer. Dans ce contexte, malgré l'optimisme dominant, les employés ne sont pas d'humeur revendicative, ce qui contient les hausses de salaires. »

Autrement dit : alors que le chômage comptabilisé diminue, l'insécurité de l'emploi reste grande. La peur ainsi provoquée aboutit à ce que les salarié(e)s n'osent pas revendiquer pour récupérer les pertes de pouvoir d'achat enregistrées depuis les années 1970. Un économiste d'une grande banque déclare : « Les rémunérations horaires n'ont pas bougé. Les employés toujours inquiets pour la sécurité de leur travail ne réclament pas de hausse. » (Tribune Desfossés, 4 août 1997)

pourquoi, dans une famille, les deux époux doivent travailler, souvent en additionnant un emploi à temps plein et deux à temps partiel, afin de gagner juste de quoi vivre et assurer l'éducation des enfants. Cela justifie la formule de l'économiste Lawrence Mishel, directeur de recherche de l'Institut de politique économique (EPI) de Washington :

« Une fois que les deux époux travaillent à plein temps, et parfois à deux endroits, ils ne peuvent plus faire beaucoup de travail supplémentaire. »

On assiste dès lors à un élargissement du fossé entre les revenus de la majorité salariée de la population et ceux d'une minorité qui possède des actions et autres « produits financiers ». De 1992 à 1995, le 1 % le plus riche des Etats-Unis a vu la valeur de ses actifs financiers augmenter de 75 %. Pendant cette même période, le salaire horaire médian (1) des hommes et des femmes a baissé de 2 %.

4. Diverses études soulignent que de nombreux emplois sont créés, actuellement, dans des secteurs bien rémunérés. Sur le nombre d'emplois générés ces dernières années, il est évident qu'un certain nombre sont bien payés. Toutefois, les chiffres camouflent deux

éléments importants.

Le premier. Lorsque la presse écrit que des centaines de milliers d'emplois ont été créés dans des secteurs où le salaire médian est élevé, ils ne donnent pas d'indications sur le salaire d'embauche, c'est-à-dire celui des personnes embauchées depuis 1994. Or, diverses enquêtes montrent que plus de la moitié des personnes embauchées ont un salaire inférieur à celui des personnes travaillant dans la même catégorie.

Le deuxième. Quand une enquête affirme, par exemple, que 800 000 emplois sont créés dans le secteur financier, elle ne nous donne aucune information pour savoir s'il s'agit d'un coursier, d'une femme de ménage ou d'un directeur. Ce genre d'enquête fait dire à l'économiste Lester Thurow que ces « données sont probablement exactes, mais sans valeur explicative ».

5. Par contre, une chose est certaine : les grandes compagnies de travail intérimaire, comme Manpower, engagent de plus en plus de personnes à la retraite. Elles doivent travailler... car leur assurance vieillesse ne leur permet pas de faire face à leurs besoins. Le taux des personnes vivant en dessous « de la ligne de pauvreté » est plus élevé qu'en

1989. Le nombre de personnes sans assurance maladie est de 41 millions.

Avant de succomber aux charmes du « modèle américain », il serait préférable d'écouter le message des salarié(e)s d'UPS et de leur syndicat.

1. Salaire médian. C'est le salaire qui divise la population en deux : 50 % des salarié(e)s gagnent moins et 50 % gagnent plus. Le salaire médian est fortement au-dessous du salaire moyen aux Etats-Unis, ce qui montre l'importance des bas salaires. Le salaire moyen (moyenne des salaires) est tiré vers le haut à cause des incalculables salaires des hauts cadres.

Sources : Business Week, 25 août 1997; La Tribune Desfossés, 4 août 1997; Le Figaro, 5 août 1997; Transfer, European Review of Labour and Research, octobre 1995; Mishel L. et Schmitt J. Beware the US Model (Se méfier du modèle américain), EPI, 1995; Lester Thurow, Dollars and Sense, septembre-octobre 1996; IRES, Chronique Internationale,

syndical aux Etats-Unis. La grève d'UPS a certainement suscité des « vocations » pour un syndicat différent de celui de service. Cet exemple aura-t-il un effet d'entraînement ?

Notes

1. Les lecteurs et lectrices pourront se reporter à la publication Labor Notes (7435 Michigan Av. Detroit MI 48210) et au dernier numéro de la Monthly Review, Vol. 49, N° 3, juillet-août 1997, entre autres l'article de Kim Moody.

2. Elaine Bernard, Why Unions Matter, avril 1996, Executive Director, Harvard Trade Union Program.

Cet article reprend les idées principales des deuxième et troisième parties d'un livre à paraître aux éditions L'Harmattan, *La fin du travail et la mondialisation - Idéologie et réalité sociale*. Les thèses traitant de la « fin du travail » ne cessent de s'accumuler. Carré rouge ouvre, avec cet article de Denis Collin, une discussion qui correspond parfaitement à sa vocation. Nous attendons vos contributions...

Les thèses sur « la fin du travail » : Idéologie et réalité sociale

L'idée de la fin du travail est à la mode. Il suffit de citer quelques titres parus au cours des dernières années pour s'en persuader : Jacques Robin, *Quand le travail quitte la société industrielle* (Édition GRIT, 1994) où l'auteur poursuit les réflexions qu'il a engagées depuis longtemps, notamment avec *Changer d'ère* (Seuil 1989) ; Dominique Méda, *Le travail, une valeur en voie de disparition* (Aubier, 1995) ; Jeremy Rifkin, *La fin du travail* (trad. française La Découverte, 1996, avec une préface de Michel Rocard sur le sujet). Cette idée de « fin du travail » parcourt d'un bout à l'autre l'essai de Viviane Forrester, *L'horreur économique*. Ainsi, dénonçant les exercices convenus dans lesquels les gouvernements annoncent des mesures de lutte contre le chômage, V. Forrester y voit des « rituels auxquels chacun prétend croire afin de mieux se persuader (mais de plus en

plus difficilement) qu'il ne s'agit que d'une période de crise, et non d'une mutation, d'un nouveau mode de civilisation déjà organisé, et dont les logiques supposent l'éviction de l'emploi, l'extinction de la vie salariée, la marginalisation de la plupart des hommes ». J. Robin parle du « chômage » croissant et affirme que « l'intensité des conflits et des débats en cours met en évidence que le travail dans son acception courante est de moins en moins la valeur essentielle de la société. » (1) De son côté, si elle refuse les faux débats sur la centralité ou la non centralité du travail ou sur la disparition du travail(2), D. Méda propose de rompre avec l'idée « humaniste » et le « raisonnement humaniste et productiviste » (3) selon lequel le travail est le centre de la vie humaine ; il faudrait « désenchanter le travail » (4) et en finir avec l'idée fautive que le chômage est un mal d'une extrême-

me gravité ; il serait préférable de comprendre que le chômage nous oblige à nous « interroger sur les fins de nos sociétés » et « mettre de l'ordre dans ces représentations » erronées qui font du travail un instrument de libération ou la base du lien social (5).

Chez tous ces auteurs, l'idée centrale est la suivante : « l'horreur économique » dans laquelle vivent des dizaines de millions de personnes dans les pays capitalistes avancés tiendrait à ce qu'on continue de tenir le travail pour la valeur essentielle alors qu'on sait qu'il n'y a plus de travail. La civilisation occidentale repose sur le travail, or « ce travail, tenu pour notre moteur naturel, pour la règle du jeu convenant à notre passage en ces lieux étranges d'où nous avons chacun à disparaître, n'est plus aujourd'hui qu'une entité dénuée de substance » (6).

Mais il se pourrait qu'ici on proclame la fin de quelque chose dont on ignore profondément la nature. Car c'est la polysémie du mot travail qui fait problème.

LE TRAVAIL EN GÉNÉRAL

Le travail est d'abord une vieille malédiction biblique. La nécessité du travail est celle qui gouverne les rapports entre l'homme et la nature. Sauf à imaginer le retour à la fiction de l'état nature, d'un homme qui trouverait immédiatement les moyens de sa subsistance dans une nature généreuse, cette dépendance de l'homme à l'égard de son milieu est impossible à supprimer. Ce corps à corps de l'homme avec la nature est éternel, ou, au moins, aussi éternel que l'espèce humaine.

C'est pourquoi on peut se demander ce que peuvent vouloir dire des affirmations comme celle-ci : « Nous ap-

partenons depuis peu de temps (moins de deux siècles) à des sociétés fondées sur le travail » ? (7) Que les sociétés esclavagistes ou féodales aient fait du mépris du travail une valeur essentielle n'empêchait pas le travail d'être le fondement de toute vie sociale : le patricien romain, le citoyen libre athénien ou le chevalier du Moyen Âge ne construisaient pas eux-mêmes les monuments qui les ont immortalisés, mais ce qui nous reste d'eux, c'est uniquement le produit du travail de ces millions d'esclaves à qui toute existence humaine était déniée. Le travail est donc une catégorie « éternelle » et non une « invention récente ».

Marx, présenté tantôt comme un utopiste de la fin du travail, tantôt comme un intégriste de la production matérielle, écrit : « Tout comme l'homme primitif, l'homme civilisé est forcé de se mesurer avec la nature pour satisfaire ses besoins, conserver et reproduire sa vie ; cette contrainte existe pour l'homme dans toutes les formes de la société et sous tous les types de la production. » (8) En effet, la caractéristique spécifique de l'homme, c'est qu'il ne peut vivre qu'en produisant lui-même les conditions de sa propre vie. Les animaux, souvent, sont contraints eux aussi de modifier leur milieu naturel : les oiseaux doivent faire des nids, de nombreux mammifères construisent des terriers, des barrages, etc. Il y a entre ces animaux laborieux et l'homme une différence essentielle, qualitative et non seulement une différence de degré. Car si l'homme est incontestablement moins bien pourvu naturellement que bien des animaux, on pourrait imaginer qu'arrivé à un certain stade de développement de sa civilisation matérielle, il ait réussi à trouver un équilibre avec son milieu, ayant enfin réussi à com-

penser ses faiblesses naturelles avec les prolongements artificiels de ses membres que sont les outils de son invention. Or, la vie historique de l'humanité est celle d'une spirale toujours en mouvement, ce que Hegel a nommé « système des besoins ». Les besoins humains, dans le procès même qui les satisfait, se démultiplient. Et la satisfaction obtenue elle-même doit être dépassée. Mais, pour Hegel, ce n'est pas tant le besoin comme manque qui doit être satisfait que « l'opinion ». Je n'ai pas vraiment besoin d'une automobile ou d'un poste de télévision (je ne mourrais pas de n'en point avoir), mais j'ai l'idée que ce serait une bonne chose. Les besoins sont déjà entrés dans la sphère de la culture. Aussi, la civilisation humaine s'identifie-t-elle avec la création de cet « homme riche en besoins » dont parlait Marx.

On peut considérer, d'un point de vue moralisateur, qu'il y a des besoins artificiels, des besoins non nécessaires. Il reste que personne ne peut dire où finissent les besoins nécessaires et où commencent les besoins artificiels. Plus exactement, la dernière tentative historiquement connue de déterminer à l'avance quels étaient les besoins à satisfaire fut la tentative de l'économie planifiée de type soviétique que Ferenc Feher a qualifiée fort justement de « dictature sur les besoins. » (9)

Il me semble que l'impuissance patente d'une certaine gauche radicale, « alternative » tient précisément à ce qu'elle se fonde sur une utopie anti-productiviste, une utopie de la fin du travail, qui est à contre-courant de l'effort fondamental qui organise toute l'histoire humaine.

MARX ET

LA FIN DU TRAVAIL

A l'idéologie de la fin du travail, on peut opposer une perspective raisonnée de la réduction du temps de travail. Au « droit à la paresse », j'opposerai « l'épanouissement de la puissance humaine qui est sa propre fin », pour parler comme Marx. Ce qui rend cette opposition problématique, outre sa difficulté intrinsèque, c'est que, chez Marx lui-même, les choses ne sont pas très claires. Les deux perspectives sont présentes et expriment de manière très aiguë les difficultés théoriques auxquelles Marx a été confronté. On trouve chez Marx une utopie de la fin du travail et de son remplacement par l'activité libre grâce à la transformation de la science et de la technique en forces productives directes. Cette utopie on la trouvera par exemple dans les Manuscrits de 1844 ou dans les Grundrisse. Mais cette utopie figure essentiellement dans les manuscrits que Marx, finalement, a renoncé à publier, alors qu'elle disparaît dans *Le Capital*.

Aux perspectives de l'utopie machiniste, Marx substitue, dans *Le Capital*, la dualité irrémédiable du règne de la nécessité et de celui de la liberté. C'est le texte assez connu que Engels a placé en conclusion du livre III du *Capital* : « À la vérité, le règne de la liberté commence seulement à partir du moment où cesse le travail dicté par la nécessité et les fins extérieures ; il se situe donc, par sa nature même au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite. » (10) L'homme ne peut donc ni se libérer par le travail, ni se libérer du travail. Car le travail apparaît comme une nécessité et une contrainte éternelles. « Tout comme l'homme primitif, l'homme civilisé est forcé de se mesurer avec la nature pour satisfaire ses besoins, conserver et reproduire sa vie ; cette

contrainte existe pour l'homme dans toutes les formes de société et sous tous les types de production. Avec son développement cet empire de la nécessité naturelle s'élargit parce que les besoins se multiplient ; mais en même temps se développe le processus productif pour les satisfaire. » (11) C'est même une contrainte qui, sous un certain angle ne peut aller qu'en s'élargissant.

Une certaine forme de liberté peut exister dans le cadre même du travail. « Dans ce domaine, la liberté ne peut consister qu'en ceci : les producteurs associés —l'homme socialisé— règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges ; et ils les accomplissent en dépensant le moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais l'empire de la nécessité n'en subsiste pas moins. » Cette liberté est une liberté limitée, et non le libre développement des potentialités qui sont en l'homme, qui ne peut s'accomplir qu'au-delà de la sphère de la production matérielle. Cette liberté présente deux aspects :

¶ Une compréhension de la nécessité suffisante pour éviter le gaspillage, rationaliser les rapports entre l'homme et la nature, préserver les deux sources de la richesse sociale que sont le travail et la terre.

¶ Si la nécessité du travail doit s'imposer éternellement, parce que l'homme reste un être naturel, il reste que l'homme peut espérer abolir la domination que ses propres échanges exercent sur lui et donc agir en tant qu'homme socialisé.

Mais « c'est au-delà que commence l'épanouissement de la puissance

humaine qui est sa propre fin, le véritable règne de la liberté, qui cependant ne peut fleurir qu'en se fondant sur ce règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale de cette libération. » Conclusion prosaïque qui a le mérite de prendre en compte la réalité contradictoire du travail : il n'y a pas d'émancipation sans travail — pour Marx, le travail est à la fois la nécessité naturelle et ce qui contraint l'homme à réveiller les facultés qui sommeillent en lui (12)— et en même temps il n'y a de véritable émancipation qu'en dehors du temps de travail. C'est pourquoi on peut simultanément réclamer la diminution du temps de travail et le droit au travail pour tous et affirmer que « l'oisif ira loger ailleurs. »

LA QUESTION CLEF : QUI DIRIGE LE PROCES DE TRAVAIL ?

Le travail n'est pas lié au mode de production capitaliste, ni même à la société de classe en général, il est un concept ahistorique, commun à toutes les sociétés ; mais il n'est pas pour autant une catégorie mystérieuse renvoyant à une malédiction ontologique. Il possède une définition théorique précise : par opposition à l'activité libre, le travail est ce qui est nécessaire à la reproduction. Que le travail soit intéressant et stimulant pour l'esprit ou qu'il soit un travail abrutissant et pénible, il y a une marque commune qui fait que ces deux genres d'activités peuvent à bon droit être nommés travail, c'est qu'il n'est pas facultatif. Au contraire l'activité libre est facultative. Il n'est évidemment pas indifférent que le travail soit fatigant et sans intérêt ou qu'il contribue à réveiller toutes les

facultés qui sommeillent en nous. Mais dans les deux cas, il s'agit d'assurer la reproduction, étant entendu qu'il ne s'agit pas seulement de la reproduction des seuls besoins matériels, mais aussi de la reproduction de l'ensemble des conditions de la vie, y compris les besoins « intellectuels » et la permanence des structures sociales (là encore, abstraction faite de leur caractère de classe, mais en tant qu'elles sont, de toutes manières, indispensables à toute vie humaine). A partir de là, la seule question sérieuse n'est plus de savoir ce qu'est le travail en général pour l'homme en général, mais de savoir qui dirige le procès de travail. Ce n'est donc plus la question de savoir si la machine est libératrice ou si elle est un moyen d'oppression, mais de savoir au profit de qui tourne la machine, débarrassée de la puissance mystérieuse que le procès de production capitaliste semble lui conférer. De la critique philosophique du travail, on doit passer à la critique du mode de production capitaliste ou encore à ce que Marx appelait la critique de l'économie politique. La valorisation du travail comme principe d'organisation et fondement légitime de la richesse et des positions sociales présente un côté idéologique ; elle correspondait aux besoins de la classe bourgeoise montante, menant l'assaut contre la classe oisive des propriétaires fonciers. Mais elle signifie aussi que tous les individus ne dépendent que d'eux-mêmes, que leur position n'est pas fixée une fois pour toutes par la soumission à un ordre défini a priori. La valorisation du travail est inséparable de la déclaration des droits de l'Homme et de la reconnaissance que la valeur fondamentale est celle de l'individu. Marx, chaque fois qu'il est amené à considérer comme « pro-

gressiste » le mode de production capitaliste, le fait en considération de l'avancée qu'il permet vers l'individualisation, car « ce n'est qu'à travers le processus historique que l'homme se particularise ». La véritable liberté humaine, celle de l'épanouissement des potentialités de l'individu, n'est accessible qu'en se fondant sur le règne de la nécessité ; c'est précisément cette idée qu'apporte, à sa manière, la pensée libérale des économistes classiques et que Marx reprend à son compte, même si c'est en lui faisant subir quelques transformations fondamentales. Inversement, si la liberté de l'individu ne se fonde plus sur le travail, si on considère que le travail est « une valeur en voie de disparition », il est à craindre que ce ne soit la liberté individuelle elle-même qui soit remise en cause.

TRAVAIL ET MACHINISME

Le développement du machinisme est-il responsable de la « fin du travail », c'est-à-dire du développement d'un chômage de masse dans les pays capitalistes avancés ? On affirme couramment qu'il y aurait un lien direct entre développement de l'automatisme et développement du chômage. Si on ne trouve plus de travail, c'est parce que les machines le font à notre place. Qu'il y ait des corrélations entre les progrès du machinisme dans tel secteur ou telle entreprise et la diminution de l'emploi dans ce secteur ou cette entreprise, cela va de soi. Mais que d'une corrélation partielle on passe à une loi générale, c'est là une faute contre l'esprit. La croissance de la productivité du travail est aussi vieille que l'histoire humaine. Vue de très haut, celle-ci semble scandée par des révolutions techniques qui se traduisent par des

bonds en avant de la productivité du travail humain. La « révolution néolithique », qui correspond à l'invention de l'agriculture, les innovations agricoles du Moyen Âge avec l'assolement triennal, la charrue à soc et versoir, le collier d'épaule pour les chevaux de trait, voilà des « révolutions techniques » dont les conséquences à long terme sont au moins aussi importantes que celle des jeux sur micro-ordinateur, de la souris et du téléphone portable ! Dès le XVIII^e siècle, la machine à vapeur et les machines outils décuplent la puissance du travail humain ; la productivité du travail fait des bonds en avant. « Même si les procédés d'exécution ne subissent pas de changements, l'emploi d'un personnel nombreux amène une révolution dans les conditions matérielles du travail. » (13) La coopération devient le principal instrument de l'augmentation des forces productives du travail. La coopération n'est pas propre au mode de production capitaliste ; la coopération simple, sous ses formes les plus rudimentaires, se trouve même aux origines de l'histoire humaine. Mais c'est le mode de production capitaliste qui développe à son plus haut point la coopération, car elle est « le mode fondamental de la production capitaliste. » (14) C'est elle qui fonde la manufacture, cet « organisme de production dont les membres sont des hommes » (15). Mais la manufacture n'est pas encore la forme pleinement développée de la production capitaliste. Mais c'est au sein même de la coopération manufacturière, dans l'atelier de construction, où se fabriquaient les instruments de travail, que la manufacture trouva les bases de son propre dépassement. « Cet atelier, ce produit de la division manufacturière du travail, enfanta à son tour les machines. » (16) On a

souvent réduit la pensée de Marx à un déterminisme mécanique ; ici, il affirme très exactement le contraire : ce sont les rapports sociaux qui engendrent, « enfantent » dit Marx, le développement technique.

Autrement dit, réduire la question de l'augmentation de la productivité du travail à la technologie, c'est évacuer d'emblée la dimension centrale des rapports sociaux. Mais considérer, comme Viviane Forrester, qu'un « monde inédit [...] s'installe sous le signe de la cybernétique, de l'automatisation, des technologies révolutionnaires » (17), que ce monde « ne nous est plus synchrone » et qu'il est désormais « sans lien avec le monde du travail, dont il n'a plus besoin », c'est renoncer à toute caractérisation sociale du mode de production actuel et participer, involontairement, à la langue de bois technocratique qui exclut ces archaïsmes que seraient les termes de prolétariat, profit, lutte de classes, etc.

Le deuxième argument est purement logique : si c'est la croissance de l'automatisation qui provoque le chômage, comme le mode de production capitaliste a développé depuis l'origine le machinisme et l'automatisation, comme les processus en cours ne sont pas nouveaux, le chômage aurait dû être permanente depuis au moins deux siècles. Or, c'est à l'inverse qu'on a assisté. Les périodes de crises ont certes vu un chômage massif, mais la tendance générale a été à la croissance de la population salariée. Que l'offre d'emploi ne corresponde plus à la croissance de la population active, c'est une chose qu'il ne faut pas confondre avec une diminution, en chiffres absolus, de cette même population active ; on peut remarquer, par exemple, que les années 70 et 80 ont été des années de retour

massif des femmes vers l'emploi pour retrouver des niveaux comparables à ceux des années 1900-1914, alors que les débuts d'amélioration de la condition ouvrière entre les deux guerres avaient vu, au contraire les femmes retourner au foyer. C'est même dans les périodes de croissance économique et de croissance de l'emploi que s'est développé le machinisme. L'introduction des robots dans l'industrie automobile ne date pas de la dernière décennie ; bien au contraire, de nombreux signes témoignent aujourd'hui d'un ralentissement de l'automatisation, voire d'une marche arrière, entre autres choses parce que la robotisation à outrance n'est pas aussi productive que peuvent le penser ceux qui se contentent des idées toutes faites sur le sujet.

On sait depuis longtemps que le machinisme supprime des emplois dans un secteur pour en créer dans un autre. Au cours des 50 dernières années, le machinisme agricole a tué proportionnellement plus d'emplois que l'ordinateur ou le robot industriel, mais, d'une part, il a créé des emplois dans la production de machines agricoles et plus généralement dans tout le secteur para-agricole, et, d'autre part, en contribuant à la baisse de la valeur des produits alimentaires de base (le « panier de la ménagère »), il a contribué à la baisse de la valeur de la force de travail (ce qui peut s'accompagner d'une hausse des salaires nominaux, en raison de l'inflation) et ainsi a permis la mise en valeur de nouvelles forces de travail dans des secteurs de la production encore inexploités.

TECHNIQUE ET

DE PRODUCTION

Il ne s'agit pas de reprendre ici la vieille théorie de la compensation de Mill (père et fils), Senior et Cie, ou, pour faire plus moderne, de Sauvy et ses disciples, théorie selon laquelle les destructions d'emplois que le machinisme cause dans un secteur sont automatiquement compensées par des créations dans un autre secteur. La théorie de la compensation est l'idée que la technique peut supprimer les contradictions du capitalisme, idée qui était à la mode dans les années 80 au sein de la gauche française qui recherchait le salut dans les nouvelles technologies. Mais si la technique ne peut résoudre les crises du capitalisme, elle n'est pas non plus responsable, à l'inverse, de ces crises. Comme le dit Marx, « la machine est innocente des misères qu'elle entraîne ; ce n'est pas sa faute, si, dans notre milieu social, elle sépare l'ouvrier de ses vivres. » Marx reproche aux économistes bourgeois leur « esprit courtoisanesque » car, pour eux, « les contradictions et les antagonismes inséparables de l'emploi des machines dans le milieu bourgeois n'existent pas, parce qu'ils proviennent non de la machine, mais de son utilisation capitaliste ! » (18) Comme la machine décuple la puissance de travail, et semble être par elle-même productive, les économistes apologétiques font de la machine la puissance productive par excellence. Mais, inversement, ce n'est pas parce que le machinisme s'accompagne toujours de misères nouvelles et apparaît comme fléau dans le mode de production capitaliste, qu'il faut faire de l'innovation technique la cause réelle du chômage. La machine n'est pas en soi une puissance destructive, ou, si elle l'est, il faut se faire du souci, parce

que, depuis les débuts de l'humanité, personne n'a encore inventé une machine à travailler moins vite.

Le chômage n'est pas un produit de l'automatisation ou du machinisme mais la conséquence inéluctable du développement du progrès technique dans les conditions propres au fonctionnement du mode de production capitaliste. Le chômage résulte de la contradiction d'un mode de production qui tend à se reproduire toujours plus sur une échelle élargie, à développer la production pour la production, et, en même temps, à créer un marché toujours plus restreint. Que ce processus social, qui exprime la lutte pour l'appropriation du surproduit, apparaisse comme le résultat de l'action des choses, c'est là précisément la mystification, inévitable, qui naît des conditions mêmes dans lesquelles se déroule le procès de travail social. Le capital, pour Marx, n'est pas une chose, c'est un rapport social, mais c'est un rapport dans lequel les choses paraissent douées de vie en même temps que les individus sont transformés en choses. « Dans toute production capitaliste, en tant qu'elle ne crée pas seulement des choses utiles mais encore de la plus-value, les conditions du travail maîtrisent l'ouvrier, loin de lui être soumises, mais c'est le machinisme qui le premier donne à ce renversement une réalité technique. Le moyen de travail converti en automate se dresse devant l'ouvrier pendant le procès de travail même sous forme de capital, de travail mort qui domine et pompe sa force vivante. » (19) Si la machine apparaît comme l'ennemi du travailleur, c'est parce qu'elle est la forme d'existence « objective » de la puissance du capitaliste. C'est pourquoi dans son opposition à la machine, le travailleur s'oppose à lui-même.

Ainsi, les effets du machinisme sont contradictoires. « Si la machine est le moyen le plus puissant d'accroître la productivité du travail, c'est-à-dire de raccourcir le temps nécessaire à la production des marchandises, elle devient, comme support du capital, dans les branches d'industrie dont elle s'empare d'abord, le moyen le plus puissant de prolonger la journée de travail au-delà de toute limite naturelle. » (20) Loin d'être la cause d'une prétendue fin du travail, la machine est au contraire à la fois le moyen et la cause de la faim de travail gratuit toujours croissante du capitaliste.

NOUVELLE RÉVOLUTION TECHNIQUE ?

Il faudrait donc supposer qu'il y a quelque chose de nouveau aujourd'hui qui expliquerait l'obsolescence des vieilles analyses tant classiques que marxistes. La nouveauté, dit Robin, tient dans la spécificité de la révolution scientifique en cours, celle des TIC (technologies de l'information et de la communication.) Cette spécificité par rapport à la révolution néolithique ou aux révolutions industrielles peut se résumer en deux points :

▮ « Avec les technologies de l'information signifiante et de la commande automatique, les hommes traitent les choses, les objets, par l'intermédiaire de codes, de signaux ; ils ne les manipulent plus directement eux-mêmes. »

▮ « Les applications des TIC entraînent un bouleversement dans la courbe d'utilisation énergétique croissante depuis le début du néolithique. » (21) Elles sont en elles-mêmes peu gourmandes en énergie, mais en plus elles permettent de réduire considérablement les gas-

pillages d'énergie. Robin va même jusqu'à affirmer que « elles vont reléguer l'énergie dans un rôle secondaire. »

Ce sont, pour Robin, ces caractéristiques de la mutation technologique en cours qui permettent de comprendre pourquoi ne fonctionne plus le cycle traditionnel qui voyait la destruction d'un emploi dans un secteur compensée par la création d'emploi dans un autre secteur. Nous sommes passés d'un travail matériel à un travail logiciel, immatériel donc, et à l'ère d'une croissance sans emploi.

Encore une fois, les questions de technique et d'organisation du travail sont déconnectées de la dynamique d'ensemble des rapports sociaux. Quelques traits particuliers, pas toujours dénués de pertinence pour une approche partielle de la compréhension de la dynamique du mode de production capitaliste aujourd'hui, deviennent des sources de confusion dès qu'ils sont hypostasiés et élevés au rang d'explication théorique générale. En vérité, les deux caractéristiques spécifiques de la mutation technologique actuelle sont sans doute moins importantes et moins décisives que ne le dit Jacques Robin.

On remarquera d'abord que nous avons souvent tendance à surestimer l'innovation technologique et à prêter au spectacle de la technique le pouvoir de dire la vérité de la technologie. On peut même dire que plus l'innovation est faible, plus spectaculaire doit être sa mise en scène. On pourra objecter qu'il y a aujourd'hui, avec le développement de l'informatique, un changement de rythme et d'échelle qui bouleverse tout. C'est à la fois incontestable et faux. Les effets apparents sont considérables et tout à fait spectaculaires mais l'infor-

matique est loin de bouleverser en profondeur la vie parce qu'elle ne peut pas dépasser certaines limites concernant la production. « Sans rechercher à tout prix le paradoxe, il faut plutôt noter la lenteur relative des évolutions technologiques et les multiples retards et entraves que leur imposent les besoins du capitalisme. Dans un livre paru en 1950, *Cybernétique et société*, Norbert Wiener faisait dater la seconde révolution industrielle de la découverte du tube à vide (découverte centenaire) et fixait à quelques années, deux décennies dans le pire des cas, la généralisation des usines automatiques, mais il ajoutait que ces rythmes n'étaient pas déterminés par des raisons techniques mais par des raisons économiques. On est encore loin de la généralisation des usines automatiques et le progrès technologique continue à subir des retards qui n'ont rien à voir avec l'état de nos connaissances et de nos savoir-faire. » (22) Il n'y a pas grand chose à changer à ces lignes écrites il y a dix ans, sinon que quelques-unes des prophéties les plus grandioses des futurologues ont disparu presque honteusement du panorama de la « high tech », par exemple tout ce qui concernait l'intelligence artificielle ; les ordinateurs, loin de démontrer des théorèmes mathématiques, se contentent de tâches beaucoup plus modestes comme remplacer le récepteur de télévision, devenir des Minitel roses perfectionnés, ou commander la mise en route de l'arrosage du jardin ou du grille-pain.

L'innovation technique n'a donc mérité ni les apologies des uns, ni les cris d'horreur des technophobes. Restent à examiner les deux affirmations centrales de Jacques Robin. La première proposition, celle qui porte sur le rôle des signes et des codes

comme intermédiaires entre l'homme et le procès de travail, est très discutabile. Ou du moins il est très discutabile d'en faire une caractéristique spécifique du développement actuel de la technique. On me permettra encore une fois de citer Marx (qui lui-même s'appuie souvent sur les travaux des premiers spécialistes de la technique comme Ure). Il y a belle lurette que les travailleurs dans la grande industrie mécanisée ne manipulent plus les choses directement : « La machine, point de départ de la révolution industrielle, remplace donc le travailleur qui manie un outil par un mécanisme » (23). C'est pourquoi, dans le machinisme, la force de l'homme en tant que telle ne joue plus aucun rôle ou, du moins, joue un rôle de moins en moins important : « le moyen de travail acquiert dans le machinisme une existence matérielle qui exige le remplacement de la force de l'homme par des forces naturelles et celui de la routine par la science. » (24) Comme le remarque encore Marx, « La grande industrie achève enfin la séparation entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production qu'elle transforme en pouvoirs du capital sur le travail. L'habileté de l'ouvrier apparaît chétive devant la science prodigieuse, les énormes forces naturelles, la grandeur du travail social incorporées au système mécanique qui constituent la puissance du Maître. Dans le cerveau de ce maître, son monopole sur les machines se confond avec l'existence des machines. » (25)

UNE SÉPARATION

ENCORE PLUS

ACCENTUÉE ENTRE

TRAVAIL MANUEL ET

PUISSANCES

INTELLECTUELLES DE LA

PRODUCTION

Quand Robin affirme que le fait décisif, avec l'irruption des TIC, est que les hommes ne manipulent plus directement les choses mais les manipulent seulement par l'intermédiaire de signaux, il s'agit de la poursuite du mouvement même de la production capitaliste moderne et non d'une innovation extraordinaire. Prenons un exemple simple, mais généralisable. Dans l'utilisation du tour classique, l'ouvrier a besoin d'une habileté particulière, d'un « tour de main » qui ne peut s'acquérir qu'avec l'expérience et pour lequel il y aura toujours des différences pratiquement irréductibles entre les divers ouvriers. L'habileté renvoie à un art, c'est-à-dire à un savoir « immanent à l'action » comme dit Platon pour parler du savoir propre du charpentier. Les Grecs opposaient ce savoir immanent à l'action au savoir scientifique, celui qui ne dépend pas de l'habileté des mains, mais seulement de la puissance de l'esprit. Le fait de pouvoir fabriquer des objets simplement par la connaissance complète de ce qu'il faut faire, sans avoir besoin d'une habileté particulière, est un des résultats les plus importants du mode de production capitaliste qui, d'une part, a décomposé le travail complexe en travail simple par le développement de la division du travail et, d'autre part, s'accapare le savoir immanent de l'ouvrier comme science séparée qui existe ensuite, face à l'ouvrier, comme machine. C'est ce dont il s'agit dans la machine-outil à commande numérique (MOCN) qui s'oppose ainsi radicalement au tour classique. Le tour classique, comme tous ces outils qui

supposent une grande habileté de l'ouvrier, ne sont que des survivances de l'ancien mode de production artisanal au sein du nouveau et non des caractéristiques propres au mode de production capitaliste. Or, la MOCN ne diffère guère que par sa souplesse, sa complexité et ses possibilités de programmation des machines automatiques classiques. Pour en arriver là, il a fallu s'appuyer sur l'expérience du travail encore artisanal, mais pour l'absorber entièrement et le transformer en puissance technique du capital. L'entrée de plain pied dans la grande industrie suppose que les machines de production soient affranchies de leur base encore à demi artisanales ; les machines sont maintenant produites avec des machines et « les diverses branches d'industrie s'entrelacent comme phases d'un processus d'ensemble » (26) et forment donc un véritable système technique global. Cette évolution technique est inséparable du développement du mode de production capitaliste. Qu'on ait remplacé les plaques perforées des métiers Jacquard par des programmes enregistrés sur support magnétique, les ressorts et engrenages par des relais électromagnétiques puis par des tubes à vide, puis par des transistors, c'est simplement la conséquence du bouleversement continu des techniques qui est propre à un mode de production qui ne peut survivre et se développer que par la révolution permanente de sa propre base technique. Isoler la phase actuelle de ce processus séculaire pour en faire quelque chose de radicalement nouveau, c'est, pour le moins, tomber dans l'illusion d'optique classique qui veut que notre époque soit toujours complètement différente de ce qui précède. J'en viens maintenant au deuxième

trait caractéristique de la mutation technologique contemporaine telle que la décrit Jacques Robin. Si les révolutions technologiques précédentes étaient génératrices d'emplois, la raison en est que les nouveaux procédés techniques avaient d'abord pour but de domestiquer l'énergie et de multiplier les forces à disposition de l'homme. La vapeur et l'électricité permettent de développer des techniques grosses consommatrices d'énergie. Elles sont, par essence pourrait-on dire, prométhéennes. On trouvera des traces (et même un peu plus) de cette vision dans les pages que Marx consacre à la grande industrie. Bien que le machinisme ait permis la mobilisation au service de l'homme d'une puissance toujours plus grande, il n'est cependant rendu possible que parce qu'il permet en même temps d'économiser l'énergie. Contrairement à ce que laisse penser Jacques Robin qui postule une rupture entre les techniques anciennes gourmandes en énergie et les techniques informationnelles modernes économes en énergie, toute l'histoire de la technique et du machinisme en particulier peut être considérée comme une course à l'amélioration du rendement énergétique et donc à l'économie relative d'énergie. Légèreté, moindre dépense de force musculaire, plus grande efficacité, voilà ce que les outils du néolithique apportent de façon si évidente par rapport aux outils du paléolithique. Un certain quantum d'énergie appliqué à une charrue est bien plus efficace que le même quantum appliqué à une araire. Le collier d'épaule rend plus efficace la traction animale et donc diminue la consommation d'énergie. Le rendement de la machine à vapeur chauffée au charbon est supérieur à celui de la machine chauffée au bois. Les

exemples peuvent être multipliés à l'envi qui vont tous dans le même sens.

A l'inverse, il est trop rapide de voir dans les TIC des techniques essentiellement économes en énergie. Elles contribuent incontestablement à l'amélioration parfois extrêmement rapide du rendement des dispositifs de production et de communication. Mais, comme toujours, il faut envisager le développement des effets des TIC d'un point de vue systémique. D'une part, ce qui rend les TIC rentables, c'est très souvent une formidable dépense d'énergie en amont et en aval de leur utilisation. Le « zéro stock » et les systèmes intégrés d'approvisionnement des lignes de production font travailler les ordinateurs et les lignes de transmission de données, mais dans le même temps, et pour les mêmes raisons, ce sont les transports routiers qui se développent infiniment plus vite que le commerce et la production industrielle. Du coup, la consommation d'énergie, après avoir hésité dans les années suivant le premier et le deuxième chocs pétroliers, est repartie de l'avant et sans le moindre remords de la part des « décideurs » qui, contre tout bon sens, tentent maintenant de persuader l'opinion publique que les réserves d'énergie fossile sont pratiquement inépuisables !

Chez de nombreux auteurs, on trouve l'idée que la richesse serait aujourd'hui créée essentiellement dans la manipulation et l'échange de l'information. Cette mystification qui est aussi l'auto-mystification du capitaliste qui finit par croire que c'est vraiment son argent qui travaille, trouve une des ses expressions dans la mythologie technicienne du virtuel. Pour sortir de ce monde enchanté, il suffit de se cogner une bonne fois au réel.

Toute personne sensée, qui gère le budget familial, fait les courses, s'occupe d'emmener sa voiture chez le mécanicien, prépare le cartable de rentrée des enfants, etc., sait bien que l'essentiel des dépenses du ménage porte sur des objets palpables et nullement virtuels ; les internautes, comme tout un chacun, mangent des nourritures terrestres, se couchent dans des lits de bois ou de fer, bref vivent comme vous et moi. Le traitement de l'information, loin d'être la réalité première de la société post-moderne reste une activité secondaire, dépendante des activités essentielles qui consistent à produire les conditions matérielles d'existence des humains.

CAPITAL ET ARMÉE

« INDUSTRIELLE »

DE RÉSERVE

Ce qui est en cause, c'est le rapport « salarial », c'est-à-dire l'exploitation capitaliste. Ce qui s'exprime dans la croissance monstrueuse du chômage, c'est le développement des contradictions de ce rapport social. Le mode de production capitaliste se manifeste, simultanément ou par alternances cycliques, aussi bien par une soif inextinguible de travail vivant que par l'expulsion du travailleur hors du procès de travail.

Le chômage a connu une progression continue et rapide au cours des deux dernières décennies, en fait depuis le début officiel de la « crise » qu'on peut faire remonter au « Nixon Act » de 1971. Il a atteint des niveaux qui font immanquablement penser à la grande crise des années 30. On sait que les chiffres officiels minimisent le phénomène et tournent parfois à l'escroquerie pure et simple, comme devaient le reconnaître, à

mots à peine couverts, les dirigeants britanniques. On appelle « plein emploi » aux États-Unis un taux de chômage de 5% comme si ce chiffre représentait seulement le chômage de friction (celui qui est dû à l'intervalle de temps séparant deux emplois). Tout le monde sait que c'est absurde, ce qui n'empêchera pas les analystes les plus sérieux (y compris dans *Le Monde*) de disserter doctement sur l'adaptation nécessaire des rigides économies européennes face au dynamisme de l'économie américaine.

Le travail à temps partiel permet un nouveau type de camouflage des chiffres du chômage : qu'une entreprise passe 100 salariés à mi-temps, elle aura réduit de 50 équivalents emplois ses effectifs (et même un peu plus si on prend en compte les aides de l'État au développement du temps partiel). Dans la plupart des cas, les salariés acceptent cette solution sous la menace de la perte définitive de leur emploi mais ils se considèrent eux-mêmes comme des chômeurs à temps partiel. Pourtant cette opération ne se traduira par aucune augmentation du chiffre du chômage. On pourrait imaginer ainsi une chute radicale de l'emploi rendue invisible par le recours au travail à taux partiel qui n'est pourtant qu'une forme de chômage technique non indemnisé ! Une partie du « plein emploi » américain trouve dans ce tour de passe-passe son secret, et le « miracle hollandais » n'est pas le miracle de la multiplication des emplois (n'est pas le Christ qui veut !) mais celui de leur division en petites portions destinées aux jeunes et aux femmes qui sont ainsi évincées en douceur du marché du travail, sans que les féministes patentées, qui ont réglé depuis longtemps leur propre question sociale, trouvent l'occasion

de s'en émouvoir.

Le chômage est beaucoup plus massif en réalité que ce qu'annoncent les chiffres officiels. Si on ajoute aux chiffres des pays développés ceux des pays pauvres qui frôlent souvent des taux de l'ordre de 50 %, on obtient la vision d'une humanité vouée à l'exclusion et la peinture de la fin tragique du travail. Or cette vision est erronée. Car la croissance monstrueuse du chômage va de pair avec le développement de l'emploi salarié et une soif accrue de travail de la part du capital ! C'est là une dimension centrale de la situation actuelle qui combine la mise en place de nouvelles formes de l'accumulation du capital, l'industrialisation extrêmement rapide des pays arriérés qui peuvent prétendre rattraper rapidement au moins les moins avancés des pays anciennement industrialisés et le développement pour une part spontané, pour une part calculé et planifié de l'armée industrielle de réserve des chômeurs qui, en faisant pression sur les salaires et les positions sociales des salariés, assurent les conditions de cette accumulation. Trois remarques s'imposent ici :

▮ En dépit d'une formidable croissance du chômage, l'emploi salarié dans les pays les plus riches a continué d'augmenter ou, au pire, a stagné. Que la structure de cet emploi ait été profondément modifiée, c'est une autre affaire, qui n'est pas sans conséquence, singulièrement parce que le fait social majeur dans cette affaire est la véritable entreprise de destruction de la classe ouvrière traditionnelle, grâce à la précarisation systématique à l'intérieur de l'entreprise et et à l'externalisation toujours croissante, procédés qui visent à disloquer la communauté de travail, dans laquelle se nouait la solidarité et se formait la conscience de clas-

se.

¶ L'expansion des « dragons asiatiques », de l'Inde, de la Chine, mais aussi en Amérique Latine ou dans certains pays d'Afrique, singulièrement au Maroc et en Tunisie, est l'intégration au procès de production capitaliste, dans des conditions cruelles et barbares, de centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants. On ne peut réfuter le constat d'une croissance fondée sur la mobilisation massive de nouvelles forces de travail ; tout comme est difficilement contestable la reconnaissance de la montée du niveau de vie en Corée, à Taïwan, en Thaïlande, dans le Nord de l'Inde, dans certaines régions chinoises, etc. Ne parler que de cela, comme le font les apologistes de service, c'est évidemment une manière de maquiller la réalité. Mais l'oublier est tout aussi erroné.

¶ Ce développement extensif du mode de production capitaliste s'accompagne d'un développement intensif. La recherche de ce que Marx appelait la plus-value relative double celle de la plus-value absolue, et toutes les ressources du management des entreprises sont déployées dans cette direction :

. l'accélération de la rotation du capital, avec du côté de la production le flux tendu et la gestion automatisée des approvisionnements et de la logistique jusqu'au niveau de la chaîne de production et, du côté de la circulation, le développement des circuits de distribution et l'invention de toutes sortes de nouveaux moyens de paiements et de crédit permettant le retour le plus rapide possible du capital ;

. à l'intérieur des entreprises la poursuite, sur de nouvelles bases, du taylorisme et des diverses méthodes d'organisation scientifique du travail ;

la chasse aux temps morts, la flexibilité des horaires, la généralisation de toutes les formes de travail posté. Plus que jamais, la vie entière du travailleur doit appartenir au capitaliste. Si la loi et la pression des luttes ont permis d'abrégé la journée du travail, « la machine se transforme aussitôt entre les mains du capitaliste en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de labeur. » (27)

Donc, d'une part, le développement du mode de production capitaliste produit simultanément le chômage de masse et le prolétariat. C'est particulièrement évident dans les pays nouvellement industrialisés où le développement économique a un besoin impérieux de chair fraîche — mise au travail des enfants — et crée, en même temps, de gigantesques foules de désœuvrés ou de demi-désœuvrés, d'une part parce que les paysans misérables veulent aller gagner leur vie à la ville, et d'autre part parce que toutes les anciennes structures de production et de vie sont détruites.

D'autre part, la finalité du mode de production capitaliste n'est pas de créer de l'emploi, mais de produire du profit, autrement dit, le capitaliste n'emploie une force de travail que dans la mesure où cette force de travail peut être mise en valeur dans des conditions qui rapportent au moins le taux moyen de profit. Si dans tel ou tel secteur, le capital ne rapporte plus suffisamment, il est mis en jachère ou déplacé vers d'autres secteurs où la rentabilité est supérieure. C'est là une cause évidente du chômage dans les secteurs des vieilles industries européennes.

UNE PRODUCTION

DONT LA FINALITÉ

EST LE PROFIT

Une activité n'est rentable, cependant, que si finalement le produit de cette activité rencontre un besoin solvable. Or le profit n'est assuré, d'un autre côté, que si le coût de la force de travail est suffisamment bas. Autrement dit le résultat global du processus de production est qu'il faut produire toujours plus pour un marché de plus en plus restreint. Évidemment, chaque patron souhaiterait

¶ que ses propres ouvriers soient payés le plus bas possible,

¶ que les ouvriers du voisins soient bien payés afin d'offrir un débouché à ses produits, à condition

¶ que les meilleurs salaires du voisin ne donnent pas de mauvaises idées à ses propres ouvriers. Le PDG de PSA veut diminuer ses charges salariales, mais si tous les patrons en font autant, qui achètera encore les automobiles PSA ?

Si la rationalité individuelle des acteurs conduit à l'irrationalité globale du système, c'est le modèle du mode de production capitaliste comme système autorégulé optimisé qui est invalidé.

Le mode de production capitaliste peut échapper provisoirement à ses dilemmes de diverses manières :

¶ en cherchant de nouveaux débouchés ; mais ceci ne peut réussir que pour un capitaliste ou un groupe de capitalistes et seulement pendant un certain temps ;

¶ par l'innovation qui tout à la fois permettra d'augmenter la productivité du travail et de satisfaire de nouveaux besoins.

La première solution suppose donc qu'il y ait des couches de la population qui n'appartiennent pas au système directement et qui n'interviennent donc qu'en tant que consomma-

teurs. Par exemple, les classes moyennes non salariées peuvent jouer ce rôle, mais la dynamique même du mode de production capitaliste les lamine. Il faut donc conquérir de nouveaux marchés. Les pays de l'Est, soumis au pillage et au brigandage pur et simple, peuvent provisoirement constituer un de ces nouveaux marchés ; de même les pays nouvellement industrialisés (voir les fantasmes autour du gigantesque marché potentiel que représente la Chine). Mais ces nouveaux marchés ne peuvent pas se contenter d'être de simples débouchés. Pour qu'ils puissent acheter, il leur faut aussi produire et donc entrer à leur tour dans la concurrence, et, après avoir offert pendant quelques années des possibilités de profits mirobolants, ils poussent à leur tour à la baisse du taux de profit et se retrouvent eux-mêmes dans les mêmes impasses. La régulation keynésienne de la demande permettait une croissance soutenue, des profits honorables et la progression de l'emploi et du pouvoir d'achat. Derrière cette situation idyllique, il y avait des luttes de classes dures, la peur de la révolution à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le traumatisme politique, social et moral que cette guerre avait provoqué qui incitait même les classes dirigeantes à ne pas vouloir se retrouver dans une situation du type de celle des années 30 et enfin la peur de l'URSS, en dépit des assurances que Staline n'avait cessé de donner quant à son respect scrupuleux des frontières de Yalta. Ce qui a changé depuis cette époque, c'est l'abandon de cette coopération conflictuelle et plus ou moins forcée. Les détenteurs de capital s'estiment maintenant suffisamment forts pour récupérer leurs billes et s'accaparer entièrement les gains

de productivité. A l'intérieur même de la classe dirigeante, les rapports de force ont changé. Les managers, organisateurs et innovateurs cèdent de plus en plus souvent la place au « tondeur de coupon » ou ne survivent qu'en s'en faisant les agents inconditionnels, quitte à détruire les entreprises dont ils ont la charge. Les discours sur la « managerial revolution » (Burnham), sur la technocratie toute puissante et le capitalisme organisé sont bien loin. Les projets à long terme sont devenus impossibles car l'actionnaire n'a qu'un seul mot d'ordre : « tout, tout de suite ».

Les gains de productivité et les surprofits sont absorbés par cette nouvelle couche du capitalisme rentier qui englobe non seulement la phalange sacrée des milliardaires (en dollars) et plus généralement de ces 1 % supérieurs qui vivent dans le luxe, mais aussi indirectement une partie des salariés par le biais des fonds de pension. Invention géniale qui siphonne l'argent dans la poche des salariés pour faire tourner la machine capitaliste. Le maintien des taux de profits à un niveau élevé suppose en effet qu'une masse toujours plus importante de capital soit mise en mouvement par un nombre plus restreint de travailleurs et que le profit dégagé par travailleur employé soit toujours plus important, ce qui implique donc qu'on baisse par tous les moyens ces fameuses charges salariales dont on oublie toujours qu'elles sont aussi des revenus qui ne sont pas dépensés sur la planète Mars mais dans les supermarchés de notre bonne vieille Terre.

C'est cette situation et non une mystérieuse tendance générale à la « fin du travail » qui explique la croissance du chômage. Encore : en présentant les choses de cette manière, j'ai

été contraint de tordre la situation réelle. Le chômage est présenté comme le résultat désagréable et non voulu d'une politique économique qui découle du fonctionnement même du système. Ce n'est pas tout à fait exact. L'OCDE, dans son bulletin de juin 1994 consacré à l'emploi, révèle un secret de moins en moins bien gardé : « Pour obtenir un ajustement donné des salaires, il faudra un niveau plus élevé de chômage conjoncturel. » (28) Dans bien des cas, on peut estimer que le niveau de chômage est maintenu artificiellement élevé. Même si on admet qu'il est cohérent du point de vue du fonctionnement du système qu'une entreprise qui fait de beaux profits continue de licencier en vue de faire des profits encore plus gras, on comprend plus mal, néanmoins, pourquoi l'État préfère dépenser des sommes colossales dans l'indemnisation et la gestion du chômage (en France, 500 milliards de francs environ pour 1996, si on tient compte non seulement des indemnités chômage, du RMI, mais aussi des manques à gagner en cotisations sociales) et, en même temps, supprime massivement des emplois publics qui n'entrent pourtant pas dans le secteur concurrentiel. On peut expliquer cette politique de gribouille en admettant que ses auteurs sont des agents irrationnels. Mais on peut penser qu'il est préférable de chercher d'abord si l'agent ne peut pas avoir de « bonnes raisons » d'agir comme il agit. Et cette bonne raison se laisse assez facilement deviner : pour éviter l'explosion ou l'effondrement social et économique, l'État indemnise mal, mais indemnise le chômage tout en prenant garde que son niveau ne baisse pas, car les 3,2 millions de chômeurs (officiels) constituent un argument de poids pour imposer les

contrats précaires, les horaires à la carte (de l'employeur), les heures supplémentaires non payées, les réductions de salaires, les coupes sombres dans les dépenses de santé. Autrement dit, si le mode de production capitaliste ne peut poursuivre l'accumulation qu'en produisant en même temps « l'armée industrielle de réserve » dont parlait Marx, la gestion de celle-ci est désormais entre les mains de l'État qui assure ainsi sa fonction de gardien de l'ordre (?) social.

QUELLES SOLUTIONS ?

En gros, face à cette question, on peut distinguer quatre grandes orientations :

- . l'orientation néolibérale ,
- . le partage du travail,
- . la dissociation de l'emploi et du revenu,
- . la réduction du temps de travail sans réduction du salaire.

LE NÉOLIBÉRALISME

Le néolibéralisme est l'expression des intérêts immédiats de la classe capitaliste au sens large, c'est-à-dire non seulement les entrepreneurs capitalistes, les managers, mais aussi la frange plus ou moins développée de rentiers et de semi-rentiers : s'il y a du chômage, c'est parce que le coût marginal du travail est trop élevé ; la déréglementation sociale, la destruction des positions syndicales, en rétablissant un marché du travail « pur », permettraient de retrouver le plein emploi. C'est, à bien des égards, une thèse absurde, puisque précisément la réglementation et la régulation étatique ont été introduites pour faire face aux conséquences dramatiques que le « libéralisme pur » avait provoquées dans les an-

nées 30.

Ainsi, l'orientation néolibérale suppose que le mode de production capitaliste, parvenu au stade de la domination du capital financier, est la seule manière juste d'organiser la vie sociale. Un néolibéral pourrait admettre que la justice n'est pas évidente au premier abord, mais soutiendra que ce mode de répartition est à la fois naturel et efficace et par conséquent se révèle juste à long terme. L'injustice apparente à court terme n'est qu'un mal relatif qui se justifie par un plus grand bien général. Dès ses origines, la pensée libérale suppose en effet une théorie de l'harmonie divine préétablie. Les théoriciens contemporains ne font qu'inscrire de nouvelles arabesques sur ce thème éculé. Ainsi les dommages du néolibéralisme ne sont que de « prétendus dommages infligés à certains habitants des pays avancés » et « relèvent largement du mythe » alors qu'à terme la libéralisation générale, baptisée intégration économique, offre des chances nouvelles aux pays pauvres (29).

Se présentant comme naturel, avec l'idée en arrière-plan que la nature est supérieure à la convention, le néolibéralisme suppose, cependant, un mode d'organisation sociale rien moins que naturel. L'organisation du marché du travail suppose une forte régulation étatique et des moyens de contrainte puissants. Le théoricien néolibéral ne voit pas ces moyens de coercition étatique, parce qu'ils ne visent que le « facteur travail » ou la « ressource humaine », qui ne sont pour lui des objets pertinents que quand ils apparaissent sous la forme de leur coût marginal ; mais le capitaliste, homme pratique, n'a pas l'insouciance du théoricien et consacre des efforts soutenus à la régulation étatique du facteur travail ; il y voit

même la première motivation de son investissement dans la politique. On ne devra jamais oublier que le capitalisme libéral moderne est né avec la version anglaise du camp de travail obligatoire, la workhouse. Après avoir exproprié les paysans pour en faire des prolétaires « sans feu ni lieu », la législation dut s'attaquer aux vagabonds. Sous Henri VIII, les vagabonds robustes sont condamnés au fouet et doivent s'engager à se mettre au travail ; à la première récurrence ils ont l'oreille coupée et sont exécutés à la seconde récurrence. Ainsi, 72 000 vagabonds ont été exécutés sous le règne de Henri VIII. Édouard VI améliore le dispositif en ordonnant la vente comme esclave de tout individu réfractaire au travail. Élisabeth et Jacques 1^{er} raffineront encore les tortures infligées à ces malheureux. « C'est ainsi que la population des campagnes, violemment expropriée et réduite au vagabondage, a été rompue à la discipline qu'exige le système du salariat par des lois d'un terrorisme grotesque, par le fouet, la marque au fer rouge, la torture et l'esclavage. »(30) Loin de se limiter à l'Angleterre de l'aube du mode de production capitaliste, ces méthodes ont été largement employées également sur tout le vieux continent et utilisées sur une échelle élargie et avec une barbarie sans nom dans tous les pays colonisés, et ceci quel que soit le colonisateur. On les retrouve, aujourd'hui encore, dans la manière dont les capitalistes de pays comme le Brésil se débarrassent des peuples indigènes encore indépendants.

La déréglementation du marché du travail demande, mutatis mutandis, des efforts du même genre. Elle suppose, en premier lieu, la mise en pièce du droit syndical et plus généralement de tous les outils de la démo-

cratie qui pourraient être utilisés par les travailleurs en vue d'organiser la résistance à l'oppression. On l'a vu avec les gouvernements conservateurs britanniques : non seulement, ils ont imposé des limitations sévères à l'exercice du droit syndical, mais encore ils ont mis le peu d'autonomie communale existant en coupe réglée, particulièrement quand il s'est agi de liquider la municipalité de Liverpool conduite par l'aile gauche du Labour.

Le libéralisme, y compris et surtout dans ses variantes modernes, ce n'est pas l'absence de gouvernement et la soumission à la « loi naturelle » ; c'est un gouvernement des seuls actionnaires reposant sur certains principes qui visent à légitimer comme valeur sociale centrale l'auri sacra fames et la volonté de domination. Le développement du chômage n'apparaît plus alors que comme un des moyens de la mise en œuvre de ces principes. Viviane Forrester rappelle justement cet apparent paradoxe qui fait que les places boursières sont en hausse quand on annonce des licenciements, alors que la baisse du chômage est toujours enregistrée comme une mauvaise nouvelle (31). Témoignage incontestable que le chômage de masse est souhaité par les « décideurs » comme conforme aux principes d'organisation qui sont les leurs. Autrement dit, les propositions de dérégulation du marché du travail comme moyen de combattre le chômage sont purement hypocrites, puisque ceux qui s'en font les champions montrent, avec une grande constance, que non seulement ils s'accommodent du chômage mais le considèrent même comme un élément essentiel du bon fonctionnement de l'économie capitaliste.

LE PARTAGE DU TRAVAIL

La thèse du « partage du travail » comme moyen de combattre le chômage de masse (diminution du temps de travail avec diminution du salaire, encouragement au travail à temps partiel et à toutes les formes de temps dit « choisi ») a connu un large développement, passant du stade de la revendication à la reconnaissance officielle en France par la loi dite « De Robien » ou, en Allemagne, avec les accords chez Volkswagen sur la semaine de 28 heures. Ce relatif succès de ce qui n'était d'abord qu'une revendication défendue par certains secteurs de la gauche et du mouvement syndical n'est pas vraiment étonnant puisqu'il s'agit seulement de changer la répartition du salaire entre les salariés et de laisser inchangée la part salariale en général et, donc, de préserver le profit capitaliste considéré comme éternellement indispensable au bon fonctionnement de l'économie. Loin d'être une alternative au néolibéralisme, cette position en représente le complément indispensable, puisqu'elle affirme implicitement que le prix de la force de travail est trop élevé et qu'on peut le baisser. En effet, le capitaliste n'achète pas à l'ouvrier un temps de travail, mais sa force de travail elle-même dont il prétend ensuite user à sa guise, comme il use de toutes les marchandises dont il a acquis la propriété. Le salaire ne représente que le prix de la force de travail, dans les conditions sociales générales, qui incluent les acquis de la lutte des classes (conventions collectives, salaire différé sous forme de cotisations sociales, etc.). Les champions du partage du travail affirment que l'on peut vivre avec un salaire partiel ; ils se font donc les champions du chômage technique partiel (les patrons de l'automobile

pratiquent systématiquement le « temps partiel » en imposant régulièrement des journées chômées) et, en même temps, fournissent aux néolibéraux les munitions idéologiques dont ils ont besoin pour faire entrer dans la tête de tout le monde la nécessité de faire baisser les « coûts salariaux ».

Les partisans du partage du travail, en dépit de leurs bonnes intentions et de leur évident amour du prochain, acceptent les principes que le néolibéralisme a imposés comme « pensée unique. » Du reste, le partage du travail fonctionne essentiellement comme monnaie d'échange pour obtenir ce qui semble le plus important pour les capitalistes, à savoir la flexibilité. Ainsi, le partage du travail est souvent négocié moyennant un élargissement des plages horaires de travail, l'utilisation continue des machines ou encore la mise en place de l'annualisation du temps de travail. En permettant une gestion optimale des quantités de force de travail disponibles en fonction des flux de la production, le partage du travail est ainsi un des outils à disposition des capitalistes pour combattre la tendance à la baisse du taux moyen de profit, principalement en permettant de diminuer le volume nécessaire de capital constant par unité de force de travail employée. Les employés du commerce, principalement dans les hypermarchés, sont les premières victimes de ce « partage du travail » appliqué systématiquement, les temps partiels et la flexibilité étant particulièrement utiles pour adapter la main d'œuvre à l'irrégularité du flux de la clientèle.

Ce partage du travail semble favorable à l'emploi du fait que, incontestablement, il permet, dans certaines conditions, d'augmenter le nombre absolu de personnes disposant d'un

emploi salarié. Mais si on considère qu'un emploi réel est un emploi rapportant le salaire normal dans les conditions sociales et culturelles données, on s'apercevra facilement qu'au total le travail à temps partiel diminue le nombre d'emplois réels, tout en contraignant les salariés à accepter des conditions de travail dégradées et une définition de fait du salaire minimum inférieure aux conditions légales. Certes, les théoriciens du partage du temps de travail insistent pour demander que ce partage soit volontaire ; c'est le « temps choisi ». Mais il s'agit ici de la reprise de la vieille mystification qui veut que le rapport entre le vendeur de force de travail et l'acheteur de force de travail soit le résultat d'un contrat libre entre personnes juridiquement égales. La symétrie formelle entre les parties contractantes recouvre une asymétrie tellement prononcée qu'on ne peut plus guère parler de « volonté libre » comme fondement légitime du contrat.

La loi peut encadrer strictement les conditions de la mise en œuvre du travail à temps partiel et il peut correspondre, de manière contingente sans doute, à des souhaits exprimés par les salariés : dans la fonction publique, de nombreuses femmes souhaitent travailler à temps partiel pour pouvoir s'occuper de leurs enfants et les conditions d'octroi de ce travail à temps partiel restent généralement décentes. Mais il s'agit précisément des exceptions qui confirment la règle. L'accès à la fonction publique par concours excluant la forme contractuelle des relations salariales limite les pressions individuelles sur les salariés. (32) En outre, c'est souvent l'emploi féminin qui est visé, cet emploi étant assimilé (plus ou moins consciemment) à un salaire d'appoint, ou au moins à un salaire dont

le montant est moins important dans la détermination du niveau de vie du foyer. On remarque, dans toutes les enquêtes d'opinion, que c'est surtout dans les foyers à revenus élevés que le partage du travail est considéré favorablement, c'est-à-dire dans des foyers où l'un des deux conjoints est cadre et souffre à la fois d'une imposition marginale sur le revenu élevée et d'horaires de travail surchargés.

Au total, le partage du travail conduit à trois conséquences fortement négatives :

▮ Révision à la baisse de ce qui est considéré comme un salaire normal (l'exemple des « petits boulots » américains le démontre abondamment : le salaire ouvrier est la grande victime de la flexibilité dans l'organisation du travail).

▮ Mise en place accélérée de la « flexibilité » et destruction du code du travail. Plus que jamais, la vie entière du travailleur appartient au capitaliste qui peut en user comme bon lui semble, jour et nuit, fêtes et dimanches.

▮ Renforcement de la spécialisation sexuelle du travail et en particulier de la division domestique des tâches, comme conséquence du fait que les femmes sont les premières victimes du partage du travail.

EMPLOI, TRAVAIL, ACTIVITÉ

Pour échapper aux conséquences néfastes bien connues de la théorie du partage du travail, et pour pallier les problèmes techniques qu'elle soulève, le propos en a été radicalisé sous la forme de la dissociation de l'emploi et du revenu : puisque le progrès technique et la richesse naturelle appartiennent au patrimoine commun de l'humanité, chaque individu doit disposer d'un revenu mini-

mum garanti qui rend supportable la sortie du marché du travail. C'est une proposition qui a de nombreuses variantes, depuis les variantes radicales du type abondanciste jusqu'au revenu minimum (type RMI français ou hollandais) existant dans plusieurs pays d'Europe. D'un côté, cette proposition semble très révolutionnaire puisqu'elle met en cause le principe du « droit bourgeois » qui proportionne les revenus au travail ; d'un autre côté, elle apparaît comme le seul moyen de rendre moralement acceptable le libéralisme intégral. La transformation du marché du travail en un marché « pur » suppose que les vendeurs de force de travail puissent entrer ou se retirer à volonté du marché du travail.

Les vieux libéraux savaient que se retirer du marché du travail signifiait, pour les ouvriers, la mort, sinon la leur directement, du moins celle de leurs enfants ; on retrouve la formulation du principe de population de Smith : la liberté du marché du travail est la garantie de toujours trouver une population de travailleurs adéquate aux besoins de la production. Si la population ouvrière vient à se raréfier les salaires augmentent et, le niveau de vie s'améliorant, la survie des enfants dans la population ouvrière est mieux garantie, mais dès que l'offre de force de travail excède la demande, avec la brutalité qui est la sienne et dont Marx lui sait toujours gré, Smith affirme que la baisse des salaires entraînera naturellement la disparition de la population surnuméraire. C'est d'ailleurs pour cette raison que la charité à l'égard des pauvres est un gaspillage improductif de la richesse, car l'aide aux miséreux dérègle cet admirable mécanisme naturel.

Pour éviter l'inconvénient de réguler le marché par la destruction phy-

sique d'une partie de la population ouvrière, les néolibéraux peuvent, paradoxalement, rejoindre les partisans du revenu garanti, ainsi Milton Friedman qui défend l'idée d'impôt négatif, c'est-à-dire d'un système qui n'impose les revenus qu'à partir d'un certain seuil et donne droit au contraire à recevoir des revenus complémentaires à ceux qui se trouvent en deçà de ce seuil, moyennant la suppression des autres prestations. Pour un libéral, cependant, cette solution ne va pas sans poser de sérieux problèmes. Si les individus ont la garantie de ne pas descendre en dessous d'un minimum, manquera alors l'incitation au travail et tous les bénéfices du libéralisme peuvent être perdus. La contradiction est insoluble et menace systématiquement l'édifice de la pensée libérale. Soit on admet le libéralisme dans sa forme sauvage (la sortie de l'agent du marché du travail peut être sanctionnée par la mort) et alors on sape à la base toute légitimité au principe libéral qui apparaît simplement comme une nouvelle forme de l'état de nature hobbesien et de la guerre de chacun contre chacun. Soit on admet le libéralisme dans sa forme civilisée qui suppose que l'agent entre sur le marché du travail ou en sort à son gré, mais on perd, du même coup, le dynamisme supposé de la libre concurrence. C'est pourquoi, si elle n'est pas incompatible avec le libéralisme économique en théorie, la dissociation du revenu et du travail y trouve mal sa place en pratique.

Il y a un deuxième sens possible à cette proposition : celui de l'institutionnalisation de la société duale. À côté d'un secteur de l'économie dynamique et exposé à la concurrence mondiale, employant des individus prêts à consacrer leur vie au travail,

moyennant un salaire élevé, existe tout un secteur d'activités socialement utiles mais qui ne peuvent trouver leur place dans le cadre de l'économie de marché ; dans ce secteur pourraient œuvrer tous ceux qui ne trouvent pas d'emploi classique ou tous ceux qui préfèrent une vie moins stressée et des activités plus altruistes. On aurait une société de pleine activité (tout le monde a de quoi s'occuper et personne ne meurt de faim) sans avoir le plein emploi. En réalité, loin d'être une utopie, ce système est expérimenté ou mis en œuvre sur une échelle plus ou moins large dans les pays d'Europe, à travers le tiers secteur social, les diverses formes de charité organisée publiquement, les systèmes de réinsertion, les entreprises intermédiaires, les CES, etc. Non seulement ces dispositifs ne règlent pas la question du chômage, dont ils ne font que dégonfler les chiffres artificiellement, mais, à terme, ils accentuent la décomposition sociale. Car la distinction entre secteur social et secteur exposé est très artificielle puisque le secteur social correspond aussi à des services que des entreprises capitalistes ordinaires peuvent vouloir prendre comme champ d'expansion.

Ainsi les entreprises d'insertion, souvent sous-traitantes dans le domaine des services publics et semi-publics, entrent-elles en concurrence avec les entreprises capitalistes ordinaires, mais avec des coûts salariaux plus bas ; la conséquence est claire : le travail précaire, subventionné par l'État et mal payé, vient évincer le travail ordinaire. On a des exemples particulièrement caricaturaux : les associations à but non lucratif de placement de chômeurs offrent, pour des services temporaires, des travailleurs à bon marché

puisqu'exonérés, soit partiellement, soit complètement, des charges sociales, et qui entrent ainsi en concurrence ouverte avec les travailleurs qui passent par les agences de travail intérimaire. Les inspecteurs du travail signalent les cas de travailleurs intérimaires dont le contrat s'achève et que l'entreprise veut garder, mais sans les embaucher par un CDI ; il leur est alors recommandé de revenir occuper le poste qu'ils viennent de quitter mais en passant, cette fois, par une association spécialisée dans le placement des chômeurs. Les entreprises d'intérim, dénoncées jadis comme négriers des temps modernes, apparaissent maintenant comme des garantes des acquis sociaux face aux spécialistes du traitement social du chômage !

L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SOCIÉTÉ DUALE

Le traitement social du chômage par l'institutionnalisation de la société duale ne fait qu'aggraver la situation générale de l'emploi et organiser la baisse du prix de la force de travail. Si la société duale est encore limitée à certains secteurs, gageons que sa généralisation conduirait incontestablement à une nouvelle étape de la crise sociale.

On fera remarquer que la société duale (ou pire encore) existe déjà et que l'institutionnaliser ne changera rien. C'est une erreur grave que commettent tous ceux qui s'empres- sent de se mettre à genoux devant le fait accompli. L'institutionnalisation de la société duale ferait sauter les derniers garde-fous et rendrait impossible toute résistance syndicale. S'il est une voie à explorer, c'est la voie inverse, c'est-à-dire la réintroduction dans le secteur salarial « normal » de toutes une série d'acti-

vités qui en sont sorties, en totalité ou en partie. Si une activité est reconnue comme socialement nécessaire, la société doit payer, en l'occurrence le contribuable. Faute de quoi, le travail humain perd effectivement toute « valeur », non parce que le travail serait en soi en bas de la hiérarchie des activités humaines, mais parce que la dynamique du mode de production et d'échange tend en permanence à faire baisser la valeur sociale de la force de travail, afin d'augmenter la plus-value. A long terme, cette dévalorisation de la valeur « travail », qui s'exprime dans la manière dont un certain nombre de travaux sont considérés et payés est particulièrement dangereuse puisqu'elle conduit au gaspillage de la peine humaine. Au fond le mode de production capitaliste n'a techniquement progressé que parce que le travailleur lui coûtait, et lui coûtait de plus en plus en cher avec les progrès du mouvement syndical et les conquêtes législatives accumulées au fil des luttes. Sans ce stimulant, il aurait gaspillé, avec peut-être encore plus d'inconscience que l'esclavagisme, la puissance humaine. La société duale est le retour du gaspillage organisé de la force de travail. C'est ce qu'on peut craindre de pire.

Si les deux premières propositions conduisent à l'impasse, il ne reste qu'à faire un grand bond en avant dans l'utopie. Qui commence par la reconnaissance que « le travail à plein temps pour tout le monde, c'est fini et c'est une bonne nouvelle. »

(33) Le travail n'étant le moyen de réalisation de la vie humaine que par accident et non par essence, comme le dit Dominique Méda, le fait que l'humanité puisse, au moins partiellement, se débarrasser du travail est une bonne chose en soi. Mais laissée à la seule dynamique naturelle

du marché, cette nouveauté conduira inéluctablement à la croissance catastrophique du chômage et à l'implosion sociale. Pour Jacques Robin, il faut donc « une politique cohérente de réduction du temps de travail salarié dans les pays développés » qui « ne saurait être isolée d'un projet de société adapté à la radicalité de la mutation technologique. » (34). La proposition, défendue sous des formes diverses par Guy Aznar, André Gorz ou Jacques Robin, vise à donner une telle alternative radicale à un système libéral qui ne peut plus fonctionner depuis que « les nouvelles technologies chassent l'homme du marché. » Cette alternative repose sur deux piliers :

▮ la réduction périodique et par paliers importants de la durée du travail (évoluant rapidement vers les 32 heures hebdomadaires, par exemple sous la forme de la semaine en quatre jours ou toute autre forme nécessaire, en fonction des métiers, des branches de la production, etc.). Cette forte réduction devrait créer de nombreux emplois, à condition qu'elle reste une réduction de type « partage du travail ». En effet, pour Jacques Robin, « il faudra cependant respecter plusieurs impératifs : ne pas majorer les prix de revient des entreprises ; leur permettre de réduire leurs coûts salariaux unitaires par des investissements de productivité qui auraient un tout autre sens dans ce contexte ; assurer la survie des services et des métiers artisanaux. » (35)

▮ la mise en place d'un revenu binôme, composé pour une partie du salaire lié au nombre d'heures travaillées et, pour une autre partie, d'un « deuxième chèque » versé par la collectivité et qui compenserait « intégralement pour les revenus les plus bas et partiellement pour les re-

venus plus élevés, la diminution salariale ». Ce deuxième chèque serait financé par les sommes actuellement allouées à l'indemnisation du chômage, par une taxe « équitable » sur tous les revenus et par une « TVA éco-sociale » (36).

Comme dans les théories du partage du travail, il n'est pas question de remettre en cause les modes de propriétés et, donc, d'appropriation du revenu social. Il s'agit seulement d'inventer un système qui rende tolérable la perpétuation du mode de production capitaliste. On veut la domination du capital mais sans ses effets néfastes. Or c'est précisément ce qui est utopique. Imaginons la mise en place du système Robin (c'est en partie ce que fait la loi De Robien, puisque la diminution du travail y est financée par le chèque collectif que constitue la prise en charge par l'État d'une partie des cotisations sociales). Ce système, en abaissant le coût unitaire du salaire pour le capitaliste, comme le demande Robin, consiste en une socialisation partielle des coûts de production ; le contribuable n'est pas seulement invité à financer les services publics et l'existence de l'État, mais aussi la production des automobiles, des téléphones portables ou des espadrilles landaises. Si on suit la logique engagée par la proposition Robin/Aznar, le temps de travail diminuant régulièrement et le salaire avec lui, au bout d'un certain temps, le revenu lié au travail serait majoritairement le revenu du deuxième chèque. On aurait donc un système dans lequel l'allocation de la ressource travail serait de moins en moins liée à des critères économiques, et de plus en plus validée socialement a priori, l'État se chargeant de fournir au capital de la main d'œuvre à bon marché.

Ainsi est posée, indirectement, la

question des rapports de propriété, car c'est tout le système de légitimation du mode de production capitaliste qui est mis à bas, si on admet que c'est à la société de pourvoir aux besoins vitaux des individus et que donc les individus ne se rapportent plus à eux-mêmes. Autrement dit, Robin démontre que le mode de production capitaliste se heurte en permanence à une barrière infranchissable, celle du rapport capitaliste lui-même.

Mais comme Jacques Robin propose de dépasser le capitalisme sans remettre en cause le capital comme rapport social, on retombe dans les propositions du « capitalisme socialiste » moderne, c'est-à-dire dans toutes les techniques qui permettent de faire financer par la collectivité les dépenses incombant normalement au possesseur de capital, et, si on comprend cela, on voit combien ces propositions sont peu originales : la politique « sociale » de la social-démocratie se réduit précisément à cette prise en charge publique des faux frais du capital. Or, si le capitaliste ne peut plus payer les frais de sa production (par exemple le coût de la force de travail) sans mettre en cause le profit, c'est que, de fait, son capital est dévalorisé. Sous une autre forme, c'est dans cette même ligne générale que s'inscrivent les diverses propositions visant à réduire le temps de travail pour combattre le chômage sans qu'il n'en coûte rien au capitaliste, qui peut toujours s'abriter légitimement derrière la défense de la sacro-sainte compétitivité.

LES CONDITIONS D'UNE VRAIE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

La réduction du temps de travail

sans réduction du salaire et le développement d'une production en vue de satisfaire les besoins sociaux : cette troisième proposition est, à l'évidence, « irréaliste » puisqu'elle se heurte de front aux intérêts des classes dominantes. On est prêt à inciter les salariés, surtout ceux dont les salaires sont les plus bas, à partager leur maigre pitance avec les chômeurs, mais l'idée que le rentier puisse partager sa rente est devenue une idée tabou, la marque d'un archaïsme marxiste incurable ...

L'évolution de la productivité rend possible une diminution globale du temps de travail, à condition évidemment que les principaux gaspillages liés au mode de production capitaliste soient éliminés sans entraver la poursuite de l'augmentation du niveau de vie de l'humanité et, par conséquent, la croissance économique. De ce point de vue, je peux être d'accord avec Dominique Méda quand elle affirme que le problème est d'empêcher « la seule activité productive d'envahir tout l'espace et tous les temps individuels et sociaux et donc de parvenir à une nouvelle articulation des différents temps individuels et de ceux-ci avec les temps sociaux. » (37). Effectivement, la diminution du temps de travail permettrait d'ouvrir la voie à une société de pleine activité, à condition de se mettre d'accord sur ce que cette expression peut signifier. « Il me semble que, par société de pleine activité, il faut donc entendre une société où chaque individu se voit garantir l'accès à la gamme diversifiée des activités humaines, ou, pour être plus précis, à l'ensemble des activités que l'homme est susceptible d'exercer seul ou en collectivité. Cela signifie que chacun ait accès, simultanément, aux activités politiques, productives, culturelles ainsi que pri-

vées (amicales, familiales, amoureuses). On voit par là que l'idée de pleine activité déborde largement le seul cadre productif pour embrasser, dans sa diversité et sa richesse, la palette des activités humaines nécessaires à l'épanouissement individuel et à la vie sociale. » (38)

Qui pourrait être en désaccord avec une telle perspective ?

EN CONCLUSION

Si on s'intéresse à la manière dont la question de la fin du travail est analysée dans ses implications politiques et sociales immédiates, on ne peut manquer d'être frappé par le fait que ces analyses partent toujours de l'idée que le mode de production capitaliste est l'horizon indépassable de notre époque. Même ceux qui proclament haut et fort qu'il faut dépasser ce système en restent souvent les prisonniers. Le chômage de masse n'est presque jamais pensé dans ses rapports avec les modes de fonctionnement d'ensemble du système économique, il est pensé comme fatalité historique, ontologique, métaphysique ou naturelle et donc il ne reste plus qu'à chercher les moyens de s'en accommoder, voire d'y trouver l'annonce d'un événement heureux. On est ici dans le domaine même de l'idéologie, c'est-à-dire de la représentation mystifiée et mystifiante de la réalité sociale.

Il suffira pour conclure sur ce point de donner un exemple. La plupart des partisans de la fin du travail estiment qu'il faut en finir avec l'idée que le travail est le critère de répartition des richesses et que la crise à laquelle nous sommes confrontés nécessite qu'on mette en place de nouveaux critères de répartition, comme le « deuxième chèque » par exemple. On peut tout de même se

demander où ces auteurs ont vu que le travail était le critère de répartition des richesses dans le mode de production et d'échange dominant actuellement ! Car si les libéraux classiques ont fait l'apologie du travail productif, ils n'ont jamais fait du travail le critère de la répartition des richesses. Bien au contraire, Smith, Ricardo et leurs successeurs ont répété inlassablement que la société ne pouvait s'enrichir que si les salaires demeuraient suffisamment bas. Par conséquent, ils ne voient aucun inconvénient, au contraire, à ce que la richesse appartienne à celui qui ne travaille pas. Encore, le libéralisme classique voyait-il dans la richesse la récompense de l'abstinence et de l'esprit d'entreprise (combinés dans des proportions variables avec la prédestination divine). Le mode de production capitaliste depuis un siècle est de plus en plus un système fondé sur la rente ; si le keynésianisme des « trente glorieuses » avait provoqué l'euthanasie de la classe des tondeurs de coupons au profit du manager, le retour de bâton de la fin des années 70 a organisé la résurrection de la classe oisive par excellence, celle qui s'enrichit en dormant. Comme le répétaient mes parents paysans, « Ce n'est pas celui qui fait pousser l'avoine qui la mange ». Les mangeurs de l'avoine qui ne l'ont jamais fait pous-

ser s'empiffrent aujourd'hui comme jamais.

Le premier problème auquel nous sommes confrontés, ce n'est donc pas de savoir comment nous allons pouvoir nous débrouiller avec la disparition du travail, mais plutôt de déterminer les moyens de débarrasser la société du poids croissant du parasitisme social, si virulent aujourd'hui sous la forme d'une rente financière qui vampirise toute l'activité productive, non seulement celle du prolétaire mais aussi celle de l'entrepreneur capitaliste ordinaire ou du manager encore attaché au développement de la production réelle plus qu'aux profits spéculatifs. Autrement dit, ce dont il s'agit, c'est bien de faire réellement du travail le critère de la répartition de la richesse.

Le deuxième problème consiste à ne pas s'accommoder de la réalité actuelle au nom d'un possible utopique. On peut imaginer que la société capitaliste soit capable, pendant un certain temps, de faire comme l'ancienne Rome et de nourrir ses esclaves. C'est ce que fait le RMI et que, d'une manière ou d'une autre, proposent les diverses formes de découplage travail/emploi/revenu. Or, dans les conditions actuelles et tant que l'humanité n'a pas réussi dans son ensemble à s'élever à la hauteur spirituelle que la philosophie idéaliste lui a assignée, l'oisiveté, loin d'être la

condition d'accès à la vie contemplative, est d'abord « la mère de tous les vices » et l'organisation systématique de la décomposition intellectuelle et morale du peuple. On voit comment le chômage, même assisté, produit directement et indirectement la remontée des idées et des partis de type fasciste, exactement comme dans les années 30 et selon le bon vieux principe qui dit que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et cette décomposition est aujourd'hui une menace directe et sérieuse pour la démocratie. Comme le dit justement Bernard Perret : « Le travail ne se contente pas de légitimer (en l'attachant à l'ordre de la nécessité) la liberté individuelle, il contribue également à la rendre compatible avec une vie sociale organisée en contribuant de diverses manières à la socialisation des individus. » (39) Quand le travail disparaît, il ne reste plus rien que les invocations idéalistes, l'impuissance rageuse et la domination sans fard du bâton.

Il me semble que le travail, comme fondement de la vie sociale et critère de répartition des positions sociales, reste ce qu'on peut faire de mieux, parce qu'il s'impose comme nécessité, permet à chacun de poursuivre son propre bonheur privé tout en s'intégrant nécessairement dans le développement social d'ensemble.

Notes

1- Jacques Robin : « Repenser les activités humaines à l'échelle de la vie » ; Le Monde diplomatique, mars 1997

2- Dominique Méda : « La fin de la valeur " travail " » ? in *Le travail, quel avenir ?*, Fo-

lio-Gallimard , 1997

3- Dominique Méda : « Le travail, une valeur en voie de disparition », op. cit. page 165/166.

4- *ibid.* page 292

5- Dominique Méda : « Le travail, une valeur en voie de disparition », op. cit. page

137

6- V. Forrester : *L'horreur économique*, Fayard 1996, pages 9/10

7- Dominique Méda : « Le travail, une valeur en voie de disparition », op. cit. page 8

8- Karl Marx : *Le Capital*, Livre III, Conclusion. Œuvres 2 page 1487 [souligné par

nous]

9- Agnes Helles et Ferenc Feher : *Marxisme & Démocratie* ; Petite collection Maspero 1981.

10- *Capital III, Conclusion, Œuvres 2* page 1487-1488

11- *ibid.*

12- cf. *Capital, I, sect. III, chap. 7*

13- Marx : *Le capital, Livre I, sect. IV, chap. 13* ; *Oeuvres 1*, page 862.

14- Marx, *op. cit.* page 875

15- Marx, *op. cit.* page 878

16- *ibid.*

17- V. Forrester *op. cit.* page 34

18- Marx, *Le Capital, Livre I*, page 971

19- Marx, *Le capital, Livre I, Sect. IV, chap. 15*, page 956.

20- Marx, *ibid.*, page 942.

21- Jacques Robin : *Changer d'ère*, Seuil

1989, page 27.

22- Denis Collin : « Capitalisme, technologie socialisme », revue de l'OURS n° 173 Janvier/Février 1987

23- Marx, *Le capital, livre I, Sect. IV, Chap. 15*, page 919.

24- Marx, *ibid.*, page 930

25- Marx, *ibid.*, page 956

26- *ibid.*, page 928

27- Karl Marx : *Capital, Livre I, XV, « Machinisme et grande industrie. »*

28- Cité par Serge Halimi, « Sur les chantiers de la démolition sociale », in *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.

29- Martin Wolf : « Mais pourquoi cette haine des marchés ? » ; *Le Monde Diplomatique*, juin 1997.

30- Marx : *Le capital, I, sect. VIII*, in *Œuvres 1*, page 1195

31- V. Forrester : *op. cit.* page 150 et sq.

32- Du moins en théorie et jusqu'à une date récente. Ce qu'on appelle la « réforme de l'Etat » a, entre autres objectifs, celui de ramener les fonctionnaires à la condition commune.

33- Guy Aznar, « Le deuxième chèque », *Cahiers de l'OURS*, Janvier 1988.

34- Jacques Robin : « Repenser les activités humaines à l'échelle de la vie » ; *Le Monde diplomatique*, mars 1997

35- J. Robin : *op. cit.*

36- *ibid.*

37- D. Méda : *La fin de la valeur « travail » ?* *op. cit.* page 240

38- D. Méda : *op. cit.* page 239

39- Bernard Perret : « L'avenir du travail », in *Le travail, quel avenir ?* ; *op. cit.* page 15

Et le principal reproche qu'on peut adresser au mode de production capitaliste et à ses thuriféraires, c'est justement d'être incompatible avec ce programme. L'enrichissement d'une partie de la société n'est possible qu'en rejetant une part toujours croissante de travailleurs dans l'enfer du chômage, la croissance économique ne se poursuit qu'accompagnée d'une destruction toujours plus importante des forces productives.

Les temps modernes avaient réhabilité le travail honni des Anciens, parce que le travail était de plus en plus compris dans sa réalité humaine, non comme la peine comparable à celle des animaux, mais comme la production, l'action par laquelle l'homme produit son propre monde et qu'il se trouvait, ainsi, comme l'élément central de ce projet qui voulait nous rendre « comme maîtres et possesseurs de la nature ».

Il ne s'agissait pas de réaliser une volonté de puissance prométhéenne : ce projet, fondé sur une nouvelle conception de la vie bonne, permettait de concilier le développement des hautes activités de l'esprit, la bonne entente et le progrès social et la possibilité de rechercher un bonheur privé. La pensée libérale classique présenta le libéralisme économique comme le moyen adéquat pour réaliser ce programme.

Et ce fut, au moins en partie, le cas quand il s'est agi de liquider les freins que la vieille société mettait au libre développement de l'activité économique. Mais du même coup, les horreurs et les crises du nouveau système furent le plus souvent mises sur le compte de l'industrie, du progrès et de la technique, et non des rapports sociaux capitalistes.

Aujourd'hui comme hier, l'erreur commune des néolibéraux et de la plupart de leurs critiques contempo-

rains, c'est donc de penser que le programme qui fut l'apport irremplaçable de la pensée rationaliste des XVII^e et XVIII^e siècles, ne peut se réaliser que dans le cadre des rapports capitalistes de production, c'est-à-dire dans le cadre d'un rapport qui présuppose la séparation du producteur et des moyens de production.

Or ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de « rétablir la propriété individuelle fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste », seul moyen pour l'homme, non de tenter désespérément de se débarrasser du travail, mais de le maîtriser, alors même que cette maîtrise est virtuellement en ses moyens. n

Tirer les enseignements de la Révolution d'Octobre est plus que jamais essentiel pour quiconque entend lutter pour le socialisme. Mais cela implique de dépasser la stérile revendication iconographique, à laquelle s'est trop longtemps borné le mouvement trotskyste et révolutionnaire.

Redécouvrir les enseignements de la Révolution d'Octobre

(auto-organisation - parti - bureaucratie)

UN DEVOIR DE DÉFENSE

Le 80ème anniversaire de l'insurrection d'Octobre 1917 fournira aux apologistes du pouvoir bourgeois, qu'ils soient « néo-libéraux » sans complexes ou sociaux-démocrates vaguement complexés, une nouvelle occasion d'épiloguer sur la définitive impossibilité de toute rupture et de toute solution alternative à « l'économie de marché », ce doux euphémisme désignant la dictature du capital. Renverser révolutionnairement le régime bourgeois, prendre directement le pouvoir entre ses mains et poser les bases d'une nouvelle société fondée sur l'égalité sociale et la liberté délivrée de l'exploitation — ces tâches que le prolétariat de l'empire russe a initiées il y a 80 ans — se seraient avérées n'être qu'une utopie mortelle. Vous le voyez bien, la révolution supposément émancipatrice de Lénine et Trotsky a engendré l'un des pires régimes oppressifs de

l'Histoire ! D'ailleurs, même certains marxistes, sans compter les anarchistes, reconnaissent que Staline est le fils spirituel de Lénine, et Trotsky « un Staline manqué ». Mais tout cela s'est de toute façon définitivement effondré entre 1989 et 1991 ; c'est « la Fin de l'Histoire » nous dit Fukuyama, et de Lénine il ne reste tout simplement « rien », tranche Furet. Le capitalisme est véritablement l'horizon indépassable de toute société humaine, et la classe des travailleurs, si tant est qu'elle existe encore, n'a d'autre possibilité que de tenter de le réformer à la marge — c'est d'ailleurs ce que la « gauche plurielle » s'attelle vaillamment à faire en ce moment en France. Et puis, s'il faut vraiment réaliser une révolution, c'est avant tout dans les têtes, au plus profond de chacun d'entre nous, prolétaire ou bourgeois, comme ce brave sous-commandant Marcos nous en montre l'exemple (enfin un « révolutionnaire » sympathique

et moderne, qui ne lutte pas vulgairement pour le Pouvoir !

Contre ces fausses évidences qui constituent désormais le fonds de commerce idéologique de la bourgeoisie, notre premier devoir est d'assumer la défense de la révolution socialiste russe, tentative consciente du peuple travailleur pour se délivrer des chaînes de l'oppression et bâtir un monde nouveau, qui souleva un enthousiasme considérable parmi des millions d'hommes et demeura pendant des dizaines d'années le ferment d'innombrables luttes émancipatrices, malgré sa dégénérescence bureaucratique et le travestissement idéologique que le stalinisme lui fit subir. Notre devoir est de rappeler que la caste ou classe bureaucratique n'a pu imposer sa domination qu'au prix d'une terrible contre-révolution, d'une répression qui fit des millions de victimes, et extermina en particulier l'avant-garde ouvrière et 90 % de la vieille garde bolchévique. La contre-révolution stalinienne n'annule en rien la réalité et la validité de l'élan vital d'Octobre. Au contraire, en le niant, elle le réaffirme, pour ainsi dire, « dialectiquement ». Pour peu que l'on s'efforce d'aller au-delà de la simple apparence, l'intimité complice qui lie le pouvoir de la bureaucratie et celui de la bourgeoisie apparaît en effet sous une lumière aveuglante. Le processus de transition de la société d'exploitation bureaucratique à la société d'exploitation capitaliste se déroule actuellement sous nos yeux, de façon certes chaotique (et au prix d'une misère qualitativement accrue pour les masses) mais sans convulsions extrêmes, sans l'écrasement des forces progressistes qui caractérise toujours les contre-révolutions. Alors que la bureaucratie est en train de devenir bourgeoisie, elle n'a pas

besoin, pour assurer sa métamorphose et celle de son Etat, de défaire physiquement la classe ouvrière. Cela ne lui est pas nécessaire, car l'écrasement sanglant de la révolution sociale a eu lieu en son temps, dans les années 20 et 30.

Rappelons aussi que l'intime complicité de la bureaucratie stalinienne et du capitalisme impérialiste s'était manifestée de façon éclatante dès avant 1989-91, notamment à travers leur accord (certes conflictuel) pour maintenir par la force le statu quo défini à Yalta et Potsdam. Et signalons qu'elle s'exprime y compris sur le terrain idéologique, puisque hier comme aujourd'hui, les uns et les autres sont d'accord pour affirmer que c'est le « socialisme » ou le « communisme » qui se serait affronté (en pure perte) à « l'économie de marché ».

Le processus des Etats dominés par les bureaucraties staliniennes a été mis en évidence par Andres Romero, dont les travaux (1) ont notamment démontré : qu'il existait en URSS (ainsi que dans les autres Etats de même type) un régime non seulement d'oppression mais aussi d'exploitation de la classe ouvrière au profit d'une caste (ou classe, mais alors, classe « non organique ») bureaucratique, qui s'appropriait la plus-value extraite du travail des prolétaires à travers son contrôle de l'Etat ; que loin de former un régime indépendant du capitalisme et opposé à lui (que l'on caractérise ce régime de socialiste comme le faisaient les staliniens et les bourgeois, d'ouvrier bureaucratiquement déformé ou dégénéré en reprenant la terminologie employée par Lénine dès 1921, puis développée par Trosky, ou même de capitaliste d'Etat, capitaliste bureaucratique ou collectiviste bureaucratique selon les divers partisans des théories du « troisième sys-

tème historique »), les Etats bureaucratiques étaient une formation historique instable et transitoire, partie prenante du système mondial des Etats ainsi que de l'économie capitaliste mondiale, et destinée à être pleinement réabsorbée par cette dernière ; qu'en tout cas, ces Etats ne représentaient aucunement un quelconque pas vers le socialisme et avaient au contraire bloqué puis inversé une telle transition révolutionnaire.

Tout cela, nous avons beaucoup plus de facilité à le comprendre depuis 1989-91, après les grandes rébellions antibureaucratiques qui ont démontré ou illustré, tout à la fois, l'absence de ces « conquêtes d'Octobre » dont nous pensions qu'elles « vivaient dans la conscience des masses », l'actualité et la puissance renouvelées de l'action directe des masses pour leur émancipation, mais aussi les conséquences ô combien négatives de la carence/absence du facteur révolutionnaire conscient, qui a laissé le champ libre au plein développement, sans rencontrer pour l'instant d'entraves majeures, de la restauration capitaliste déjà ébauchée auparavant.

UN DEVOIR DE CRITIQUE

« Le présent aide à mieux comprendre le passé » souligne Daniel Guérin, en suivant Marx, dans un chapitre méthodologique essentiel de son ouvrage majeur sur la Révolution Française (2). Ce qui vaut pour l'étude de la Révolution Française vaut pour l'étude de toute révolution, particulièrement de la Révolution Russe. La réalité a démontré que les ouvriers soviétiques n'avaient pas (ou plus) d'acquis à défendre dans le système bureaucratique-stalinien, dont le pouvoir d'Etat comme les rap-

ports de production leur étaient (devenus) totalement étrangers. Certains de nos camarades trotskystes affirment que la classe ouvrière soviétique, en ne défendant pas la propriété étatique, a réagi « à tort », parce qu'elle a été idéologiquement « trompée ». Elle l'a bien évidemment été en ce qui concerne les prétendues vertus de l'économie de marché. Mais même en supposant que l'Etat bureaucratique-stalinien et ses rapports de production auraient « objectivement » signifié un progrès par rapport à l'exploitation capitaliste (appréciation très discutable), ce qui nous importe avant tout, en tant que révolutionnaires prolétariens et socialistes, c'est le sentiment profond, instinctif, des travailleurs. Car les travailleurs seuls (et aucun César ni tribun ni sauveur suprême) sont capables de se sauver eux-mêmes en entreprenant, comme en 1917, la révolution socialiste. Et il est un fait que leur instinct de classe les a amenés à considérer pour le moins que la propriété étatique n'était pas leur conquête.

Ce présent (l'explosion de l'URSS et la restauration capitaliste) nous oblige donc à considérer sous un angle nouveau le passé (la Révolution d'Octobre). Dès 1918, Rosa Luxemburg soulignait que « seule une critique approfondie, et non pas une apologie superficielle, peut tirer de tous ces événements les trésors d'enseignements qu'ils comportent » (3). Une telle attitude, élémentairement saine face à toute révolution et à tout parti révolutionnaire, était d'autant plus nécessaire que « ce serait en effet une folie de croire qu'au premier essai d'importance mondiale de dictature prolétarienne, et cela dans les conditions les plus difficiles qu'on puisse imaginer, au milieu du désordre et du chaos d'une confla-

gration mondiale, sous la menace constante d'une intervention militaire de la part de la puissance la plus réactionnaire d'Europe, et en face de la carence complète du prolétariat international, ce serait une folie, dis-je [R.L.], de croire que, dans une première expérience de dictature prolétarienne réalisée dans des conditions aussi anormales, tout ce qui a été fait ou n'a pas été fait en Russie ait été le comble de la perfection » (idem).

A fortiori aujourd'hui, la critique révolutionnaire est devenue une condition de toute défense, un minimum sérieuse et par là efficace, de la révolution. Car depuis 1989-91, nous pouvons mesurer objectivement toute la profondeur de la contre-révolution bureaucratique. Sous peine de verser dans l'idéalisme, il nous faut notamment admettre que les formes de propriété qui ont été mises en place après la Révolution d'Octobre, et les rapports de production qui se sont développés sur leur base, n'ont en rien représenté un point d'appui pour la révolution socialiste mondiale, contrairement à ce que Trotsky a cru et défendu, sans doute jusqu'à sa mort (4). Or la particularité de la contre-révolution stalinienne est qu'elle est née de l'intérieur même de la révolution, à savoir de la dégénérescence de ses deux forces motrices essentielles : la démocratie ouvrière des conseils et l'avant-garde socialiste organisée en parti. Le réexamen doit donc nécessairement remonter à la période révolutionnaire, et aborder de front les conceptions défendues et la politique mise en œuvre par la direction révolutionnaire.

LES CONDITIONS ADVERSES

ET L'ISOLEMENT INTERNATIONAL

Une telle attitude critique (la seule véritablement marxiste) s'oppose au déterminisme fataliste qui ne voit l'origine de la dégénérescence que dans les seules causes objectives. Ces dernières sont évidentes, et constituent évidemment la base sur laquelle le cancer bureaucratique s'est développé. Mais elles n'expliquent pas tout. Par des remèdes appropriés (politiques), le cancer pouvait être freiné dans sa progression, voire partiellement et temporairement résorbé. Tel n'a pas été le cas, et nous devons en conséquence nous interroger sur la rapidité fulgurante de la dégénérescence, dont les effets ont été considérables : accumulation des défaites de la révolution (Chine 1925-27, Allemagne 1933, France et Espagne 1936-38...) du fait du rôle contre-révolutionnaire assumé par le parti russe et l'Internationale Communiste (ces défaites ayant à leur tour permis la stabilisation relative de la domination bureaucratique) ; confusion et désarmement idéologiques exacerbés au sein de la classe révolutionnaire, dès l'époque de la bureaucratization et jusqu'à ce jour.

Ces conditions adverses rencontrées dès le début par la révolution résident bien sûr, d'abord, dans l'arriération économique, aggravée par l'immensité du territoire et les destructions résultant de la guerre impérialiste : développement capitaliste limité, dans une société restant profondément marquée par les survivances féodales ; prolétariat en minorité absolue (« les ouvriers proprement dit sont environ un million et demi en 1900, trois millions en 1912 ») au sein d'une population de 160 millions d'habitants en 1914, dont 87 %

vivent à la campagne et 81,5 % sont des paysans (5) ; forte tradition auto-cratique et bureaucratique ; etc. Contradictoirement, plusieurs de ces facteurs, reflétant le « développement inégal et combiné » du capitalisme russe (classe ouvrière jeune et fortement concentrée, oppression séculaire de la paysannerie, faiblesse et dépendance de la bourgeoisie par rapport à la monarchie) ont contribué (ainsi, bien sûr, que la guerre mondiale) à créer la situation révolutionnaire qui s'est résolue par l'insurrection d'Octobre. Mais il reste que bâtir la dictature du prolétariat avec un si faible nombre de prolétaires, et en général dans de telles conditions catastrophiques, relevait d'un tour de force surhumain si les ouvriers russes ne devaient compter que sur eux-mêmes.

C'est pourquoi, à l'opposé de ce que prétendra ensuite la bureaucratie stalinienne, qui masquera sa propre dictature sous la couverture idéologique de la prétendue « construction du socialisme dans un seul pays », les bolchéviks ne concevaient la Révolution d'Octobre que comme le premier pas de la révolution socialiste mondiale. Et plus encore, ils estimaient que le pouvoir des travailleurs en Russie ne pourrait être préservé que grâce à l'extension de la révolution au reste de l'Europe, en premier lieu à l'Allemagne. Si aucune révolution socialiste ne peut survivre longtemps dans l'isolement, c'est encore davantage le cas pour une dictature prolétarienne établie dans un pays arriéré. En 1928, tout en continuant à considérer comme telle l'Union soviétique sous Staline, Trotsky répétait : « si l'Etat prolétarien continuait à rester isolé, il succomberait à la fin, victime de ces contradictions. Son salut réside uniquement dans la victoire du proléta-

riat des pays avancés » (6).

Dès le lendemain de la prise du pouvoir, le problème de l'attitude du nouvel Etat prolétarien face à la révolution en Europe, dans les terribles conditions de la Première Guerre mondiale, est au cœur des débats du Parti bolchévique et du mouvement marxiste-révolutionnaire international : faut-il (comme Lénine en convaincra finalement la majorité de la direction bolchévique) gagner du temps en attendant la révolution européenne et en l'encourageant par l'exemple des transformations révolutionnaires dans le pays des Soviets, ainsi que par sa détermination à faire cesser la boucherie impérialiste, mais en acceptant par là-même les énormes concessions territoriales imposées par l'impérialisme allemand, et en renforçant ainsi la position de ce dernier face aux autres impérialismes et face à son propre prolétariat ? Ou bien (comme le propose alors la fraction des « communistes de gauche ») le véritable choix révolutionnaire est-il de transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie allemande, mais en risquant très aventureusement la survie du nouveau régime russe, encore dépourvu d'une force militaire conséquente, ainsi qu'en encourant tous les dangers du substitutisme ? (« Les peuples n'aiment pas les missionnaires armés de baïonnettes », dira Lénine, en citant Robespierre).

Dans son livre *La maladie infantile du communisme*, terminé fin avril 1920, Lénine rappelle cette polémique et répond aux « communistes de gauche » en utilisant l'image d'une attaque à main armée : accepter, pour sauver votre vie et vous débarrasser des bandits, de « donner votre argent, votre passeport, votre revolver, votre auto », même si par la

suite ces bandits s'en servent pour commettre d'autres forfaits, est-ce vraiment un compromis « inadmissible en principe » ? (7) Rosa Luxemburg, qui en septembre 1918 continue à estimer que la décision des bolchéviks s'est avérée être une erreur, refuse cependant de leur en tenir rigueur et met en cause « la fausse logique de la situation objective : tout parti socialiste qui accède aujourd'hui au pouvoir en Russie est condamné à adopter une fausse tactique aussi longtemps que le gros de l'armée prolétarienne internationale, dont il fait partie, lui fera faux bond » (8) (souligné dans l'original). Et avant de finir quant à lui par reconnaître l'impossibilité dans laquelle se trouve le gouvernement des Soviets de rejeter le diktat du Kaiser, l'autre grand dirigeant de la Ligue Spartacus allemande, Karl Liebknecht, pose ainsi le « dilemme : naufrage dans l'honneur révolutionnaire, ou délai de grâce ignominieux, ou révolution allemande » (9).

AUSSI DES FACTEURS

POLITIQUES

Fin 1923, après la défaite de la révolution allemande, l'échec de la vague révolutionnaire issue de la Première Guerre mondiale et de l'élan d'Octobre est consommé. L'isolement est total. Mais la dégénérescence bureaucratique, forme particulière et imprévue de la contre-révolution, ne fait pas que menacer. La participation des travailleurs à la détermination des orientations politiques et économiques est devenue nulle, ou presque. La bureaucratie avance partout comme un rouleau compresseur, s'étend dans tous les rouages de l'Etat confondu avec un parti unique, se consolide. En moins de six ans, le pouvoir des Soviets, dé-

mocratie directe des travailleurs autant que dictature contre la bourgeoisie, a été vidé de son contenu. Il y aura encore des manifestations et des grèves ouvrières, la résistance de l'opposition communiste dirigée par Trotsky se poursuivra pendant plus de dix ans, jusqu'à l'extermination totale. Mais le sens du pendule, lui, ne variera plus.

Aleksei Goussev, marxiste-révolutionnaire et chercheur russe contemporain, indique qu'à l'automne 1923, « derrière la façade de l'unité officielle du parti, des groupes illégaux étaient actifs. Ici et là apparaissaient des déclarations et des plate-formes critiques : certains quittaient le parti, la révolte des communistes contre le régime interne du parti grandissait. Le mécontentement des ouvriers influençait clairement l'état d'esprit des membres du PCR. La crise du parti devenait une expression de la crise de toutes les structures de l'Etat ouvrier bureaucratique. Devant cette crise, les échelons du sommet du parti décidèrent d'appeler au secours l'appareil de répression. Le politburo forma une commission dirigée par le président de l'OGPU [le " guépéou ", ex-tchéka], Dzerjinsky, pour analyser la situation économique et la situation intérieure du parti. Le choix de Dzerjinsky était significatif de ce qu'on attendait de cette commission. Elle rapporta en septembre 1923 à une séance plénière du comité central. Elle concluait que ce qu'il fallait pour résoudre la crise, ce n'était pas un retour à la démocratie, mais littéralement l'établissement d'un régime policier —les communistes seraient obligés d'informer immédiatement l'OGPU de l'existence de différents groupes à l'intérieur du PCR(b). En outre, le comité central donnait l'autorisation d'arrêter ceux des membres du parti qui étaient sus-

pects d'avoir des idées différentes ou qui étaient engagés dans une activité oppositionnelle. Ces arrestations furent opérées tout de suite après le plénum» (10).

Affirmer que dans les conditions objectives données au pouvoir soviétique, rien d'autre n'était « possible » que la dégénérescence stalinienne, c'est d'abord faire très peu de cas des innombrables débats, oppositions, polémiques qui ont jalonné la vie du parti bolchévique, et notamment des résistances qui s'y sont manifestées bien avant le 8 octobre 1923, date d'entrée officielle de Trotsky dans le combat antibureaucratique. C'est réduire à néant le facteur de la politique, en considérant celle-ci comme un simple concentré mécanique ou succédané de l'économie, en niant la capacité des révolutionnaires d'intervenir sur le cours de leur révolution victorieuse. C'est aussi transformer la pensée de Lénine et de Trotsky en un dogme atemporel, ces grands dirigeants révolutionnaires étant supposés avoir toujours eu raison en étant égaux à eux-mêmes dans le temps et dans l'espace. C'est stériliser leur pensée et action vivantes, c'est les transformer en icônes. Une position d'ailleurs symétrique (méthodologiquement identique) de celle des critiques « ultra-gauches » de la révolution russe (comme les « communistes des conseils », ou les autoproclamés « luxembourgeois » qui tirent à hue et dia la pensée de Rosa), pour lesquels, en fait, les dirigeants bolchéviques auraient dû prévoir à l'avance le phénomène politique et social, auparavant jamais vu dans l'Histoire, qu'a représenté la dégénérescence bureaucratique d'une révolution socialiste, et ne l'ont pas fait, bien sûr, car leur objectif était dès le départ bureaucratique.

Lénine et Trotsky ne pouvaient pas, n'avaient aucune possibilité de savoir ni de prévoir, et, quelles que soient les erreurs politiques qu'ils ont commises, ne sont aucunement comptables des crimes du stalinisme. Mais nous, marxistes-révolutionnaires de 1997, nous savons. Nous avons même vu l'aboutissement ultime, incarné dans la restauration capitaliste en cours. Il est donc de notre devoir de revenir sur l'Histoire, en particulier sur les débats qui ont traversé le mouvement révolutionnaire acteur de ces événements. Afin d'en tirer les enseignements et, de cette façon, non seulement d'éviter à l'avenir les mêmes erreurs mais surtout, dès aujourd'hui, d'aider à reconstruire une perspective révolutionnaire capable d'agglutiner à nouveau des millions de prolétaires.

LES SOVIETS ET

LE PARTI BOLCHÉVIQUE

La révolution socialiste est par essence, beaucoup plus que toute autre, révolution consciente. Lorsqu'elle renverse le pouvoir féodal, la bourgeoisie ne fait le plus souvent que sanctionner au plan politique l'évolution des rapports de forces économiques : la révolution bourgeoise libère les forces productives d'un capitalisme déjà agissant voire dominant. La conquête de son indépendance politique par un peuple colonisé n'implique pas non plus, nécessairement, un bouleversement de l'ordre économique. Et toutes les révolutions (non socialistes) qui, après la Deuxième Guerre mondiale, ont débouché sur l'instauration de nouveaux Etats bureaucratiques, n'ont fait que « copier » le modèle étatique-stalinien en l'adaptant aux spécificités nationales (Yougoslavie, Chine, Cuba, Vietnam...). En 1917,

le problème était tout autre. Il s'agissait d'édifier une structure économique et sociale totalement nouvelle, pour laquelle n'existait aucun programme préalable un minimum élaboré (Marx a réalisé la critique du capitalisme, mais n'a pas produit de théorie de la transition au socialisme), seul l'objectif final étant plus ou moins clair.

Pour la révolution prolétarienne, l'aspect subjectif est donc absolument décisif. C'est pourquoi cette question a toujours été au centre de l'élaboration et des polémiques entre courants révolutionnaires. Les rapports entre les catégories de la spontanéité et de la conscience, et leur synthèse dans l'organisation, ont de tout temps fait l'objet de discussions passionnées. Or, ce débat a trouvé en 1917 un débouché inédit, à travers une combinaison de l'élément spontané et de l'élément conscient non seulement originale, mais qui ne s'est plus jamais reproduite depuis lors. Cette combinaison révolutionnaire victorieuse s'est exprimée dans la coopération et l'union entre les masses révolutionnaires organisées dans les Soviets, selon les méthodes de la démocratie directe (délégués élus contrôlables et révocables, fusion du législatif et de l'exécutif), et leur avant-garde la plus consciente représentée par le Parti bolchévique. Le premier, Trotsky a compris que les Soviets (conseils), apparus spontanément durant la révolution de 1905 et ressurgis de la même façon en février 1917, étaient non seulement une organisation pour la lutte en période révolutionnaire, mais la forme et le contenu même que prendrait un futur pouvoir socialiste reposant sur la participation active et directe du prolétariat et de la paysannerie : « l'organe du gouvernement autonome des masses révolutionnaires,

l'organe d'un pouvoir [...] nouveau pouvoir historique » (11). C'est également à la structure soviétique (conseilliste) du pouvoir que Lénine se référa plus tard, dans son ouvrage L'Etat et la révolution rédigé juste avant la Révolution d'Octobre, en définissant l'Etat prolétarien devant s'établir après la destruction totale de l'Etat bourgeois, comme un « demi-Etat » dont la seule fonction de coercition s'exerce à l'encontre de la minorité exploiteuse de la vieille société (et de ses agents), et qui tend à dépérir dès son instauration en tant qu'Etat dans la mesure où le pouvoir de coercition passe directement entre les mains des masses auto-organisées.

Quant au Parti bolchévique, construit dans les conditions de l'illégalité et dans le cadre d'une dure lutte politique et idéologique, éprouvé dans nombre de mobilisations, dans les situations et crises révolutionnaires comme dans les étapes de réaction et de répression, il regroupe aux côtés d'intellectuels totalement dévoués à la révolution les meilleurs éléments de l'avant-garde des travailleurs. Avec la publication par Lénine de ses Thèses d'avril (1917), il dispose d'un programme pour la prise du pouvoir, qui le rend apte (du moins jusqu'au lendemain de l'insurrection) à remplir le rôle indispensable et décisif d'une direction révolutionnaire. A partir de septembre, il s'assure progressivement la majorité dans les Soviets et, ayant gagné le soutien actif des masses révolutionnaires, peut dès lors envisager de déclencher l'insurrection...

Octobre 1917 a donc marqué le point culminant de la symbiose. Et la révolution est au contraire entrée en crise, a reculé et s'est trouvée menacée dans sa substance, dès lors que le soutien de l'un de ces deux piliers

de la dictature prolétarienne a fait défaut à l'autre.

ETAT-COMMUNE

OU ETAT FORT

Dans les premiers jours du pouvoir soviétique, la direction bolchévique a suivi quasiment à la lettre le programme développé dans L'Etat et la révolution. En témoigne notamment l'Appel à la population lancé deux semaines après l'insurrection, le 19 novembre 1917, par Lénine en tant que président du Conseil des commissaires du peuple (le gouvernement des Soviets) : « Camarades travailleurs ! Rappelez-vous qu'à présent c'est vous-mêmes qui dirigez l'Etat. Nul ne vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez pas toutes les affaires de l'Etat entre vos mains. Vos soviets sont désormais les organes du pouvoir d'Etat, nantis des pleins pouvoirs, des organismes ayant pouvoir de décision. Rassemblez-vous autour de vos Soviets. Renforcez-les. Mettez-vous vous-même à l'œuvre à la base, sans attendre personne. Instaurez l'ordre révolutionnaire le plus rigoureux, écrasez sans pitié les tentatives d'anarchie venant des ivrognes, de la racaille, des élèves-officiers contre-révolutionnaires, des korniloviens et autres. Etablissez le contrôle le plus sévère de la production et tenez l'inventaire des denrées alimentaires [...] Camarades ouvriers, soldats, paysans, camarades travailleurs ! Prenez tout le pouvoir et confiez-le à vos Soviets. Gardez comme la prune de vos yeux la terre, le blé, les fabriques, l'outillage, les denrées alimentaires, les moyens de transport : tout cela sera désormais totalement votre bien, le bien du peuple tout entier » (12) (souligné dans l'original).

Mais l'économie du pays est totalement désorganisée. Au moment même où la famine réapparaît, le traité de Brest-Litovsk coupe l'Etat soviétique de ses principales ressources en matières premières et l'ampute d'une fraction significative de sa capacité agricole comme industrielle. Et bientôt la contre-révolution bourgeoise et impérialiste (avec la participation des troupes de 14 pays dont la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon) déclenche la guerre civile qui durera plus de trois années. Dès lors, les entorses au principe programmatique de « l'Etat-commune » deviennent inévitables. Il est, ainsi, indispensable d'organiser une armée en tant qu'institution séparée de l'ensemble du « peuple en armes ».

Mais il y a plus grave. Le départ pour le front des meilleurs éléments de l'avant-garde ouvrière vide les Soviets de leurs forces vives et conduit à ce que les pouvoirs de décision se concentrent de plus en plus entre les mains de responsables, élus au départ mais échappant de plus en plus à tout contrôle, ainsi que de « spécialistes » bourgeois que l'arriération economico-culturelle rend indispensables au fonctionnement de l'économie. Tout cela, dans une situation où la famine et les privations n'encouragent pas, au contraire, les masses à revendiquer et garantir leur participation active : de plus en plus, celles-ci sont soumises à des rythmes de travail infernaux, justifiés par la nécessité d'élever la production pour remédier à une situation économique catastrophique ; et dès la fin de leur journée de travail, elles sont obnubilées par la recherche de moyens de survie. Sur la base de l'économie de guerre et de pénurie surgissent d'ailleurs, de façon élémentaire, les premiers signes d'une

différenciation sociale : le responsable politique ou économique, qui doit absolument pouvoir assumer sa tâche, se voit au moins garantir, lui, de quoi se nourrir et se chauffer !

Khristian Rakovsky, dirigeant du Parti communiste (bolchévique) en Ukraine, décrit en 1928 le processus qui, embryonnairement au début, s'est engagé assez vite après la révolution : « Quand une classe s'est emparée du pouvoir, une certaine partie de cette classe devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi qu'apparaît la bureaucratie. Dans un Etat prolétarien, où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du parti dirigeant, cette différenciation commence par être fonctionnelle, par la suite elle devient sociale. » (13).

Mais pour qu'une telle différenciation puisse se développer et s'affirmer sans connaître d'entraves majeures, encore faut-il qu'elle ne se voie pas opposer un contexte politique hostile. Or la direction bolchévique, en partie sous l'emprise de la nécessité, en partie par des fautes politiques (et pour certains de ses membres, on le verra bientôt, par intérêt), n'a pas suppléé à l'absence de résistance généralisée du prolétariat, n'a pas pris de mesures qui auraient aidé à contrebalancer les tendances à la bureaucratisation. Dès le lendemain de la révolution, elle a au contraire permis ou favorisé le développement d'un appareil économique de l'Etat pléthorique, calqué sur l'ancien appareil capitaliste (voir ci-après, « Etatisme ou socialisation »). Et face aux graves difficultés rencontrées pour maintenir la vitalité du pouvoir des Soviets, la direction bolchévique n'a pas non plus mené une politique consciente destinée à encourager la démocratie ouvrière et l'autodétermination du prolétariat (voir ci-après, « Dictature d'un seul parti et dictature

du parti unique »). Au contraire, la perspective de l'Etat-commune a été rapidement abandonnée, au profit de celle de l'Etat fort conçu comme un mal nécessaire.

Le principe électif lui-même est tombé en désuétude. Le futur chef de l'Opposition de gauche, Léon Trotsky, s'est alors fait l'un des principaux défenseurs de la méthode de la nomination par le « centre » (c'est-à-dire par le parti) par opposition à la méthode de l'élection. En voulant combattre les tendances « conservatrices » et « syndicalistes », Trotsky choisit un remède pire que le mal. Les conceptions qu'à ce moment il préconise avec la plus grande vigueur lui aliéneront d'ailleurs une partie de la base communiste ouvrière (notamment les militants de l'Opposition ouvrière dirigée par Chliapnikov et Medvedev), ce qui affaiblira d'autant l'opposition antibureaucratique dans le parti et dans l'Etat. Dans la lutte qui l'oppose au Vikjel (syndicat des cheminots), Trotsky affirme ainsi, en 1920, que « repousser le principe de la nomination en tant que procédé pratique pour renforcer l'appareil des transports et le syndicat lui-même, c'est nous vouer au cadre étroit et corporatif du personnel que nous avons hérité du passé » (14). Il se fait également le champion de la « militarisation du travail », c'est-à-dire le travail forcé (obligatoire sous peine de lourdes sanctions), qu'il définit comme étant « dans l'Histoire universelle la première tentative d'organisation du travail dans l'intérêt de cette majorité travailleuse » et devant être imposé au motif que « en règle générale, l'homme s'efforce d'éviter le travail. L'assiduité au travail ne lui est pas innée : elle est créée par la pression économique et par l'éducation sociale. L'homme, peut-on dire, est un animal assez pa-

resseux » (15). Plus tard, il ira jusqu'à proposer la « militarisation des syndicats ». Positions surprenantes, et qui aujourd'hui paraissent même scandaleuses. Mais admettons que peut-être, dans les conditions de l'époque, le travail forcé aurait pu constituer un pas nécessaire vers l'émancipation du prolétariat. Le problème central est qui en décide : sont-ce les masses auto-organisées et autodéterminées, ou bien des dirigeants « éclairés » qui entendent faire leur bonheur malgré elles ?

L'un des aspects les plus criants et dramatiques est celui de l'exercice pratique de la contrainte révolutionnaire et, pendant la guerre civile, de la « terreur ». La répression envers les contre-révolutionnaires, y compris par l'utilisation de méthodes qui nous font horreur, est une nécessité cruelle mais impossible à écarter. Victor Serge a souligné, dans *L'an I de la révolution russe*, que la guerre civile n'obéit à aucune « loi de la guerre » : des deux côtés on exécute des prisonniers, on prend des otages, on fusille sans jugement. Et la grande magnanimité témoignée initialement par le pouvoir des Soviétiques a coûté très cher au prolétariat, en vies humaines comme en destructions économiques. La terreur blanche a d'ailleurs précédé la terreur rouge, au moyen de laquelle la révolution n'a fait que s'autodéfendre. Le vrai problème n'est pas l'utilisation ou non de la violence, il réside là encore dans le fait de savoir qui exerce ou contrôle cette violence : le prolétariat et le peuple eux-mêmes, ou bien un appareil d'Etat qui ne répond de rien devant personne. Pendant la Révolution Française, Robespierre et les jacobins avaient déjà institutionnalisé la terreur, en retirant aux comités populaires de base le droit d'emprisonner et de guillo-

ter démocratiquement, pour le transférer aux Comités de salut public et aux tribunaux contrôlés par la bourgeoisie. L'argument était qu'il fallait éviter les « excès » d'une foule inculte, mais le résultat fut une répression à la fois plus générale, plus indiscriminée, moins efficace contre les royalistes et les spéculateurs, et vite retournée contre les masses populaires elles-mêmes. Une institutionnalisation de même type s'est produite sous la Révolution Russe. Formée au départ pour suppléer l'absence de tout organisme apte à déjouer les manœuvres de la contre-révolution, et intégrée par une poignée de révolutionnaires parmi les plus dévoués (dont de nombreux représentants d'autres partis que les bolchéviks, socialistes-révolutionnaires de gauche et même anarchistes), la Tchéka, futur Guépéou, est devenue d'abord un « Etat dans l'Etat », jugeant et exécutant sans rendre de comptes à personne, puis une terrible force de répression au service de la bureaucratie.

En janvier 1921, dans le débat préparatoire au 10^e congrès du Parti bolchévique, Lénine attaque vigoureusement les positions des deux tendances de gauche, l'Opposition ouvrière et les « décistes » du groupe du Centralisme démocratique (dirigé par Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov), qu'il qualifie d'« éléments malsains [...] qui en sont arrivés à renier toute " militarisation de l'économie ", à renier non seulement la " méthode des désignations " qui a été pratiquée de préférence jusqu'à présent, mais encore toute " désignation ", c'est-à-dire à renier en fin de compte le rôle dirigeant du parti à l'égard des masses sans-parti » (16) (souligné dans l'original). Dans le même temps, il commence malgré tout à pointer le danger bu-

reaucraticque. Il souligne que parler d'un « Etat ouvrier est une abstraction » et que l'on a en réalité « un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique », puis affirme la nécessité de « corriger les excès sur le champ », tout en étant conscient que « la lutte contre la bureaucratie est une œuvre longue et ardue » (idem). De tels avertissements seront répétés à plusieurs reprises et, peu avant sa mort, Lénine ira jusqu'à proposer à Trotsky de constituer un « bloc » (en fait, une fraction secrète) antibureaucratique contre Staline, dont il suggérera, dans son Testament, qu'il soit écarté du poste de secrétaire général du parti.

Mais cette lutte est envisagée uniquement dans le champ clos du comité central ou, au plus, des congrès du Parti bolchévique. La principale proposition de Lénine pour lutter contre la bureaucratisation sera la réorganisation et l'extension des pouvoirs de l'Inspection ouvrière et paysanne, organisme d'Etat dont le premier responsable avait été Staline. Le communiste croate Anton Cili-ga (l'un des seuls survivants des camps staliniens, avec Victor Serge) cite les propos que lui a tenus à ce sujet, au cours de sa déportation dans l'isolateur de Verkhné-Ouralsk (apparemment en 1932), l'ouvrier déciste Prokopénia : « Tu t'appuies sur l'un des derniers articles qu'il écrivit avant de mourir, celui sur la réforme de l'Inspection ouvrière et paysanne. Est-ce qu'il appelle les masses à s'organiser contre la bureaucratie ? Pas du tout, il propose la création d'un organisme spécial avec un personnel bien payé, organisme superbureaucratique qui doit combattre... la bureaucratie ! » (17).

PARTI UNIQUE

Le régime des Soviets, lorsqu'il se constitue, est éminemment pluraliste. Il bénéficie de la participation et du soutien de l'ensemble des tendances socialistes ayant opté pour la révolution. Jusqu'en juillet 1918, les SR de gauche, parti représentant les intérêts de la petite et moyenne paysannerie, sont associés au gouvernement à majorité bolchévique. Trotsky, un brin ironique, rappelle en 1919 : « Les bolchéviks n'ont pas agi isolément dans l'arène de la révolution russe. Nous y avons vu et nous y voyons, tantôt au pouvoir, tantôt dans l'opposition, les socialistes-révolutionnaires (au moins cinq regroupements et tendances), les disciples de Plékhanov, les maximalistes, les anarchistes... Toutes les " nuances du socialisme " sans exception (pour parler le langage de Kautsky) ont essayé leurs forces et montré ce qu'elles voulaient et ce qu'elles pouvaient. Ces " nuances " sont si nombreuses, qu'entre voisines il est difficile d'introduire la lame d'un couteau » (18).

Mais le pluralisme soviétique a malheureusement été de courte durée. Certes, la responsabilité est loin d'en incomber uniquement aux bolchéviks. Communiste russe exilé en Europe occidentale puis revenu au pays, ancien anarchiste, futur trotskyste puis dissident du trotskysme, Victor Serge raconte le désarmement, en 1918, des groupes anarchistes de Pétrograd et Moscou : « Des incidents tels qu'une agression contre une auto américaine, le meurtre de plusieurs agents de la Tchéka suivi de l'exécution sommaire de plusieurs bandits, des arrestations d'"expropriateurs" aussitôt réclamés par la Fédération anarchiste, amenèrent Dzerjinsky, président de

la Vé-Tchéka, à exiger la liquidation de la Garde Noire. 5 000 hommes de troupe soviétiques participèrent à cette opération militaire dans la nuit du 11 au 12 avril » (19). Serge, qui fait aussi état d'une infiltration de ces groupes anarchistes par des contre-révolutionnaires Blancs, ajoute que bien que l'opération ait des deux côtés fait des morts, l'activité politique des groupes anarchistes n'est pas pour autant prohibée. D'ailleurs, le quotidien L'Anarchie reparait le 21 avril avec en titre : « A bas l'absolutisme ! ». Il indique aussi que, pour la plupart, ces anarchistes refusaient de participer aux Soviets, conformément à leur idéologie rejetant tout pouvoir d'Etat. Le pouvoir des Soviets devait-il laisser en armes une milice agissant pour son propre compte, sans accepter aucun contrôle, totalement en marge et parfois contre l'Etat prolétarien ? On ne saurait le soutenir. En revanche, il n'est pas possible de considérer ces affrontements et cette répression (et tous ceux qui ont suivi) comme l'expression d'une parfaite « normalité » de la dictature prolétarienne. Trotsky écrit en 1928 : « Lorsque les bolchéviks ont conquis le pouvoir, ils ont tout fait pour gagner les anarchistes à la dictature du prolétariat. Et la majorité des anarchistes a effectivement été entraînée par les bolchéviks. Mais, effectivement aussi, les bolchéviks ont traité très durement ceux des anarchistes qui cherchaient à ruiner la dictature du prolétariat. Avions-nous raison ? Avions-nous tort ? On appréciera d'après l'opinion que l'on peut avoir sur la révolution que nous avons accomplie et sur le régime que cette révolution a établi » (20). S'il faut juger à cette aune, alors, le tort est patent.

Plus grave, dramatique et lourde de conséquences, est la rupture qui in-

tervient, trois mois après le désarmement des anarchistes, avec le parti des SR de gauche. Dans ce cas non plus, la responsabilité immédiate n'incombe principalement au Parti bolchévique. Opposés à la paix de Brest-Litovsk, les SR de gauche décident, pour « faire passer » leur ligne, de préparer en secret... un putsch, afin de renverser le gouvernement dont ils sont membres et qui est l'expression légitime des Soviets, et en tant que minorité soviétique de s'emparer du gouvernement dans l'espoir de s'y allier ensuite avec la fraction bolchévique dissidente des « communistes de gauche ». Ils assassinent d'abord l'ambassadeur allemand Von Mirbach, puis déclenchent leur insurrection, en profitant de leur présence en nombre au sein de la Tchéka, dont l'un de leurs militants est le chef adjoint. L'insurrection est un échec lamentable, la masse des prolétaires y assiste effarée, tandis que les forces fidèles au Parti bolchévique, désormais seul au pouvoir, rétablissent l'ordre sans rencontrer pratiquement d'opposition. Steinberg, l'un des principaux dirigeants des SR de gauche, explique ce qu'étaient alors les buts de son parti : « Le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche a pris sur lui [!] de changer et d'orienter la politique des Soviets dans un sens opposé à celui qu'elle a suivi jusqu'ici. Et pour exercer une pression plus intense, le parti a décidé de mettre le pouvoir des Soviets en présence des faits accomplis [!]. L'assassinat de l'ambassadeur d'Allemagne, Mirbach, est un de ces faits accomplis » Et d'expliquer ensuite, sans doute pour partie afin de justifier l'échec : « Le régime de Kerensky a reçu les 3 et 5 juillet 1917 un avertissement menaçant de la part des bolcheviki, et les socialistes-révolutionnaires de gauche ont

donné, les 6 et 7 juillet 1918, le même avertissement au régime de Lénine. Nous désirons ardemment que le pouvoir des Soviets y soit plus sensible que celui de Kerensky, et qu'à côté des sentiments naturels chez un " vainqueur ", il se trouve aussi en lui la raison d'un politique » (21).

Tant la méthode que la naïveté (apparente ou réelle ?) de la démarche laissent songeur. Mais il faut rappeler que les SR de gauche sont les héritiers des narodniki, courant petit-bourgeois qui dans la lutte contre l'autorité tsariste privilégiait le terrorisme individuel (les meurtres de représentants honnis du pouvoir), supposé servir « d'exemple » aux masses, et dont ils exaltaient les vertus « purificatrices ». Et plus généralement, il faut souligner, avec Victor Serge, que les conditions nationales du surgissement des courants révolutionnaires en Russie n'ont pas favorisé leur assimilation des principes de la démocratie ouvrière : « Tous les partis révolutionnaires russes, depuis les années 1870-1880, furent en effet autoritaires, fortement centralisés et disciplinés dans l'illégalité ; tous formèrent des " révolutionnaires professionnels ", c'est-à-dire des hommes qui ne vivaient que pour le combat ; tous pourraient être occasionnellement accusés d'un certain amoralisme pratique, bien qu'il soit équitable de leur reconnaître à tous un idéalisme ardent et désintéressé. Presque tous furent imbus d'une mentalité jacobine, prolétarienne ou non. Tous produisirent des héros et des fanatiques. Tous, à l'exception des menchéviks, aspiraient à la dictature, et les menchéviks géorgiens eurent recours à des procédés dictatoriaux. Tous les grands partis étaient étatiques par leur structure et par la finalité qu'ils s'assignaient » (22).

Même si les SR de gauche, ou en tout cas l'une de leurs fractions, continuèrent par la suite à avoir certaines activités légales, en étant cependant de plus en plus frappés par les mesures de répression, le multipartisme soviétique, et la vitalité démocratique qui l'accompagnait et qu'il conditionnait, étaient brisés. « Le premier anniversaire de la révolution d'Octobre fut commémoré par le VI^e congrès extraordinaire des Soviets, les 6-9 novembre [...] Congrès assez terne. On eût dit une réunion élargie du Vtsik [initiales de l'organe exécutif permanent des Soviets]. Il n'y eut et il ne pouvait y avoir aucun débat en raison de la composition extrêmement homogène de l'assemblée qui comptait, sur 950 délégués avec voix délibérative, 933 communistes, 8 communistes-révolutionnaires, 4 socialistes-révolutionnaires de gauche, 2 communistes-populaires, 1 maximaliste, 1 anarchiste, 1 sans-parti » (23).

De tels congrès seront désormais la norme. Toute l'abnégation, tout l'héroïsme prolétarien déployés dans la guerre civile n'y pourront rien. Le drame de Cronstadt, en mars 1921, sera pour l'essentiel une conséquence de ce processus, qui amènera le Parti bolchévique à se détacher de plus en plus des sentiments et aspirations réels des masses et à s'identifier puis à se confondre avec l'Etat. La terrible analyse formulée du fond de sa prison par Rosa Luxemburg, à l'automne 1918, s'est trouvée confirmée : « Quelques douzaines de chefs d'une énergie inlassable et d'un idéalisme sans borne dirigent le gouvernement et, parmi eux, ceux qui gouvernent en réalité, ce sont une douzaine de têtes éminentes, tandis qu'une élite de la classe ouvrière est convoquée de temps à autre à des réunions, pour applaudir

au discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente, au fond par conséquent un gouvernement de coterie —une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine » (24).

DICTIONNAIRE D'UN SEUL

PARTI ET DICTIONNAIRE

DU PARTI UNIQUE

Les bolchéviks n'ont pas voulu le parti unique, mais n'ont rien fait non plus pour empêcher que l'on y aboutisse. Ils s'en sont même assez facilement accommodés, quand ils n'ont pas théorisé les faits accomplis. S'il eût été absurde de laisser ceux que Victor Serge appelle « les socialistes de contre-révolution » (le parti socialiste-révolutionnaire, de droite, et la majorité des menchéviks) utiliser des moyens légaux pour accomplir leurs basses besognes, en revanche, une bataille consciente pour la démocratie ouvrière aurait dû permettre que coexistent, s'affrontent et collaborent dans les Soviets des organisations représentant des classes (la paysannerie !) ou secteurs de classe différents, ou simplement des options idéologiques divergentes. Sur ce point non plus, les bolchéviks n'étaient cependant unanimes. Une opposition s'est manifestée en leur sein presque immédiatement, pour défendre à la fois le multipartisme soviétique et la démocratie à l'intérieur du Parti bolchévique. « La plus conséquente dans la défense des principes de la démocratie ouvrière et de l'auto-gouvernement était la fraction du " centralisme démocratique " [les décistes] fondée en 1919. Les décistes étaient pour la libre dis-

cussion de toutes les questions dans les soviets, contre l'exclusion des soviets des autres partis socialistes, pour la camaraderie et la démocratie, non seulement dans le gouvernement politique mais aussi dans le gouvernement de l'économie nationale. Ses partisans appelaient à " restreindre les éléments d'autoritarisme dans la dictature des ouvriers et à avancer pas à pas vers une forme plus développée de la démocratie ouvrière et paysanne, vers un Etat-Commune " » (25).

Si rien dans les conceptions théoriques léninistes n'indiquait quoi que ce soit qui puisse être identifié avec l'idée d'un parti unique, il reste que dès la victoire d'Octobre, et même avant, une certaine confusion régnait quant au statut du Parti bolchévique par rapport au prolétariat et au nouvel Etat. En septembre 1917, Lénine écrit au comité central du parti une lettre intitulée « Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir ». Et au lendemain de l'insurrection, il titre sa brochure, dans laquelle il signale que la lutte va se poursuivre entre révolution et contre-révolution, « Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? ». Les bolchéviks, pas les Soviets ouvriers et paysans (26). De tels « glissements », basés sur la conception (non théorisée) que « le Parti » est en définitive la seule expression véritablement légitime de la classe, sont permanents. L'historien Edward Hallet Carr cite la résolution du 8^e congrès du Parti bolchévique (désormais appelé Parti communiste), en mars 1919, qui aborde pour la première fois la question des relations entre l'Etat et le parti : « Le parti communiste lutte spécialement afin d'imposer son programme et sa direction complète dans les organisations contemporaines d'Etat qui sont les soviets... Le parti communiste russe

doit conquérir pour lui-même l'hégémonie politique sans partage dans les soviets et le contrôle pratique de leur travail » (27). Rien de cela n'est en soi scandaleux (quel parti digne de ce nom ne vise pas à une « hégémonie politique sans partage », c'est-à-dire à faire adopter ses positions ?) ni ne serait inquiétant, si la résolution signalait que la lutte doit être une lutte idéologique se déroulant dans le cadre des méthodes du pluralisme soviétique, de la démocratie ouvrière et de l'autodétermination des travailleurs. Mais la précision est absente.

Après l'insurrection manquée des SR de gauche et la rupture du gouvernement de coalition soviétique, le principal dirigeant de la révolution en vient à revendiquer « la dictature d'un seul parti », légitime selon lui puisque « notre parti est celui qui, au cours de décennies, a conquis pour lui-même la position d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat d'usines et d'industrie ». « La dictature de la classe ouvrière est en effet exercée par le parti des bolchéviks qui, depuis 1905 ou avant, ont été unis à tout le prolétariat révolutionnaire ». Et toujours d'après le récit de Carr, « plus tard, il affirma que la tentative d'opérer une distinction entre la dictature de la classe et celle du parti était la preuve d'une " incroyable et inextricable confusion de pensée " » (28). Une telle conception substitutive marque une rupture avec les positions défendues dans L'Etat et la révolution, qui soulignaient à l'inverse la nécessité que les travailleurs prennent eux-mêmes progressivement en charge toutes les affaires de leur propre Etat, en provoquant par là-même le dépérissement de cet Etat. Mais entre « la dictature d'un seul parti » revendiquée par Lénine en 1919, qui est dans une large mesure

le résultat d'une situation de fait dont les bolchéviks peuvent affirmer qu'elle est dictée par des conditions données indépendantes de leur volonté (et peut en outre admettre quelques justifications du fait des impératifs de la guerre civile), et « la dictature du parti unique » stalinien, il y a une marge consistante, qui est bien plus que sémantique.

Cependant, Staline et la bureaucratie montante sauront encore prendre appui sur les erreurs de la direction révolutionnaire pour avancer vers la « dictature du parti unique ». Le début de l'année 1921 marque à ce titre un tournant décisif. La guerre civile est gagnée, seuls subsistent des foyers résiduels d'affrontement militaire. Dans un pays exsangue, mais où la tension maintenue par la nécessité de gagner la guerre retombe, le mécontentement enfle, considérablement. Un mécontentement économique et politique, contre les réquisitions de guerre, contre le travail forcé, contre les bas salaires, contre les privilèges des communistes et des « spécialistes », contre le poids étouffant de cette « dictature d'un seul parti » dont les Soviets ne font plus qu'entériner les décisions. Mais au lieu d'ouvrir immédiatement les vannes de la démocratie, d'engager un dialogue avec les courants socialistes proscrits ou semi-proscrits (SR de gauche, anarchistes, menchéviks internationalistes...), ou à défaut avec les militants de ces courants qui y seraient disposés, la direction bolchévique s'arc-boute sur les méthodes du dit « communisme de guerre ».

A l'instigation de Zinoviev, les grèves de Pétrograd sont réprimées par la force, les assemblées et manifestations ouvrières dispersées. Ces événements déclenchent l'effervescence dans la base navale de Cronstadt.

Aux revendications du Soviet de la ville, nouvellement et démocratiquement élu, les autorités du parti et de l'Etat répondent par la menace, assimilant les « dissidents » à la contre-révolution. La suite est un enchaînement dramatique, inexorable. Cronstadt est la principale base navale de l'URSS, située sur le Golfe de Finlande et commandant l'accès à Pétrograd. Le Soviet de Cronstadt rétorque aux menaces du pouvoir par un appel général à l'insurrection dans le pays (ce qui traduit l'irresponsabilité profonde des militants anarchistes à la tête du Soviet). La contre-révolution, les puissances occidentales qui viennent d'être défaites, sont à l'affût, et elles interviennent bien entendu à Cronstadt, bien qu'elles n'aient joué aucun rôle déterminant dans les événements ou leur déclenchement (cette intervention, et l'existence de plans impérialistes pour s'emparer de Cronstadt en profitant de la rébellion, ont été prouvées, documents à l'appui, par les investigations de Paul Avrich (29)). Et, pire que tout, le moment de la fonte des glaces approche : bientôt la forteresse sera inaccessible depuis la terre et pourra en revanche être ravitaillée par bateau depuis l'étranger... Les pourparlers qui avaient repris entre les deux camps sont rompus. Le 10^e Congrès du parti, réuni au même moment, décide l'assaut. Trotsky, chef de l'Armée Rouge, signe l'ordre d'attaque. Après un premier échec, plus de 100 délégués du congrès se rendent sur place pour encadrer les troupes. Celles-ci, peu enthousiastes, savent qu'elles vont, à la fois, subir à découvert sur la glace des pertes terribles et devoir combattre leurs frères de classe. Parmi ces délégués, un grand nombre de décistes et de membres de l'Opposition ouvrière,

qui estiment que c'est le sort de la révolution qui est en jeu. Après la prise finale de Cronstadt, les fusillades. Et la répression s'accroît dans tout le pays. Le fossé entre le parti et les masses, qui aurait pu commencer à être comblé, s'élargit toujours davantage.

Au même moment se tient donc le 10^e congrès du Parti bolchévique. La crise de la société s'y répercute directement, et pas moins de sept tendances s'affrontent autour du rôle des syndicats dans l'organisation et la gestion de l'économie. Une nouvelle fois, les thèses de Lénine, qui préconisent la continuité assortie d'une introduction homéopathique de démocratie directe, l'emportent. Mais la décision la plus grave est celle d'interdire, même « provisoirement » et contre l'engagement d'une amélioration du fonctionnement démocratique, les regroupements de tendance et de fraction. La justification avancée est que face à la crise du pays et aux divisions internes, « les capitalistes essaieront probablement d'exploiter la maladie de notre parti pour entreprendre une nouvelle invasion, et les socialistes-révolutionnaires (de droite) pour fomenter complots et soulèvements » (30). Jusqu'à présent, la diversité du Parti bolchévique, devenu par bien des aspects un front de différentes tendances communistes, avait, jusqu'à un certain point, contrebalancé la défaillance du pluripartisme et de la démocratie soviétique : au moins le secteur dirigeant restait-il, à l'intérieur, démocratique. Désormais, même cela disparaît. Bientôt Staline accédera au secrétariat du parti, tandis que Lénine sera frappé par sa première attaque. De provisoire, l'interdiction des fractions devient permanente. Les derniers obstacles vers la « dictature du parti unique » sont en

train de disparaître.

ETATISME OU SOCIALISATION

Posant des problèmes spécifiques complètement nouveaux, face auxquels les bolchéviks ne possédaient pas la moindre expérience et aucun programme préalable un minimum élaboré, la question économique est l'autre grand aspect de la transition au socialisme, intimement lié à celui de sa construction politique. Contrairement à ce que défend l'utopie anarchiste du passage immédiat aux communes autogérées et décentralisées, la révolution victorieuse ne peut pas se passer d'une centralisation étatique. Héritant de la structure économique et sociale, des habitudes du capitalisme, confrontée à la contre-révolution et aux menaces de guerre civile et d'agression impérialiste (tant que la révolution mondiale ne s'est pas assurée des victoires décisives), elle a besoin d'organismes de pouvoir ouvrier et populaire centralisés, d'un gouvernement central qui en soit l'expression, d'une force armée centralisée. De la même façon, l'Etat ouvrier a besoin au plan économique de structures centralisées de coordination et de planification.

A travers les expériences et les erreurs, les débats et affrontements qui ont jalonné la vie politique des premières années de la Russie soviétique, ont été posées des questions stratégiques que toute révolution authentiquement socialiste devra résoudre : celle des rapports entre l'étatisation (passage des moyens de production sous la propriété de l'Etat ouvrier) et la socialisation (tendance à l'appropriation collective et directe des moyens de production comme des fruits du travail) ; et donc, la rela-

tion, dans la sphère de la décision politico-économique, entre les structures de l'Etat central et celles qui se trouvent sous le contrôle immédiat de la base des travailleurs. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail de ces problèmes complexes (et encore peu abordés par l'investigation marxiste, malgré l'expérience de la révolution russe), mais de signaler que comme au plan directement politique, le gouvernement par en haut s'est autonomisé et détaché du gouvernement par en bas, puis a fini par l'étouffer, ce processus aboutissant à la confiscation totale du pouvoir (non seulement politique, mais aussi économique-social) par la nouvelle bureaucratie. Il s'agit d'insister sur le fait que ce résultat n'était pas fatal, ou qu'il n'était du moins pas inévitable que le pouvoir prolétarien dégénère aussi vite et à ce point, malgré la pression terrible qu'ont signifié l'arriération économique et culturelle, la guerre et son cortège de destructions, l'isolement international.

Au lendemain de l'insurrection, la direction bolchévique est à ce point dépourvue d'expérience qu'elle envisage de faire redémarrer durablement la production industrielle en respectant la propriété capitaliste et en laissant en place l'ancien management bourgeois, ceux-ci n'étant soumis qu'au contrôle ouvrier qui s'était développé entre février et octobre, et qu'il s'agissait maintenant de généraliser et de centraliser. Ce contrôle a été mis en place par les comités d'usine, surgis après février comme expression de l'auto-organisation ouvrière sur le lieu de production. Les bolchéviks y ont gagné très vite la majorité, avant de le faire dans les Soviets. A l'été 1917, au moment où ces derniers étaient dominés par les « socialistes de contre-révolution » qui persécutaient les bochéviks, Lé-

nine avait même envisagé de remplacer le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » par celui de « tout le pouvoir aux comités d'usine ».

Evidemment, les capitalistes n'acceptent pas les empiètements du nouveau pouvoir. Ils sabotent et résistent au contrôle par tous les moyens. A la base, sans aucune directive du « centre », les travailleurs organisés dans leurs comités d'usine réagissent alors en expulsant les patrons, en menant des « expropriations sauvages ». Les comités, particulièrement puissants dans la région de Pétrograd, bastion de la révolution, revendiquent la gestion des entreprises, et souvent l'assument. Le contrôle ouvrier est en effet une tâche transitoire par excellence, une modalité qui ne peut perdurer indéfiniment : sa dynamique est de pousser les travailleurs à prendre eux-mêmes en main la gestion directe des entreprises, ou alors, leur contrôle dépérit ou est renversé. Les comités d'usine se centralisent en conférences régionales et tiennent une conférence nationale. Ils réclament l'expropriation de tous les grands capitalistes et demandent que leur soit confié le contrôle de l'économie à l'échelle nationale. Les dirigeants, bolchéviks, des comités d'usine de Pétrograd rencontrent Lénine et lui proposent la création d'un Conseil suprême de l'économie, basé sur la structure des comités en liaison avec les Soviets.

C'est alors que se développe, de l'intérieur même de la direction révolutionnaire, une campagne contre le « localisme » et le « syndicalisme » des comités, accusés de privilégier des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général des travailleurs incarné dans leur Etat, l'Etat ouvrier. Des exemples isolés qui voient les ouvriers d'une usine vendre directe-

ment leur production (et même céder leurs machines), sont montés en épingle. Victor Serge se fait l'écho du point de vue majoritaire au sein du Parti bolchévique (mais aussi chez les SR de gauche et les menchéviks ralliés au nouveau pouvoir) : « Cette conquête des entreprises par les comités d'usine et de fabrique n'allait pas sans risques. Tout comité pensait d'abord aux intérêts de son entreprise (c'est-à-dire des travailleurs qu'il représentait) ; d'ici à la défendre par tous les moyens, sans souci des intérêts économiques généraux du pays, il n'y avait qu'un pas, difficile à ne point faire. Toute entreprise, même arriérée, mal outillée, relevant d'une industrie d'importance secondaire, revendiquait son droit à la vie, c'est-à-dire au ravitaillement, au crédit, au travail... Il en résultait un beau gâchis, les usines vivant pour leur propre compte, anarchiquement » (31). Une étude récente (disponible sur Internet), qui s'appuie sur des investigations menées depuis quelques années en Grande-Bretagne sur la période révolutionnaire, indique que le problème n'était pas aussi simple, puisque que les structures centrales de l'Etat « avaient une faible connaissance des situations locales et donnaient souvent des ordres se contredisant les uns les autres, encourageant ainsi les usines à ignorer le centre. En d'autres termes, les tentatives de centralisation du gouvernement menaient en fait au localisme. » Quant au Comité central des comités d'usine de Pétrograd, il « s'efforçait de contrecarrer les tendances localistes. Il distribuait des matières premières, du fuel, et mettait en place des organismes de soutien technique. Il y avait des structures de même type dans 50 autres villes et un congrès national avait élu un Centre

pan-russe des comités d'usine dès octobre. En outre, les comités ne rechignaient pas à imposer la discipline dans le travail et beaucoup avaient même des gardes armées pour maintenir l'ordre. Toutes leurs instructions officielles spécifiaient le maintien en place de spécialistes techniques et certains tentaient de doubler ou tripler la production pour atteindre et dépasser les niveaux de 1916. En réalité, c'est d'abord grâce au Comité central des comités de Pétrograd que l'industrie de la région ne s'est pas totalement effondrée au cours de cet hiver » (32). La contradiction que souligne Serge est cependant réelle. Mais la véritable question est de savoir comment centraliser l'auto-organisation, et ainsi parvenir à ce qu'une planification souple et démocratique, impliquant nécessairement que des décisions fondamentales soient prises en haut, soit l'émanation la plus directe et fidèle de la gestion et du contrôle exercés par la base. En dernière instance, la question n'est pas telle ou telle forme d'organisation économique, mais, là encore, qui décide. Les plus virulents contre « l'anarchie » des comités d'usine sont les dirigeants des syndicats, dont l'influence avait sensiblement reculé pendant la période pré-insurrectionnelle, au profit de ces structures d'auto-organisation. Éternel conflit... Fin 17, lors de la discussion du projet de décret sur le contrôle ouvrier qui a lieu au Comité central exécutif des Soviets, Lozovski, porte-parole des syndicats, déclare : « Le défaut fondamental de ce projet, c'est qu'il ne se coordonne absolument pas avec l'organisation planifiée de l'économie nationale et éparpille le contrôle de la production au lieu de le concentrer [...] Il est indispensable de formuler cette réserve nette et ca-

tégorique : il ne faut pas que les ouvriers aient l'impression que leur entreprise particulière leur appartient » (33). Qu'est-ce qu'un tel sentiment aurait eu de foncièrement mauvais, de négatif ? Lozovski accepte néanmoins de voter le texte à condition que les syndicats soient pleinement associés au contrôle, ce qu'il obtient. Et lorsque le Conseil suprême de l'économie préconisé par les comités d'usine est finalement instauré, sa composition donne une nette majorité de membres désignés par les syndicats et par le comité central des Soviets, et une faible représentation des comités. Cet organisme (en abrégé, Vesenkha) se retrouve placé à la tête d'une structure pyramidale de vesenkhas régionaux, désignés de la même façon par les organismes régionaux correspondants (essentiellement les syndicats, puis les Soviets). Il met en place progressivement toute une série d'administrations de branches d'industrie, les *glavki* (centres), dont le poids ne cessera d'augmenter. Dans l'intervalle, en janvier 1918, « le leader syndical bolchévik Riazanov appelle les comités d'usine à choisir le " suicide " et, une semaine plus tard, la direction du parti persuade la conférence des comités d'usine de dissoudre les comités au sein des syndicats » (34). Le 26 juin 1918 est publié le décret qui nationalise toute la grande industrie. Mais les travailleurs n'auront plus de prise directe (hors ce qu'ils arracheront, notamment par des grèves) sur le fonctionnement des entreprises et de l'économie. Les directions d'usines sont confiées à un administrateur (souvent unique) nommé d'en haut, tandis que les syndicats, représentants des ouvriers, ont pour seule responsabilité la gestion des salaires et l'organisation du travail. Le choix économique

assumé par la direction bolchévique est celui de l'étatisation sans socialisation. Celle-ci est renvoyée à des jours meilleurs, lorsqu'un stade « suffisant » de développement aura été atteint. Ce choix conduit à l'étatisme. Et c'est sur cette base, en liaison avec le processus politique d'extinction du pouvoir prolétarien dans les Soviets, que la bureaucratie se développe dans tout l'appareil économique.

DES AVERTISSEMENTS

NON ENTENDUS

Pendant toute la période révolutionnaire, deux conceptions se sont en fait affrontées au sein du Parti bolchévique. L'une, nettement majoritaire, défendue par Lénine dès décembre 1917, et que Trotsky poussera parfois jusqu'à la caricature (Staline, quant à lui, n'a joué aucun rôle politique indépendant jusqu'en 1922), est fortement empreinte de centralisme étatique. Face aux multiples difficultés de la construction du socialisme, à la nécessité de tirer le pays en avant, de le sortir de l'arriération, les dirigeants bolchéviques misent sur l'impulsion d'en haut, seule à même, à leur avis, de garantir l'organisation la plus stricte et disciplinée possible. Ils sous-estiment gravement le fait que le socialisme ne peut être que le résultat de l'intervention directe et consciente des travailleurs, et ils commettent en outre l'erreur de considérer qu'il pourrait être édifié avec les mêmes méthodes économiques et les mêmes objectifs (« productivistes », dirions-nous aujourd'hui) que le capitalisme. Cela apparaît nettement lorsque Lénine, par exemple, revendique le modèle du « capitalisme d'Etat » allemand, en affirmant : « Nous trouvons dans ce pays le " dernier mot " de la

technique moderne du grand capitalisme et de l'organisation méthodique au service de l'impérialisme des bourgeois et des junkers. Supprimez les mots soulignés, remplacez l'Etat militaire, l'Etat des junkers, l'Etat bourgeois et impérialiste, par un autre Etat, mais un Etat de type social différent, ayant un autre contenu de classe, par l'Etat soviétique, c'est-à-dire prolétarien, et vous obtiendrez tout l'ensemble des conditions qui donne le socialisme » (35) (souligné dans l'original).

Les avertissements n'ont pourtant pas manqué. Une autre conception a été défendue, certes avec moins de force et de conséquence que celles démontrées par le chef incontesté du parti, mais avec persévérance tout au long des débats de la période révolutionnaire. Au premier « congrès pan-russe des conseils de l'économie nationale », en mai 1918, le « communiste de gauche » Lomov, « rappelant au congrès que la formule selon laquelle il fallait apprendre le socialisme des capitalistes avait été inventée par le "quasi-marxiste" (et actuellement bourgeois) Struve, entreprit une action d'arrière-garde pour la défense du contrôle ouvrier, et donna le ton qui devait caractériser tous les groupes d'opposition, au cours des années suivantes : " Nous sommes en train, par tous les moyens, nationalisation, centralisation, d'étouffer les forces de notre pays. On coupe les masses de la puissance créatrice vivante dans toutes les branches de notre économie nationale " » (36). Plus tard, « au septième congrès pan-russe des soviets en décembre 1919 [...] Sapronov qui, au huitième congrès du parti avait attaqué les sovnarkhozy [conseils de l'économie] parce qu'ils empiétaient sur les pouvoirs du so-

viet local, retournait maintenant son attaque contre les glavki [administrations de branches industrielles] impopulaires, affirmant qu'ils représentaient une tentative pour substituer une "organisation en départements" à une "organisation en soviets", le système bureaucratique au système démocratique » (37). L'Opposition ouvrière, lorsqu'elle réclame en 1921 que la direction des entreprises soit retirée aux administrateurs nommés par en haut et confiée aux syndicats (seule organisation représentant les travailleurs sur les lieux de production, depuis qu'elle a absorbé les comités d'usine), comme un pas vers la gestion ouvrière, exprime aussi la résistance de la base des travailleurs à la bureaucratisation, même si l'accusation qui lui est faite, de représenter en fait la « bureaucratie syndicale » face à celle du parti et de l'administration, peut s'appuyer sur certains éléments (38).

Ces avertissements n'ont pas été entendus. Lénine n'a pressenti la catastrophe qu'à l'orée de sa propre agonie. Lorsque Trotsky a pris la tête de la lutte (ce qui restera l'un de ses mérites historiques indélébiles), il était déjà tard, et le chef de l'Armée Rouge n'a pas pu tirer toutes les conclusions de la dégénérescence. A nous aujourd'hui de prendre en considération les avertissements de Rosa Luxemburg et des décistes, et de les intégrer dans notre patrimoine marxiste-révolutionnaire. C'est une nécessité pour rebâtir un projet émancipateur crédible, avec ce qu'il implique en premier lieu : un parti capable de développer une politique et un programme cohérents et mobilisateurs, non seulement pour abattre révolutionnairement le pouvoir de la bourgeoisie, mais aussi pour construire le socialisme.

Notes

(1) Voir notamment son livre (pour l'instant seulement en espagnol) Après le stalinisme - Les Etats bureaucratiques et la révolution socialiste (Antidoto, Buenos Aires, 1995), ainsi que ses deux articles de Débats après le stalinisme (L'exploitation dans les Etats bureaucratiques et Le socialisme et l'Etat) publiés en français dans Coordination Supplément International n° 14/15 d'avril 1997.

(2) La lutte de classes sous la Première République, première édition en 1946. Voir tome 2 de la deuxième édition (Gallimard, 1968), postface, pages 439 et suivantes.

(3) « La Révolution Russe », dans Réforme Sociale ou Révolution ? (Spartacus, 1997), page 153.

(4) Il est bien connu que Trotsky a mené d'incessantes polémiques contre ceux qui, dans les années 30, mettaient en cause le caractère « ouvrier » de l'Etat soviétique et donc la suprématie de son régime social sur le capitalisme. Dans son imposante bibliographie, publiée en 1988 chez Fayard, Pierre Broué mentionne l'hypothèse que Trotsky, à la fin de sa vie, aurait pu être en train de modifier cette caractérisation (voir pages 940 et suivantes). L'interrogation persistera à jamais, mais citons néanmoins ces lignes (surprenantes) qui sont les toutes dernières de son ultime ouvrage, Staline, dont la rédaction a précisément été stoppée par le bras de l'assassin stalinien : « " L'Etat, c'est moi " est presque une formule libérale en comparaison avec les réalités du régime totalitaire de Staline. Louis XIV ne s'identifiait qu'avec l'Etat. Les papes de Rome s'identifient à la fois avec l'Etat et avec l'Eglise, mais seulement durant les époques de pouvoir temporel. L'Etat totalitaire va bien au-delà du césaro-papisme, car il embrasse l'économie entière du pays. A la différence du Roi Soleil, Staline peut dire à bon droit : " La Société, c'est moi " » (Bernard Grasset, 1948, page 584 - souligné par nous).

(5) Pierre Broué, Le parti bolchévique (Editions de Minuit, 1977, pages 20 et 18).

(6) La révolution permanente, Gallimard,

1972, page 44.

(7) Œuvres, Paris/Moscou, tome 31, page 31.

(8) « La tragédie russe », in Guy Sabatier, Traité de Brest-Litovsk 1918 - Coup d'arrêt à la révolution (Spartacus, 1977).

(9) Militarisme, guerre, révolution (Claudie

Weil, 1970, page 191).

(10) In Cahiers Léon Trotsky n° 54, décembre 1994, page 11.

(11) Cité par Broué, Trotsky, page 114.

(12) Œuvres, tome 26, pages 311-312.

(13) « Lettre à Valentinov », connue comme Les dangers professionnels du pouvoir, bro-

chure de Lutte Ouvrière, 1996, page 6.

(14) Cité par Pierre Broué, Trotsky, page 282.

(15) « Terrorisme et communisme », Prométhée, 1980, page 142.

(16) Article « La crise du parti », Œuvres, tome 32, pages 46 et 41.

- (17) Dix ans au pays du mensonge déconcertant, Editions Champ libre, 1977, page 264.
- (18) Terrorisme et communisme, page 194.
- (19) L'an I de la révolution russe, Maspéro, 1971, tome 2, page 10.
- (20) La révolution permanente, page 271.
- (21) Les Socialistes-Révolutionnaires de gauche dans la Révolution Russe - Une lutte méconnue, Spartacus, 1983 (fac-similé d'une brochure SR de gauche de 1918), pages 15 et 42.
- (22) L'an I de la révolution russe, tome 3, pages 80-81. Il s'agit de la postface, écrite en 1947, à ce livre de 1928.
- (23) Idem, page 31.
- (24) La Révolution Russe, op. cit., page 179.
- (25) A. Goussev, La crise de la révolution russe (1923), op. cit., page 8.
- (26) In Œuvres, tome 26.
- (27) La révolution bolchévique, Editions de Minuit, 1969, tome 1, page 222.
- (28) Idem, pages 233-234.
- (29) La tragédie de Cronstadt 1921, Editions du Seuil, 1975.
- (30) Lénine, « La crise du parti », Œuvres, tome 32, page 47.
- (31) L'an I de la révolution russe, tome 2, page 35.
- (32) Mark Etkind, Beyond Kronstadt - The Bolsheviks in power, 1997.
- (33) Cité par E. H. Carr, La révolution bolchévique, tome 2, page 77.
- (34) In Beyond Kronstadt - The Bolsheviks in power.
- (35) « Sur l'infantilisme " de gauche " et les idées petites-bourgeoises », Œuvres, tome 27, pages 354-355.
- (36) Cité par Carr, La révolution bolchévique, tome 2, pages 105-106.
- (37) Idem, page 191.
- (38) Voir Alexandra Kollontaï, L'Opposition ouvrière, Seuil, 1974. Les décistes, quant à eux, se sont abstenus en tant que courant dans le débat syndical de 1921, qu'ils considéraient comme un faux débat occultant le problème central de la restauration de la démocratie soviétique.*

Nous poursuivons (cf. Carré-Rouge n°5), la publication des « bonnes feuilles » les plus significatives politiquement, de l'ouvrage de Daniel Guérin, Fascisme et grand capital.

Après avoir passé en revue les « bailleurs de fonds » des partis fasciste et national-socialiste, puis les « troupes » qui se tournaient vers eux et qu'ils ont réussi à convaincre, Daniel Guérin s'intéresse à la mystique, à la démagogie, et à la doctrine fascistes...

Et il analyse la tactique d'accession au pouvoir puis la liquidation du national-socialisme au profit de la dictature d'État.

Le Fascisme, le National-Socialisme des années 20 à 45 : quelle doctrine, quelle stratégie, quelle tactique, dans les mots, dans les paroles,

LA MYSTIQUE

« Le fascisme offre avant tout à ses troupes une mystique volontairement vague. [...] Il préfère susciter la foi plutôt que de s'adresser à l'intelligence. [...] Au-delà d'un certain degré de misère, l'homme ne raisonne plus, mais attend un miracle.

[S'inspirant de] Psychologie des Foules de Gustave Le Bon, Mussolini déclare " c'est en recherchant ce qui peut les impressionner et les séduire [les foules] qu'on les conduit ".

De même Hitler dans Mein Kampf " gagner la masse [...] réside bien moins dans la proclamation d'une idée scientifique qui s'emparerait d'une foule que dans un fanatisme animateur, et dans une véritable hystérie ".

Le fascisme tente de se définir avant tout comme une religion.[...] La crise du capitalisme plonge les masses dans une consternation, un désarroi, analogues à ceux que devaient éprouver leurs lointains ancêtres devant les forces déchaînées et incom-

préhensibles de la nature. Et comme la religion traditionnelle est usée jusqu'à la corde, et trop compromise par ses attaches avec les possédants, on fabrique à l'homme un ersatz de religion [...] : c'est toujours le vieil opium : " Je crois en notre Saint-Père le fascisme " (Credo du Balilla) [en Italie].

Le fascisme exhume le culte de l'homme providentiel. [...] D'habiles charlatans s'emploient à faire naître dans l'âme populaire le besoin obscur d'un Messie. " Nous espérons un sauveur qui nous tirera de notre misère, mais nul ne sait d'où il viendra " (le grand patron Thyssen, en 1922, cité par G. Raphaël, in Krupp). Goering déclare Hitler " infailible ". Rudolf Hess s'écrie " Chacun sait que le Führer a toujours eu raison et qu'il aura toujours raison ".

Farinacci et quelques autres en Italie " tissent un mythe " autour de Mussolini " promu au rang d'un demi-dieu " (selon Sforza). La revue Milizia fascista donne cette consigne : " N'oublie pas que le Dieu d'Italie, c'est le Duce ". (Temps, décembre 1933).

A ce culte, le fascisme superpose celui de la patrie. [...] Le chef apparaît comme l'incarnation de la nation : servir la patrie, c'est servir le chef aimé.

En Italie " Notre mythe est la nation " (Mussolini, octobre 1922), " Seigneur, sauve l'Italie dans la personne du Duce " (la prière du milicien).

En Allemagne, lorsque Hitler prononce le mot Deutschland, il entre en transes. " Adolf Hitler c'est l'Allemagne, et l'Allemagne c'est Adolf Hitler " (serment National-Socialiste, Temps, mai 1935).

Mystique de la jeunesse : " les jeunes Allemands seront un jour les architectes d'un nouvel État raciste "

(Mein Kampf). " En Allemagne c'est la jeunesse qui gouverne " (Temps, septembre 1935),

La propagande fasciste repose sur des principes [simples]. " La propagande n'a qu'un but : la conquête des masses. Et tous les moyens qui servent ce but sont bons " (Goebbels, in Kampf um Berlin). " Sans ces trois moyens de propagande, l'automobile, l'avion et le haut-parleur, nous n'aurions pu finalement écraser nos adversaires " (Hitler, discours de Cobourg, octobre 1935).

[...] Utilisation intensive de symboles (salut à la romaine), visuels (faiseux, croix gammée), vocaux (Eia Eia Elala, ou Heil Hitler), [...] répétition intensive des slogans (" se limiter à des points forts peu nombreux, les faire valoir à coups de formules stéréotypées ", Mein Kampf), [...] puissance magique de la parole, [...] prédilection pour les grands meetings, [...] fascination magnétique des foules, mise en scène à grand spectacle (Hitler peut, personnellement, depuis son pupitre d'orateur, modifier les projecteurs et faire mettre les appareils de cinéma en marche. (Temps, mars 1936) [...] " marcher ensemble ", " uniforme-fétiche ", etc...

MAIS QU'A PROPOSÉ LE MOUVEMENT OUVRIER COMME ANTIDOTE À LA MYSTIQUE FASCISTE ?

¶ Le socialisme fait davantage appel à l'intelligence qu'aux sens et à l'imagination. [...] Il cherche à convaincre, non à surprendre, à troubler, à hypnotiser.

¶ Le socialisme qui poursuit l'amélioration de la condition matérielle des travailleurs, ne peut prêcher le mépris des biens de ce monde.

¶ Mais le socialisme est un mouvement vieux qui a perdu sa flamme primitive, qui en promettant à échéance lointaine le " bonheur sur terre ", [...] ne dissimulait pas que dans le présent [...] cela exigerait souffrances et sacrifices. En dégénéralant vers la collaboration des classes, le socialisme s'est laissé aller à croire que des avantages immédiats pouvaient être obtenus sans lutte. Il faudrait montrer qu'en s'enlisant peu à peu dans le marécage de la paix sociale et du parlementarisme, la bureaucratie syndicale et coopérative grassement rétribuée, devenait de plus en plus conservatrice.[...]

Rappelons-nous les années héroïques " de foi, d'aspiration violente, d'enthousiasme de millions d'hommes, de milliers de cœurs ardents et dévoués jusqu'au renoncement se sacrifiant pour un parti qu'un tempérament de feu comme Bebel avait fait grand " (Gregor Strasser, devenu nazi, articles et discours), et regarder [maintenant] la social-démocratie dégénérée se transformer en vulgaire parti de réformes. [...] Regardons cette bureaucratie ouvrière, conservatrice et routinière, installée dans l'ordre existant, ces " bonzes " repus et satisfaits régnant, avec les gros sous des travailleurs, dans de somptueux buildings intitulés " maisons du peuple ", conquérant un mandat législatif, s'incrutant dans un bureau syndical : ils ne croient plus, ils jouissent. "

¶ Sur le plan doctrinal, le socialisme a défiguré une de ses conceptions essentielles : le matérialisme historique.

Matérialistes, les premiers socialistes l'étaient en ce sens que selon eux le " mode de production de la vie matérielle conditionne en général le processus de la vie sociale, politique et

intellectuelle. Pour les Idéalistes au contraire, le ressort profond de l'histoire est une Idée préalable de la justice et du droit que l'humanité porte en elle-même et qu'elle réalise peu à peu à travers les siècles " (Jaurès, Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire, 1896).

Mais les marxistes décadents croient très " marxiste " et très " matérialiste " de dédaigner les facteurs humains. Faute d'étudier avec le même soin la manière dont ces causes se réfléchissent dans la conscience des hommes, la réalité vivante leur échappe.

Pourquoi ces petits-bourgeois, ces jeunes intellectuels, ces jeunes chômeurs ne sont-ils pas venus à eux, à eux qui détiennent la vérité marxiste, à eux qui dénoncent avec tant de clarté les tares du régime capitaliste ?

En attendant d'être parvenus au socialisme, les socialistes se trouvent devant un fait concret dont ils devraient tenir compte : la survivance du sentiment religieux. Ce spiritualisme, ils pourraient le capitaliser à leur profit, en lui substituant un " idéalisme " prenant appui sur le réel, guidé par une conception scientifique de l'histoire et par le propos hautement " spirituel " de désaliéner l'homme.

Mais leur enlèvement dans les eaux stagnantes de la collaboration de classes, à quoi s'ajoute leur dédain " matérialiste " du facteur humain, les rend incapables de cette démythification. [...] Le socialisme ne pourrait retrouver sa force d'attraction qu'en redevenant révolutionnaire, en enseignant à ses militants que la conquête du " paradis sur terre ", son but suprême, exige de leur part de grandes luttes et de lourds sacrifices.

»

LA DÉMAGOGIE FASCISTE

« Le souci de leurs intérêts matériels continue d'aiguillonner même les plus fanatisés. Le fascisme doit afficher un anticapitalisme démagogique.

D'une part il flatte les classes moyennes en se faisant l'interprète de leurs aspirations rétrogrades ; d'autre part il jette en pâture aux masses ouvrières un anticapitalisme utopique et inoffensif et les détourne ainsi du véritable socialisme.

En Italie le fascisme s'emploie tout d'abord à transmuter l'anticapitalisme en nationalisme [...] [contre] la " ploutocratie internationale ". [...] Dès avant 1914, syndicalistes et nationalistes se rejoignent pour proclamer l'Italie « grande nation prolétaire ». " Il n'y a pas seulement un problème intérieur, mais aussi un problème international de la distribution de richesses " (ministre Rocco).[...]

L'Allemagne " travailleuse est la victime des cupides puissances occidentales " (Drexler, fondateur du parti National-Socialiste). " L'économie allemande entre les mains du capitalisme financier international, c'est la fin de toute possibilité de libération sociale " (Gegor Strasser). [...] " Quel est le but du socialisme allemand ? : qu'il n'y ait plus un seul prolétaire. Quel est le but du nationalisme allemand ? : que l'Allemagne ne soit plus le prolétaire de l'univers " (Goebbels).

[...] Le juif sera pour le fascisme le second bouc émissaire. [...] L'antisémitisme existe à l'état latent chez les classes moyennes et la petite bourgeoisie durant tout le XIX^e siècle, rendant responsables de ses maux l'usurier, le banquier et le petit commerçant juifs. A la tête des banques, il y a assez de juifs pour que l'identifi-

cation entre la haute finance et le judaïsme soit facilement acceptée. A la tête de la finance anglo-saxonne, il y a assez d'israélites pour que l'Allemagne, sa débitrice, apparaisse comme l'esclave de la " juiverie mondiale ".

[...] Les partis marxistes ont à leur tête assez de leaders juifs remuants et brillants pour que l'on invente une prétendue collusion du capitalisme et du marxisme, [...] selon la légende forgée au XIX^e siècle des apocryphes " Protocoles des Sages de Sion ". Enfin et surtout il y a assez de juifs [...] des professions libérales, médecins, avocats, petits boutiquiers, journalistes, écrivains, artistes, [...] pour que l'on déchaîne contre eux la fureur populaire, protégeant ainsi les magnats " aryens " et même les grands financiers juifs. (Hérisson, Revue économique internationale -mars 1934) " Le socialisme ne peut être accompli que contre les juifs, et c'est parce que nous voulons le socialisme que nous sommes antisémites " (Goebbels in Der Nazi-Sozi, 1931).

[...] Il est impossible au fascisme d'éviter de s'en prendre à la bourgeoisie nationale. [...] En s'affirmant antibourgeois, il veut au contraire rajeunir l'ordre social existant par un apport de sang plébéien. " La loi dynamique de l'histoire sociale consiste moins dans une lutte irréductible entre les classes, [...] que dans une lutte menée par des catégories professionnelles qui acquièrent des fonctions de direction contre celles [...] qui [en perdent] la capacité. " (Congrès des syndicats fascistes 1924). " Il faut veiller à ce que les classes cultivées soient continuellement renouvelées par un apport de sang frais provenant des classes inférieures " (Hitler in Mein Kampf)

[...] Le Fascisme concentre ses attaques contre le " capital de prêt ", [la banque privée].

Le programme National-Socialiste de 1920 exige l'étatisation de la Reichsbank, le contrôle des banques privées et la fermeture des bourses. Il faut supprimer l'intérêt sans supprimer le capitalisme. " L'abolition de l'intérêt est la solution de la question sociale "[...]

" le fléau du genre humain : [...] c'est la soif insatiable d'intérêts du gros capital de prêt " (G. Feder in Combat contre la haute finance).

Feder préconise l'amortissement rapide de la dette publique [...] et de toutes les obligations et hypothèques sans indiquer comment cela serait praticable. Mais il réintroduit l'intérêt en prévoyant que des " coopératives de crédit " corporatives pourront sous le contrôle de l'État sentir des prêts à taux réglementés sur marchandises ou sur la " force de travail ".

[...] Le fascisme [...] et les classes moyennes ne se soucient pas de détruire le moteur essentiel du capitalisme : l'exploitation de la force de travail, [...] de la plus-value. " Cent mille artisans cordonniers indépendants valent mieux pour l'économie [...] et la politique de l'État, que cinq fabriques géantes de chaussures "(G.Feder).

[...] Le national-socialisme [propose] [...] la prohibition douanière, [...] le retour à l'autarcie, [...] à un " État commercial fermé " (Fichte), d'où la maudite concurrence est bannie, sans risque de surproduction ou de disette, la suppression de la concurrence internationale,[...], de se soustraire au système capitaliste libéral, abolir la loi de l'offre et de la demande, la fixation des prix et l'équilibrage des quantités produites par l'État

[...]Confier à l'État le monopole du commerce extérieur, créer une nouvelle monnaie intérieure "détachée de l'or, condition même d'une économie saine dans laquelle le Travail aura de nouveau la primauté sur l'argent " (G.Strasser, Quatorze thèses de la révolution allemande).

[...] Le Fascisme promet le corporatisme aux ouvriers en les [assurant] de pouvoir vivre en petits-bourgeois, avec le droit au travail, un " juste " salaire, des vieux jours assurés, et d'être traités par les patrons en " collaborateurs " de la production ; aux artisans, petits commerçants indépendants, en leur annonçant la création d'un régime qui, en les organisant au sein de corporations " autonomes " ne serait plus celui de la concurrence des grands monopoles capitalistes et du droit du plus fort ; [au peuple] en prônant le remplacement de l'État parlementaire parasitaire par un État corporatif où les intérêts des producteurs de chaque corporation se concilieraient sous le signe de l'intérêt général.

[...] Lorsque Turgot (1776) puis la Révolution (1791) abolirent les corporations en France, elles étaient déjà mortes d'elles-mêmes : les manufactures royales avaient déjà été créées en dehors des servitudes du régime corporatif. De même pour les écrivains catholiques du XIX^e siècle, les corporations devaient devenir " les bases de l'électorat et du suffrage ". Léon XIII constate " la division du corps social en deux classes " et prétend y remédier " par les corporations ". (Encyclique Rerum Novarum, 1894).

Proudhon et les réformateurs sociaux rêvaient, eux, " d'organiser le travail, de reconstituer les groupes naturels du travail, les corporations ouvrières " (Proudhon, De la capaci-

té politique des classes ouvrières, 1864).

Enfin les syndicalistes " réformistes " espèrent " déprolétariser " les ouvriers en développant parallèlement syndicats patronaux et syndicats ouvriers. Ils se flattent de partager à parts égales avec le patronat, la gestion économique au sein de chaque profession d'abord, dans le cadre de la nation ensuite, par l'institution d'un parlement économique. Ils croient l'heure venue de la " démocratie économique ", de la " collaboration des classes ". C'est encore sur cette utopie que vit de nos jours [1934] le réformisme international.

De Man en Belgique, réclame " une organisation mixte de la production placée sous le signe du corporatisme " allant " de la reconnaissance syndicale à la généralisation des contrats collectifs ". En France, la pièce maîtresse du plan de la CGT est le Conseil National Economique " composé de représentants désignés par les organisations patronales et ouvrières représentatives ". [...] Toutefois pour les réformistes [...] l'État politique reste souverain.

QUE PENSENT LES BAILLEURS DE FONDS DU FASCISME, DE SA DÉMAGOGIE CORPORATISTE ?

[...] Tant que le fascisme n'a pas conquis le pouvoir [ils y voient l'intérêt] de détourner un certain nombre d'ouvriers de la lutte de classes, du syndicalisme libre, du parlementarisme démocratique.

Mais s'ils laissent dire, [ils] sont [...] hostiles à tout corporatisme, à toute collaboration de classes, à tout rapport " sur un pied d'égalité " avec leurs exploités. Ils n'oublient pas les [prétentions ouvrières à la gestion]

par les occupations des usines en Italie, ni les quelques jours de pouvoir des conseils d'ouvriers et de soldats en Allemagne.

A Otto Strasser qui s'étonne en 1930 : " Alors, charbonnier maître chez lui ?" [...] Hitler répond avec colère : " Ce système est foncièrement juste ; il ne peut y en avoir d'autre : Copropriété et co-décision des ouvriers, c'est du marxisme [...]".

Le Fascisme ne peut avoir comme le Socialisme une doctrine définie et cohérente :

" Il y a une démagogie fasciste qui varie selon les pays et pour chaque pays selon les classes sociales et les circonstances. Il importe fort peu au fascisme d'accumuler les contradictions ". (Pierre Gérôme, Qu'est-ce que le fascisme, 1935).

Le Fascisme se présente comme le protecteur naturel des syndicats ouvriers : " nous considérons comme une nécessité absolue l'organisation des travailleurs en syndicats au sein du système capitalisme dominant " (Gregor Strasser). Il s'affirme partisan de la grève économique : " on ne doit pas condamner a priori le système de la grève [...] pour imposer un juste droit " (Rossoni, 1925 cité par Hauteœur, in Le fascisme)

Mais la grève fasciste ne doit jamais être politisée : " Il faut établir nettement la différence entre la grève fasciste, exceptionnelle et à buts définis, et la grève socialiste qui est un acte de gymnastique révolutionnaire " (Grand Conseil Fasciste, avril 1925)

Les " cellules d'entreprises " national-socialistes allemandes, affirment " en tant que parti ouvrier, le national socialisme reconnaît sans restriction le droit de grève " (Gien, Notre combat contre les bonzes syndicaux, 1933).

En Italie, en 1924 [Mussolini étant au

pouvoir], les syndicats fascistes rivalisant avec les syndicats libres, soutiennent la grève des mineurs de Val d'Arno, celle des 30.000 marbriers de Carrare, lancent en 1925 l'ordre de grève générale aux ouvriers de l'usine Togni à Brescia.

En Allemagne, en 1930 [Hitler n'étant pas au pouvoir], le parti National-Socialiste appuie la grève des 100 000 métallurgistes berlinois. En novembre 1932 [un mois avant sa venue au pouvoir], il déclenche, de pair avec les communistes, la grève des transports de Berlin.

Le Fascisme fait miroiter une transformation profonde du droit de propriété.

Ugo Spirito souhaite qu'un jour les corporations deviennent propriétaires de tous les moyens de production. Alors la notion de propriété, au sens capitaliste sera " dépassée " (Congrès d'Études Corporatives, juin 1932) " Les marxistes ont raison de revendiquer la propriété des moyens de production, mais ce n'est pas une seule classe, fût-ce la classe ouvrière, qui doit en être propriétaire. C'est la nation tout entière " (Gregor Strasser). [Les deux frères Strasser représentaient l'aile plébéienne du parti National-Socialiste, la tendance qui, dans le nom de ce parti, appuyait d'abord sur la terme " Socialiste " plutôt que sur celui de " Nationaliste "].

Enfin le Fascisme reprend le mot d'ordre de partage des terres. " Nous voulons donner directement la terre aux paysans " (programme des NDLR, 1919)

Au lendemain de la prise du pouvoir National-Socialiste, Erich Koch, gouverneur de Prusse orientale, appelle encore au morcellement des grands domaines : " la révolution agraire fera table rase du capitalisme agraire et de conditions de propriété périmées et insupportables " (Tägliche Rund-

schau citée par Le Temps, juin 1933).»

LA TACTIQUE FASCISTE

[LA PRÉPARATION

AU POUVOIR]

« Voyons maintenant le fascisme [...] en action.

[...] A l'origine les bandes fascistes ont le caractère de milices antiouvrières, auxquelles les grands capitalistes et les hobereaux confient le soin de réduire la capacité de résistance du prolétariat organisé. Si le mode d'emploi de ces bandes varie quelque peu d'un pays à l'autre, leur tactique est au fond la même : militaire et offensive ; le fascisme oppose des " minorités audacieuses " et armées à des foules ouvrières amorphes et généralement sans armes.

En Italie, on assiste après 1918 à une véritable floraison de ligues antiouvrières (Faisceaux de Combat de Mussolini, Ligue antibolchevique, Faisceaux d'Éducation sociale, etc.) dont 20 000 " arditi " (nom des membres des corps francs durant la guerre), deviennent les troupes de choc. Ils s'attaquent par groupes armés de 20 ou 30, à de paisibles cortèges, aux meetings, bureaux ou sièges de journaux ouvriers. [...]

Au cours de l'année 1920, un colonel est chargé par le ministère de la Guerre de créer des noyaux d'officiers, d'établir des liaisons et un " plan précis d'offensive antisocialiste " (Rossi, La naissance du fascisme, Italie 1918-1922). Ce colonel suggère l'adjonction " pour en soutenir et mieux régler l'action, une milice d'idéalistes, formée par les plus experts, les plus courageux, les plus forts et les plus agressifs d'entre nous. Il faut que cette milice soit ca-

pable d'une action de résistance et en même temps d'une action politique. [...] Des actions partielles, destinées à mater l'insolence des centres les plus subversifs seront une excellente école pour nos milices et serviront en même temps à démoraliser et à briser l'ennemi ».

[...] L'afflux de subsides des magnats de l'industrie et des grands agrariens après l'échec de l'occupation des usines en 1920, donne les moyens matériels (armes, mercenaires) de développer sur une vaste échelle les "escouades d'action révolutionnaire". [...]

Le général Badoglio, chef d'état-major, annonce confidentiellement en octobre 1920 que 60 000 officiers démobilisés auront "l'obligation" d'adhérer et d'encadrer les "faisceaux de combat" et percevront 4/5 de leur solde.

Les "chemises noires" de Trente brisent une grève avec le concours d'une compagnie d'infanterie. En 1921 les escouades sont fondues en une organisation militaire et dotées d'un uniforme. En 1922, elles s'emparent de force de l'hôtel de ville des municipalités socialistes de Milan et Livourne, occupent le port de Gênes, place forte des coopératives ouvrières des dockers.

En Allemagne, les "corps francs" contribuent à l'écrasement de la Commune de Berlin (janvier 1919), de celle de Munich (avril 1919), terrorisent les ouvriers de la Ruhr (printemps 1920).

Le parti National-Socialiste finit par absorber toutes les autres "ligues de combat". Hitler en 1920 crée une troupe de choc offensive.

Le préfet de police de Munich, auquel on signale l'existence "d'organisations d'assassinat politique", répond "Oui, oui, mais trop peu !" (cité par K. Heiden, Histoire du national-

socialisme, 1933).

En novembre 1921 à Munich, une cinquantaine de ces nazis expulse sept cents travailleurs d'une réunion à la Hofbrauhaus. Depuis lors, ce service d'ordre reçut le titre de S.A. (Sturm-Abteilung) ou Sections d'Assaut. En 1923 Hitler se constituera une garde personnelle dénommée S.S. (Schutz-Staffel) ou Colonnes de Protection.

Après une éclipse de quelques années, le national-socialisme reconstitue les S.A. et les S.S. en 1926-1927. A partir de 1930 la lutte se transporte dans la rue.

Le général von Schleicher, chef de l'armée, autorise Roehm, chef des S.A., à entraîner ses troupes sur les terrains militaires. »

LA RÉPONSE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES EST LÉGALISTE ET DÉFAITISTE.

« Gardons-nous de répondre aux violences fascistes, nous dressons l'opinion publique contre nous, larmoient les chefs réformistes. Pourtant si, dès leurs premiers exploits, les bandes fascistes s'étaient heurtées à une résistance prolétarienne organisée, elles y auraient regardé à deux fois avant d'entreprendre des "expéditions punitives". Elles auraient moins facilement recruté. Et les succès remportés par les travailleurs leur auraient rendu ce dynamisme qui précisément leur a manqué.[...]

En Italie : le journal syndical Battaglia Sindacale déclare : "Le fascisme ne peut en aucun cas être vaincu sur le terrain d'une lutte armée, mais seulement sur celui d'une lutte légale". "Restez dans vos maisons, ne répondez pas aux provocations. Même

le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques" (Matteotti, discours à la Chambre, mars 1921).

Les socialistes font confiance à l'État bourgeois pour les défendre contre les bandes fascistes. Au printemps 1921, ils prennent au sérieux la tentative du Président du Conseil Bonomi de "réconcilier" socialistes et fascistes. Ce "pacte de pacification" signé le 3 août sera dénoncé peu après par les fascistes. Fin décembre, le gouvernement prescrit la dissolution des formations paramilitaires, mais l'exécution en est confiée aux autorités locales, qui s'empressent de saisir les seules armes des syndicats socialistes.

Des militants syndicalistes révolutionnaires, socialistes de gauche, communistes, suppléant à la carence des chefs syndicaux, créent une milice antifasciste (Arditi del Popolo), mais elle n'est pas reconnue officiellement par le parti socialiste ni par la C.G.T.

Les communistes ordonnent à leurs adhérents de quitter cette milice, et créent des "escouades communistes" qui, sauf à Milan, jouent un rôle plutôt effacé. (Rossi, op.cit.)

"Pourtant les 'Arditi del Popolo' auraient pu devenir le point de rassemblement de toutes les forces prolétariennes prêtes à riposter au fascisme par les armes" (Ignazio Silone, Der Faschismus, 1934).

Les ouvriers, après une attaque, se contentent de proclamer des grèves générales de protestation. Les rares fois où ils opposent une résistance organisée, il prennent temporairement le dessus (à Palerme en 1922, les "Arditi del Popolo" font échouer une attaque de plusieurs milliers de fascistes (Rossi, op.cit.).

[...]

En Allemagne, Hitler avouera rétrospectivement : "Un seul danger pou-

vait briser notre développement : si l'adversaire, dès le premier jour, avec la plus extrême brutalité, avait brisé le noyau de notre mouvement " (discours de Nuremberg, septembre 1933).

[...]

Les socialistes allemands ne conçoivent qu'une seule tactique : faire confiance à l'État bourgeois, à la police prussienne (qu'ils croient contrôlée par le cabinet socialiste de Prusse), à la Reichswehr, au Président Hindenburg, pour qu'ils dissolvent les S.A.. A peine le gouvernement Brüning leur donne-t-il satisfaction (avril 1932) qu'il doit démissionner, et que le nouveau chancelier von Papen les autorise à nouveau et destitue le gouvernement de Prusse.

Les socialistes contrôlent pourtant depuis 1924 une milice antifasciste aux effectifs importants qui défile en uniforme, la " Reichsbanner ". Mais ils se refusent à l'engager dans l'action, et se retirent à chaque occasion d'engagement. (le 22 janvier 1933, les nazis défilent devant le siège du parti communiste, mais les sections des " Reichsbanner " sont appelées à une marche d'entraînement hors de Berlin (Rustico, « La tragédie du prolétariat allemand », in Masses, juin 1933).

Les communistes allemands contrôlent aussi une milice antifasciste, la " Ligue des Combattants du Front Rouge ". De 1929 à 1931 leur mot d'ordre a été " Frappez les fascistes partout où vous les trouvez ". Et il a été appliqué avec courage. Mais à partir de 1931, le parti abandonne brusquement la lutte physique contre les fascistes, au profit d'une lutte idéologique : " Depuis longtemps les communistes avaient donné l'ordre à leurs militants de renoncer à toute terreur ". Torgler se vante de s'être prêté à la discussion avec les natio-

naux-socialistes et les S.A. dans des réunions publiques (l'Humanité, novembre 1933).

Désarmés et démoralisés, nombre d'ouvriers combattants du Front-Rouge passent en grand nombre, par besoin d'action, dans les S.A.. D'autres se proposent de les " noyauter ". »

LA TACTIQUE FASCISTE

[DE L'ACCESSION

AU POUVOIR]

« [...] Pour bien comprendre la tactique fasciste au cours de la deuxième phase de la prise du pouvoir, il est essentiel de se rappeler que le fascisme est au service de l'État bourgeois, qu'il a déjà l'assentiment de la fraction la plus puissante de la bourgeoisie capitaliste (alors qu'au contraire le socialisme révolutionnaire, son adversaire de classe, ne pourrait y parvenir qu'en brisant la résistance de cet État).

Le fascisme sait donc que pour lui la conquête du pouvoir n'est pas une question de force. Il lui faut d'abord conquérir une fraction suffisamment importante de l'opinion publique, [...] gagner à lui ces foules, donner l'impression qu'il est porté au pouvoir par un vaste mouvement populaire. [...] Sa tactique est essentiellement légaliste. Il veut arriver au pouvoir par le jeu normal de la Constitution, du suffrage universel. Mais il doit donner l'illusion à ses troupes que, tout comme le socialisme, il se lance à l'assaut de l'État. [...] Mais le jour où sa tactique légaliste lui a permis de rassembler autour de lui les larges masses indispensables, alors le plus légalement du monde il s'installe dans l'État.

En Italie, dès 1922, les dirigeants de l'industrie lourde et légère, comme

les grands propriétaires fonciers, sont d'accord pour porter le fascisme au pouvoir. Onze généraux adhèrent publiquement au Mouvement, deux préparent la Marche sur Rome. En avril 1922, le Conseil national fasciste s'engage à concentrer son activité au Parlement et dans les institutions administratives. Bianchi réclame des élections qui donneraient au fascisme une " représentation proportionnée à son importance politique dans le pays ". En octobre 1922, Mussolini est prêt " à participer " à un gouvernement si on lui confie certains " leviers de commande " (Volpe, Histoire du Mouvement fasciste, 1935)

En mai 1922, dix mille " chemises noires " procèdent à une véritable occupation militaire de Bologne, plusieurs milliers se concentrent à Florence. Mussolini menace la Chambre d'un " insurrection fasciste ". Ce langage et le déploiement de forces de la Marche sur Rome ont amené certains à croire que Mussolini, contrairement à Hitler, conquiert le pouvoir par la violence. C'est une erreur. Il était seulement pressé par des difficultés financières, et avait un besoin urgent de " trouver des ressources régulières que seul le budget de l'État peut assurer " (Rossi, op.cit.) En octobre un " quadrumvir " est désigné pour conduire un prétendu coup d'État. 50 000 hommes sont passés en revue par Mussolini à Naples, mais il se garde bien de " briser les derniers vestiges de la légalité " (Rocca, Le fascisme et l'antifascisme en Italie, 1930). Une comédie se joue : le gouvernement Facta, pour sauver la face, proclame l'état de siège ; le Roi se refuse à signer le décret ; les autorités militaires laissent les " chemises noires " occuper les édifices publics, s'emparer des armes dans les casernes. Le 29, Mussolini est appelé par le Roi à Ro-

me et se voit confier, selon les usages parlementaires, le soin de former le gouvernement. C'est seulement quand tout est fini que commence la parade qu'on a appelé la " Marche sur Rome » " : 50 000 " chemises noires " sont amenées par train dans la capitale et y défilent.

[...] En Allemagne, les dirigeants de l'industrie lourde et les hobereaux ne lancent le national-socialisme à la conquête du pouvoir qu'à partir de 1930. En mai 1932 les généraux avertissent le Président Hindenburg de ne pas compter sur l'armée pour défendre le gouvernement Brüning en cas de putsch fasciste (Konrad Heiden, op.cit.). Hitler comme Mussolini est donc certain de conquérir le pouvoir sans se heurter aux forces répressives de l'État. Mais avant de se risquer à gouverner il veut avoir la majorité de l'opinion publique avec lui. Aussi se lance-t-il dans une campagne électorale ininterrompue de 1930 à 1933. Il explique à Leipzig à la fin de 1930 : " Encore deux ou trois élections générales et le mouvement National-Socialiste aura la majorité du Reichstag : il pourra alors préparer la révolution Nationale-Socialiste. [...] Une fois en possession des pouvoirs constitutionnels, nous coulerons l'État dans le moule que nous considérons comme le bon ". " Ainsi, vous n'entendez suivre que les voies légales ? " " Certainement " répond Hitler sans hésitation. Et il ordonne : " Tout National-Socialiste qui se permettra de les enfreindre [les ordonnances de Hindenburg suspendant en mars 1931 les garanties constitutionnelles] sera immédiatement exclu. "

Alors que les S.A. de Berlin reprochent à la direction politique du parti ses " tendances bourgeoises et libérales " et " de faire du parti National-Socialiste un parti comme les

autres ", le parti étale publiquement sa force, entretient et entraîne une véritable armée qu'il exhibe dans des parades géantes. Mais c'est une armée de façade. Ce n'est pas l'armée qui conquiert le pouvoir : l'État se rend sans combattre. Et le 30 janvier 1933 le Maréchal-Président Hindenburg invite très bourgeoisement M. Adolf Hitler à constituer le nouveau gouvernement du Reich. C'est seulement quand tout est fini que les " chemises brunes " défilent triomphalement dans Berlin. »

JUSQU'AU DERNIER MOMENT, LES CHEFS OUVRIERS SE REFUSENT À CROIRE EN LA POSSIBILITÉ MEME D'UNE VICTOIRE FASCISTE

« En Italie " Personne ne s'avisait que sous l'eau morte et pourrie de la mare politique, se préparait l'éruption du volcan " (Giurati, discours, cité par Massoul in La leçon de Mussolini, 1934). " Parce qu'aux élections le fascisme ne remporte qu'un nombre de suffrages assez limité [35 députés], les socialistes ne le considèrent pas comme dangereux et en annoncent même périodiquement le déclin et la décomposition " (Ignazio Silone, op.cit.). " A la veille de la Marche sur Rome les chefs du parti rient quand on parle d'un danger possible " (Pietro Nenni, Six ans de guerre civile en Italie, 1930).

Quant aux communistes, ils affirment qu'il y a identité entre toutes les formes de la domination bourgeoise, que celle-ci s'affuble de l'étiquette " démocratique " ou de l'étiquette fasciste.

En 1922, Bordiga, au Congrès du P.C.I., repousse l'hypothèse de la prise du pouvoir par le fascisme et croit inévitable un compromis entre

tous les partis bourgeois.

En Allemagne, les socialistes poussent des cris de triomphe parce qu'en août 1932 Hindenburg repousse les exigences de Hitler, parce qu'aux élections du 6 novembre 1932 les suffrages remportés par les nazis marquent un recul : " Voilà dix ans que nous avons prévu la faillite du national-socialisme ; noir sur blanc nous l'avons écrit dans notre journal " (Vorwärts, journal du parti socialiste allemand [9 jours avant l'accession définitive de Hitler au pouvoir, NDLR] le journal socialiste Leipziger Volkszeitung écrit " le fascisme est définitivement abattu ; il ne se relèvera plus ".

Les communistes ne sont pas plus perspicaces . " [Voici] le point culminant du mouvement National-Socialiste en Allemagne. Ce qui viendra après ne peut être qu'affaiblissement et déclin ". (Die Rote, septembre 1930).

En 1932, Thälmann, secrétaire général du Parti Communiste, s'élève contre une " surestimation opportuniste du fascisme hitlérien " (discours au Comité Central, février 1932). Il parle d'un " revirement des forces de classes en faveur de la révolution prolétarienne " (Rote Fahne, fin janvier 1932).

Après les élections du 6 novembre, Die Rote Fahne écrit : " Partout il y a des S.A. qui désertent les rangs de l'hitlérisme et se mettent sous le drapeau communiste. On commence à désavouer Hitler dans son propre mouvement ".»

QUELLE TACTIQUE LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ POUVAIT-IL OPPOSER AU FASCISME EN MARCHÉ VERS LE POUVOIR.

« N'oublions pas que le fascisme

conquiert le pouvoir légalement.

Des milices ouvrières indispensables contre les milices " antiouvrières " ne suffisent plus. Une simple " grève générale de protestation ", même déclenchée sur toute l'étendue du territoire ne peut davantage barrer la route au fascisme, à moins qu'elle ne soit le point de départ d'une offensive révolutionnaire.

A partir du moment où le fascisme marche vers le pouvoir, le mouvement ouvrier ne dispose plus que d'une seule ressource : gagner le fascisme de vitesse, s'emparer avant lui du pouvoir.

Mais le mouvement ouvrier est profondément affaibli et démoralisé. Non seulement à cause du chômage, ou par suite des défaites répétées dues au manque d'audace de ses organisations contre les bandes fascistes, mais parce que les organisations syndicales n'ont pas su conserver les avantages acquis par la classe ouvrière, s'opposer aux réductions de salaires (pour la C.G.T. italienne), combattre les décrets-lois (pour la D.G.B. allemande).

La tactique du moindre mal a démoralisé les travailleurs (plutôt Brüning que Hitler...). Les socialistes se posent en défenseurs de l'ordre établi.

En Italie, ils supplient les carabinieri et l'armée de ne pas céder le pouvoir à Mussolini ; en Allemagne les chefs syndicaux " se cramponnent aux instances de l'État, et espèrent toujours l'aide du président du Reich " (Seelbach, La fin des syndicats, 1934). Le 30 janvier 1933, jour où Hitler forme le gouvernement, Vorwärts écrit encore " la social-démocratie se maintient avec les deux pieds sur le terrain de la Constitution et de la légalité ". »

LE FASCISME

EST MAINTENANT

AU POUVOIR

« Mais le dernier mot n'est pas dit ; l'adversaire véritable, le prolétariat organisé, n'est pas encore vaincu. Les partis ouvriers, les syndicats subsistent.

On va voir maintenant le fascisme utiliser les rouages de l'État pour exterminer les organisations ouvrières, instaurer la dictature.

En Italie, Mussolini comprend que l'avènement brusqué d'une dictature pourrait provoquer de dangereuses réactions. En octobre 1922, il télégraphie à ses lieutenants : " en aucun cas, nous ne devons enfreindre les libertés personnelles ". Il réussit ainsi à apprivoiser les libéraux. Giolitti sourit aimablement, Amendola apprécie la venue d'un gouvernement durable, le Grand-Maître de la franc-maçonnerie se rallie. Mussolini fait voter une loi électorale d'alliance avec les libéraux qui lui donne 286 sièges contre 35 précédemment. [...] Mais il encourage en sous-main la lutte sanglante contre le prolétariat organisé. 166 assassinats de militants antifascistes sont enregistrés par les journaux dès la première année.

Matteotti est assassiné après avoir dénoncé les violences fascistes à la Chambre, en juin 1924 .

Les libéraux sont enfin désabusés : Mussolini décide donc de passer à la dictature ouverte.

Le 3 janvier 1925 il révèle cyniquement ses intentions, il promulgue des lois d'exception qui lui confèrent des pouvoirs dictatoriaux, pour dissoudre les partis ouvriers et démocratiques et les organisations syndicales et supprimer toutes les libertés.

En Allemagne Hitler [agit tout d'abord avec la même prudence]. Mieux vaut endormir l'adversaire en

faisant semblant de respecter la Constitution. Il obtient de Hindenburg la dissolution et de nouvelles élections fixées au 5 mars 1933.

Mais Goering prépare fébrilement le coup de force : l'expérience italienne l'a instruit : impossible de jouer longtemps sur les deux tableaux : légalité et illégalité. Il brûle les étapes. Il épure la police, il interdit journaux et réunions publiques adverses, couvre personnellement ceux qui feraient usage de leurs armes contre les " rouges ". [...] En un mois 51 antifascistes sont assassinés. Il faut terroriser les récalcitrants et le cas échéant, exclure purement et simplement les députés communistes de la nouvelle Chambre.

Prétendant avoir trouvé des documents prouvant l'imminence d'une révolution bolchevique, il perquisitionne le siège du Parti Communiste, et organise l'incendie du Reichstag, présente cet incendie comme le signal d'une insurrection communiste et fait signer à Hindenburg un décret proclamant l'état d'exception et abolissant toutes les libertés constitutionnelles.

Grâce à cette mise en scène, les nazis remportent 288 sièges sans pour autant disposer de la majorité absolue. Pour l'obtenir, ils mettent hors-la-loi le parti communiste et envoient des députés socialistes en camp de concentration. Le nouveau Parlement occupé par des miliciens armés vote par 441 voix contre 94 [il restait encore 94 opposants dans ces conditions !!!, NDLR] une loi de " pleins pouvoirs ". Deux mois après, les partis ouvriers et les syndicats sont dissous ou " mis au pas " ».

AU COURS DE CETTE PHASE, QUE FAIT LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ?

« [Les partis et syndicats ouvriers] ne déclenchent pas la grève générale insurrectionnelle; ils ne lancent pas l'ordre de prendre les armes : ils espèrent encore remporter une victoire électorale.

En Italie la C.G.T. envoie à Mussolini un rapport sur les atrocités commises par les fascistes et lui demande de sévir contre ses propres troupes (Buozzi et Nitti, *Fascisme et Syndicalisme*, 1930).

Après l'assassinat de Matteotti, les socialistes ne savent pas exploiter la situation : « A la minute unique où il aurait fallu l'appel à la rue et à l'insurrection, prévalait la tactique d'une lutte légale sur le terrain judiciaire et parlementaire » (Pietro Nenni op.cit.) Les socialistes demandent au Roi la démission du gouvernement, la dissolution des milices et de nouvelles élections. Mussolini invite le secrétaire général de la CGT à entrer dans le gouvernement : d'Aragona accepte, mais l'entourage de Mussolini s'y oppose.

En 1926 la C.G.T. doit se dissoudre : ses chefs publient un manifeste déclarant « le régime fasciste est une réalité qui doit être prise en considération ». Ils décident de collaborer avec l'État « ce qui implique l'abandon du principe de la lutte des classes » (Manifeste reproduit dans *La liberté syndicale: Italie*, 1927). Ils se proposent de « soutenir par ses conseils et ses critiques, l'action sociale du gouvernement ».

En Allemagne, après l'accession de Hitler au pouvoir, les socialistes appellent au calme : « Surtout ne vous laissez pas provoquer. Il faut garder la vie des ouvriers berlinois pour le jour de la lutte » (Kunstler, chef des socialistes de Berlin, le 7 février 1933).

Après l'incendie du Reichstag, la D.G.B. s'adresse ainsi à Hinden-

burg : « les syndicats se sont toujours prononcés contre le terrorisme sous toutes ses formes » (Seelbach op.cit.)

En mars 1933, les chefs des sections [de la milice ouvrière socialiste] des Reichsbanner réclament d'engager la lutte. On leur répond : « du calme, surtout pas de sang versé » (D.Guérin, *La peste brune*).

« Le parti communiste n'avait rien à attendre d'une insurrection armée et n'aspirait qu'à une chose : arriver sans encombre aux élections où il escomptait remporter un vif succès » (Torgler, *L'Humanité*, décembre 1933).

Et Dimitrov [chef du Komintern stalinien] s'écriera au procès de Leipzig : « A tous les politiciens nationaux-socialistes, à tous les policiers qui se présentaient dans cette salle pour déposer, j'ai demandé si, à l'époque de l'incendie du Reichstag, des préparatifs réels en vue d'une révolution pouvaient être observés. Ils m'ont tous répondu avec quelques variantes : Non ! » (Dimitrov, *L'Humanité*, 23 décembre 1933)

Lorsque Hitler prend le pouvoir le bureau confédéral de la D.G.B. déclare « attendre le gouvernement à ses actes » et publie en mars un manifeste : « Par suite de l'ordre naturel des choses, les organisations syndicales se sont de plus en plus intégrées dans l'État. Elles ne prétendent pas influencer directement la politique de l'État ». Leipart surenchérit le 7 avril : « les syndicats poursuivent le même grand but que le gouvernement qui est de fonder la liberté intérieure et extérieure de la nation sur la force productrice de tout le peuple » (Seelbach, op. cit.) .

Le 20 avril la confédération collabore à la présentation du Premier Mai comme « le symbole de l'incorporation de la classe ouvrière dans l'État

national-socialiste ».

GRANDEUR

ET DÉCADENCE

DES PLÉBÉIENS

« Les bailleurs de fonds du fascisme ont atteint leurs objectifs : exterminer le prolétariat organisé, instaurer un État autoritaire capable de relever leurs profits. Mais ils se trouvent maintenant aux prises avec les plébéiens fascistes, bien décidés à chasser sans ménagement l'ancien personnel politique de la bourgeoisie : ils exigent pour eux tous les postes, toutes les fonctions. Céder ou ne pas céder ?

Les dirigeants capitalistes obtiennent quelques garanties : les ministres fascistes sont encadrés par des personnages sûrs de l'ancienne classe politique. Mais le concours des plébéiens leur est encore indispensable pour porter le coup de grâce final au prolétariat organisé. Il se résigne donc à leur abandonner tout le pouvoir.

En Italie, les plébéiens pressent Mussolini de se débarrasser de ses collaborateurs non fascistes. Dès janvier 1923 Mussolini double le conseil des ministres d'un « Grand Conseil Fasciste », double l'armée d'une « milice volontaire de sécurité nationale », double les fonctionnaires par des contrôleurs fascistes. Après l'assassinat de Matteotti, il proclame l'avènement de l'État totalitaire : « Tout le pouvoir au fascisme ! » s'écrie-t-il (discours au Congrès du Parti, 1925).

Pannunzio forge l'expression d'« Etat-parti » (Manollesco, *Le siècle du Corporatisme*, 1934). Même les partis bourgeois n'ont plus le droit d'exister. « Après avoir dissous par la violence les organisations républi-

caines et catholiques, les chemises noires se mirent au travail contre les libéraux, les démocrates, les francs-maçons ” (Malaparte, op.cit.) : les libéraux Amendola et Gobetti, le Grand-Maître Maçon Torrigiani, anciens soutiens de Mussolini, subissent des violences physiques mortelles.

Une loi autorise à “ renvoyer tous les fonctionnaires civils ou militaires en incompatibilité avec les principes politiques du gouvernement ”. Il faut s’assurer le contrôle discrétionnaire sur l’armée.

En 1928, le conseil des ministres n’a plus qu’une fonction exécutive. Le Roi est réduit au rôle d’une machine à signer. La succession au trône est soumise à décision du Grand Conseil fasciste. Le parti fasciste devient “ le fondement de la puissance de l’État ” (Cutelli, congrès de 1932). Le secrétaire du parti a titre et fonction de ministre. : “ Ce fut une ruée fantastique vers l’aubaine, [...] vers l’emploi.[...] L’Administration fut mise aux enchères ”.(Silvio Trentin).

En Allemagne Goebbels déclare de même : “ Si aujourd’hui, dans un système corrompu, nous sommes obligés d’être un ‘parti’, à l’instant où le système s’écroulera, nous deviendrons nous-mêmes l’État ”. (Der Nazi-Sozi, 1931). Dès mars 1933, Hitler s’attaque au parti national-allemand (conservateur), liquidant sa milice (Casque d’Acier), le parti lui-même et destituant ses dirigeants ministres. Les officiers suspects de tiédeur sont mis à la retraite. En juillet, le parti catholique, comme les autres, est interdit.

Les plébéiens nazis occupent tout le pouvoir, toutes les prébendes. La parade annuelle de Nuremberg rassemble près d’un million des seuls “ chefs de bande ” (l’Humanité, 22 mai 1936). Plus tard un porte-parole

de la bourgeoisie “ respectable ” Hermann Rauschning, écrira tout un livre sur le thème “ Nous n’avons pas voulu cela ” (La Révolution du Nihilisme).[...]

Les plébéiens doivent tenir compte des aspirations des masses populaires. [Quel que soit le régime] et même sans droit de vote, le fascisme doit s’appuyer sur une “ base sociale ” la plus large possible. Le fascisme a beau proclamer qu’il a aboli la lutte de classes, les petits bourgeois et prolétaires qui ont revêtu la chemise brune ou noire continuent d’obéir à un relatif instinct de classe : leurs intérêts demeurent en opposition avec ceux des grands capitalistes. Ils s’impatientent et exigent une “ seconde révolution ”. Le grand capital exige en retour que les plébéiens les plus turbulents soient éliminés. On avait assisté à l’absorption de l’État par le parti, on assiste maintenant à la domestication du parti par l’État dictatorial.

En Italie, dès 1922 Mussolini écrivait (Popolo d’Italia) [...] : “ Quand nous serons au pouvoir, la milice fasciste cessera d’être l’organe d’un parti : elle réalisera l’idéal de la nation armée ”. Finalement Le Temps observera en 1929 : “ la prééminence de l’État sur le parti est maintenant établie. Le parti est absorbé par l’État ”. Parmi les fascistes une sélection est opérée. Ne restent en place que ceux qui consentent à n’être plus qu’une “ oligarchie renonçant expressément à la liberté de penser ” (Ferrari, Le régime fasciste italien, 1928).

Une lettre ouverte à Mussolini critique : “ Le fascisme s’identifie avec la réaction au service de la monarchie et de la bourgeoisie ” (Eduardo Frosini). A Rome, les fractions fascistes se combattent à plusieurs reprises à coup de mitrailleuse.

Mussolini confie à E. Ludwig: “ Il me fallait, dès la première année, me débarrasser de 150 000 fascistes ”. Une seconde fois, dit-il, en 1925-1926 “ nous avons été obligés de rebâtir le parti fasciste depuis le haut jusqu’en bas ”. Enfin, en 1928, la Confédération des “ syndicats ” fascistes est dissoute.

La milice devient une police auxiliaire de surveillance. Les carabinieri sont désormais chargés de l’ordre intérieur et de la défense du régime. L’organisation de jeunesse (Opera ballila) perd son autonomie. La victoire militaire en Ethiopie achève de donner à l’armée une place prépondérante : elle accepte de se laisser fasciser. Le Roi emploie l’expression de “ patrie fasciste ” et resserre ses liens avec le régime. [...]

En Allemagne, au lendemain de la prise du pouvoir, Hitler est débordé par une vague de fond des forces plébéiennes. Les millions de petits bourgeois et de chômeurs qui ont cru à la démagogie nazie exigent que les promesses anticapitalistes soient tenues. Les ouvriers des “ cellules nationales-socialistes d’entreprises frappent du poing sur la table des employeurs. Les chefs plébéiens doivent parler un langage radical : Nous n’avons encore atteint aucun de nos buts. On parle de gouvernement national. [...] Qu’est-ce que cela ? Ce qui importe c’est la partie socialiste de notre programme. [...] Nous n’avons plus qu’un ennemi à vaincre, c’est la bourgeoisie ”. (D.Guérin, La peste brune).

Mais la bourgeoisie n’a pas confié au fascisme le soin d’écraser le bolchevisme pour que surgisse un nouveau bolchevisme, fût-il national. Dès 1933 Goebbels annonce “ Le parti national-socialiste subira prochainement une épuration ; on veillera à ce que les cellules d’entreprises ne

soient pas envahies par des éléments marxistes ”.

Hindenburg convoque Hitler et exige une volte-face immédiate. Les généraux font savoir “ qu’il y a un danger sérieux ”. Hitler obtempère en juillet : “ je m’opposerai avec la dernière énergie à une seconde vague révolutionnaire ”. le 10 juillet un avis gouvernemental proclame “ la clôture de la révolution allemande, la fusion définitive de l’État et du parti. Il y a lieu d’assurer à tout prix et dans tous les domaines l’autorité de l’État ”. (Temps, juillet 1933). Goering donne l’ordre à la police d’appréhender en cas de nécessité les miliciens nazis, même en uniforme.

“ Il est insupportable de penser que les S.A. soient trahies par ceux-là mêmes qu’elles ont portés au pouvoir ”.(Ernst, Testament, décembre 1934). “ Comment notre gouvernement pourrait-il penser que le capitalisme, l’esclavage de l’intérêt, l’exploitation éhontée sont abattus ? Ils lisent dans les journaux bourgeois les bilans et les dividendes... ”.(H.E. Bluhm, Reichswart, cité par le Temps, juillet 1935). Roehm, chef des S.A., “ socialiste pour rire ”, ne peut conserver ses troupes en mains que s’il s’en fait le porte-parole : “ La révolution n’est pas nationale, mais [surtout] socialiste. ”

Le 28 juin 1934 Krupp dicte ses ordres à Hitler. L’armée décrète l’“ état d’alarme ”. Le 30 juin, Hitler fait abattre comme des chiens ses plus anciens collaborateurs : Roehm, Gregor Strasser, Ernst, etc. Les partisans de la seconde révolution sont exécutés par centaines dans toute l’Allemagne. A partir de ce coup d’État, l’armée régulière encadre politiquement le pouvoir hitlérien : “ l’armée seule porte les armes dans l’État ”. En même temps que l’épuration et la liquidation des S.A. se mènent

celle des S.S. dont il ne subsiste qu’un contingent trié sur le volet, contrôlé par l’armée. Le parti est aussi épuré : la dictature arrête ou exécute les “ sous-Führer ”, même hauts placés dans la hiérarchie. En avril 1935 Rudolf Hess déclare que “ le parti doit se subordonner à l’État ”.

En contre partie, l’armée se laisse fasciser, prend le contrôle de la Hitlerjungend, introduit la “ clause aryenne ” et l’enseignement du national-socialisme, arbore la croix-gambee sur les uniformes, sacre Hitler Commandant suprême, et enfin fait prêter serment de fidélité au Führer à tous les corps de troupe.

De la révolution National-Socialiste de plébéiens en chemise brune, on en arrive à une dictature militaire de tradition prussienne. Mais cette dictature ne peut se priver entièrement d’une base sociale : “ dans un peuple sans surveillance, les courants extrémistes les plus divers pourraient se constituer sans peine ” (Gentizon, Temps, juillet 1934). En outre une partie des politiciens, de l’armée, de la Cour ne sont ralliés qu’à moitié au fascisme. Il y a là aussi une menace latente.

[...]

En Italie, à partir de 1932 Mussolini sent qu’il a perdu tout contact avec le peuple, que le parti n’est plus qu’une vaste machine administrative. En outre, dans la haute administration, à la Cour, le fascisme n’a pas que des partisans : “ aujourd’hui on ne se donne guère la peine de dissimuler les anciennes divergences ” (Fascisme, juin 1935). Les portes du parti s’ouvrent à nouveau, non aux anciens plébéiens, mais à des jeunes, après un triage sévère. On reprend l’ancienne terminologie : “ La révolution fasciste est une révolution sociale ”, “ La guerre d’Ethiopie est la guerre des pauvres, la guerre des

prolétaires ” (Mussolini, discours, octobre et novembre 1935). Mais dès que “ la gauche ” fasciste dépasse les limites, les journaux sont interdits, les militants déportés.

En Allemagne, Hitler se défie d’un péril de droite : des éléments monarchistes travaillent au retour des Hohenzollern.

Le vice-chancelier Papen et ses collaborateurs sont agressés, emprisonnés ou assassinés. Des généraux, des hobereaux, des monarchistes, des nobles sont abattus comme des chiens. Le chef de l’armée, von Schleicher, n’est pas épargné, accusé d’avoir tenté de reconquérir le pouvoir avec l’aide de Roehm et des patrons de l’industrie chimique (Benoist-Méchin, Histoire de l’armée allemande, 1938).

Les collaborateurs directs de Hitler se sentent menacés (Goering, Goebbels, Rosenberg, von Schirach, etc.). L’ancien personnel de la bourgeoisie refait son entrée en scène : le Dr. Schacht, dictateur économique, un ancien ministre de Weimar, un ancien collaborateur de Brüning, voire un israélite, comme conseiller intime de Hitler. L’aile droite de l’armée cherche à opérer le rassemblement de toutes les forces conservatrices traditionnelles.

Aussi les chefs nazis éprouvent-ils le besoin de s’appuyer à nouveau sur une aile gauche : peu après la liquidation de Roehm et des chefs de la S.A., Hitler affirmant que la S.A. est plus puissante que jamais lance cette menace : “ Nous avons le pouvoir, nul ne pourra nous l’enlever et nous ne le céderons pas de nous-mêmes ”. En 1935, on véhémence contre le “ catholicisme politique ”, on relance l’antisémitisme. Le congrès de Nuremberg cherche à donner des satisfactions de forme aux plébéiens. “ La conquête du pouvoir est un pro-

cessus qui ne sera jamais achevé ”
 “ Je te salue, mon vieux S.A., je te salue mon vieux S.S. ; vous êtes pour moi la vieille garde de la révolution nationale-socialiste ” (Hitler).

Mais plus que jamais, l’armée et la haute bureaucratie détiennent le pouvoir.

En 1938, malgré quelques exclusions de généraux monarchistes, les nouveaux chefs de l’armée (Keitel, von Brauchitsch) sont des représentants traditionnels de la Reichswehr et non du parti. Ni Goering ni Himmler ne sont devenus ministres de la Guerre ou de l’Intérieur. Au Conseil privé de Hitler pour la politique extérieure, militaires conservateurs et dignitaires nazis sont à égalité. Après 1938, au cours de la guerre, la rivalité s’accroît, les S.S. de Himmler, devenus armée dans l’armée, jouent un rôle de plus en plus prépondérant, au fur et à mesure que les généraux lâcheront Hitler. Mais jamais les “ chemises brunes ” en quête de révolution ne reprendront le dessus. »

LA VRAIE « DOCTRINE »

FASCISTE

« Le fascisme vainqueur substitue la légitimation idéologique à la démagogie : la “ doctrine ” fasciste ressemble comme une sœur à la philosophie réactionnaire de l’ancien régime féodal, clérical et absolutiste, dont la bourgeoisie, à l’aube de son règne, a dû se débarrasser pour s’affranchir.

Au dogme pessimiste de la chute de l’homme, la bourgeoisie a opposé l’idée du progrès indéfini ; à la connaissance révélée, la raison, la pensée libre ; au principe “ aristocratique ”, le gouvernement des masses, la démocratie ; à la force brutale, le droit.

Mais un jour vient où la bourgeoisie s’aperçoit, selon Marx, “ que toutes les armes qu’elle a forgées contre les idées féodales se retournent contre elle-même, que tous les moyens d’instruction qu’elle a imaginés se liguent contre sa propre culture ” “...] “ que ce qu’on appelle libertés bourgeoises ou organes de progrès attaquent et menacent sa domination de classe ” (K. Marx, Le dix-huit brumaire de Louis-Bonaparte, 1852).

Ebranlée jusque dans ses bases par la crise du capitalisme, ne pouvant sauver ses profits menacés qu’en détruisant les institutions démocratiques, qu’en exterminant le prolétariat organisé, la bourgeoisie rejette l’idéologie qui lui a servi à vaincre l’absolutisme : [...] elle réhabilite la violence. “ Nous représentons l’antithèse des immortels principes de 1789 ” (Mussolini, avril 1926). “ L’an 1789 sera rayé de l’histoire ” (Goebbels, *Revolution des Deutschen*).

Les grandes découvertes de la seconde moitié du XVIII^e siècle, le machinisme et l’industrie moderne ont justifié l’idée exaltante de progrès capable d’assurer à l’humanité une amélioration indéfinie de son sort. Mais un jour arrive où l’idée de progrès se retourne contre la bourgeoisie : les forces productives entrent en conflit avec le régime de la propriété privée, qui cesse d’être progressiste : loin d’assurer le bien-être promis, il engendre le chômage et la misère. Alors la bourgeoisie fait des négateurs du progrès, ses maîtres à penser. L’usage de la raison, de l’analyse scientifique ne peuvent plus que saper les bases de sa domination ; seul le recours à l’“ irrationnel ” lui permet de prolonger son règne : il devient nécessaire que l’intelligence de l’homme soit prête à abdiquer devant toutes les forces instinctives, à se laisser emporter par n’importe

quel “ mouvement ” plutôt que de raisonner et de comprendre.

Sorel (après Bergson) opposait à la raison “ l’intuition ”, “ l’appel à des ensembles d’images capables d’évoquer en bloc la masse des sentiments ” (*Réflexions sur la violence*, 1907). Mussolini fustige “ le travail intellectuel qui est infécond et une menace pour la nation ” (juillet 1934); G. Strasser rejette le rationalisme qui veut seulement “ reconnaître l’intelligence comme conducteur des destinées des peuples ” ; Goering affirme que “ les vrais chefs n’ont nullement besoin de culture et de science ”. Et l’on prête à Goebbels cette réplique du drame *Schlageter* (Hanns Johst, 1933) : “ Quand j’entends le mot ‘ culture ’, je charge mon revolver ”.

La libre concurrence était la condition même de l’essor capitaliste : à cette ère succède celle du capitalisme monopolisateur : pour sauver leur profits menacés, les grands capitalistes ont besoin de l’appui de l’État.

La haine de la démocratie de Maurras et de Sorel inspire le fascisme. Mettant en garde (à juste titre) le prolétariat contre “ l’immonde marais démocratique ” et “ la paix sociale ”, Sorel incite surtout la bourgeoisie à renforcer sa domination. Il en “ appelle à la dictature et à une grande guerre étrangère qui amènerait au pouvoir des hommes ayant la volonté de gouverner ” (Sorel, *Réflexions sur la violence*, 1907). “ C’est à G. Sorel que je dois le plus, il a renforcé mes tendances antidémocratiques ” (Mussolini, interview à A.B.C., citée en 1926).

“ On a prétendu que le pouvoir est une émanation de la volonté du peuple, mais le peuple est une abstraction ” (Mussolini, *Le fascisme, doctrine et institutions*, 1933). “ La masse était pour moi un monstre

obscur ” (Goebbels, Kampf um Berlin). “ L’Allemagne nouvelle démontre l’égalité absolue de tous ceux qui portent un visage humain, la divinisa-

tion de la volonté majoritaire et du nombre ” (Roehm, avril 1934). Rocco surenchérit : “ La liberté individuelle est seulement une concession de

l’État faite à l’individu ” (La crise de l’État, juillet 1927)

Mussolini exalte les minorités audacieuses qui imposent leurs volontés à la masse, au besoin “ en la pliant

par la violence ” (1917). Malaparte [se gausse] de lui ainsi : “ le peuple a besoin de tyrans ”.

La bourgeoisie avait nié la légitimité de la violence, le “ droit du plus fort ”, sur lesquels reposait la société féodale et absolutiste. Les philosophes lui avaient substitué l’idée que les rapports humains devaient être réglés par des contrats (Rousseau : “ la force ne fait pas le droit ”).

Avec l’apparence du “ droit ”, la bourgeoisie, devenue classe dominante, a régné par la force : elle n’avait pas besoin de l’exhiber ouvertement.

Darwin ayant posé en principe que le développement des espèces est soumis à la loi de sélection, que toujours le plus apte survit, les nouveaux apologistes réactionnaires de la violence décrètent que les hommes, comme les espèces animales, doivent se livrer à une lutte féroce “ pour la vie ”, que la lutte sanglante est la condition de l’évolution du monde.

Nietzsche exalte ainsi “ la volonté de puissance, la prééminence fondamentale des forces d’un ordre spontané, agressif, conquérant, usurpateur, transformateur ” (Généalogie de la Morale). Pour Treitschke “ la force est le principe même de l’État, l’État c’est la force ”.

Lénine récuse la violence (conseillée par Sorel, non seulement à la bourgeoisie mais aussi au prolétariat). Au point de vue idéal, il est opposé à la violence, et ne croit pas qu’en soi la lutte soit “ régénératrice ”. S’il recourt à la violence, c’est seulement lorsqu’il n’existe pas d’autre moyen de vaincre la violence adverse, d’instaurer une société sans classes, de laquelle toute forme d’oppression sera bannie.

Mussolini déclare “ la violence parfaitement morale ” et “ à l’origine de toutes choses ” (op.cit.)

Et Hitler, lui, conclut que “ dans la paix éternelle, l’humanité dépérirait ”....»

(à suivre...)

Les bâtiments à vocation industrielle restent la seule expression architecturale de la bourgeoisie au XIX^e siècle. Si le projet immobilier de la classe triomphante ne se distingue que par l'éclectisme, une forme spécifique de la redondance, les édifices dédiés au dieu Travail sont conçus comme de véritables palais, les « châteaux de l'industrie ». Tout en obéissant aux nouvelles logiques productives, ils portent la marque de recherches formelles originales. La plus grande partie de ce patrimoine est aujourd'hui en danger. Et c'est toute une mémoire qui est menacée.

Un patrimoine en friche...

Derniers scandales en date, même s'ils concernent des constructions plus récentes : le sort réservé aux silos du quai de la Gare. Deux vestiges de la première architecture en béton, laminés... un massacre effectué dans l'indifférence générale. Le pont de Tolbiac démonté, mis au rencart... Un petit chef d'œuvre de construction métallique envoyé aux oubliettes. Des logiques urbanistiques absurdes président à l'aménagement de la ZAC rive gauche. Certes, subsistent le Frigo, les Grands Moulins de Paris qui seront intégrés à la rénovation du quartier. Mais des signes ont été détruits ; un, en particulier, trop arrogant : celui de ces masses de béton, trop monolithiques pour participer de l'unité du nouvel espace. Et surtout ne pas faire d'ombre aux tours de la Bibliothèque Nationale de France. Rendre la ville homogène, sans aspérités... Là, en vis-à-vis de l'architecture de Perrault, les silos auraient pu faire jouer le contraste. Contraste architectural, contraste culturel. Réamé-

nagés, ils auraient pu devenir l'épicentre d'un projet alternatif, expression de la diversité dans un quartier en mutation. Il n'y aura pas à choisir...

Il y va d'un courage politique. Si les quelques exemples de sites industriels réhabilités, convertis à d'autres usages sont des réussites, ils n'ont que trop souvent valeur d'alibis. La bonne conscience est à ce prix. Des restaurations prestigieuses entretiennent l'illusion qu'une véritable politique est à l'œuvre. Mais il suffit de se déplacer en banlieue ou en province pour prendre conscience de l'ampleur des friches industrielles et des menaces de destruction qui pèsent sur elles.

Les erreurs du passé et même du présent (le cas des silos en fait foi) seront-elles sempiternellement reproduites ? faudra-t-il attendre que le temps ait accompli son œuvre pour que l'on s'émeuve du sort de ces bâtiments ? Laissera-t-on les démolisseurs œuvrer tranquillement ?

Une certaine difficulté à admettre ces

vestiges d'un autre temps, ces boursoflures qui dénotent... tout se passe comme si la société post-moderne qui a fait du hangar banalisé à l'extrême le lieu de ses modes de production avait quelque réticence à l'égard de ces pachydermes antédiluviens.

HALTE AU MASSACRE

Faire table rase du passé, détruire tous les signes d'une culture vernaculaire semblent être les maîtres-mots de certaines municipalités ou de certaines collectivités locales. Grave erreur... (ou bien, alors, la manœuvre est délibérée). Le mouvement de bascule que provoque la modernité (ou la responsabilité qu'on lui fait porter, enfin à une certaine conception de la modernité) coupe les populations de leurs racines... Leur identité est, là, saccagée, sous leurs yeux, ultime violence faite à ceux qui se revendiquent encore d'une culture ouvrière.

Les sites industriels sont plus qu'un patrimoine au sens culturel ; ils deviennent les signes tangibles d'une véritable mémoire collective.

Lorsque, dans un souci de transformer Monceaux-les-Mines en Monceaux-en-Champagne, pour en corriger l'image, la municipalité fit disparaître deux chevalements des puits, elle toucha au cœur les anciens mineurs et toute la population. De la même manière, la destruction de hauts-fourneaux en Lorraine, d'un pont transbordeur à Saint-Nazaire soulevèrent l'indignation.

Vingt mille hectares de friches industrielles en France. Les mutations technologiques accélèrent l'obsolescence de certaines structures. Partout où se dressent les cheminées de briques, dans les banlieues et jusqu'aux plus petits villages de provin-

ce, des drames se nouent, ou plutôt se sont noués. Les bâtiments désignés par cette flèche ont depuis longtemps cessé d'être le cadre de leur activité initiale. Certains ont été convertis, au mieux, en entrepôts ; mais la plus grande partie est menacée de ruine. Des toits éventrés, des murs en lambeaux dessinent les nouveaux termes d'un paysage romantique.

Bien sûr, ces bâtiments sont eux aussi les symboles de mutations profondes dans les stratégies de production au cours du XIX^e siècle. Bien qu'ils aient été les signes tangibles de l'exploitation toujours plus rationnelle des forces de production, ils sont devenus les garants de la mémoire ouvrière... d'un temps de la mémoire ouvrière. Et c'est en cela que leur destruction organisée ou leur lente agonie a quelque chose de pathétique.

Si le problème se pose avec acuité dans les zones industrielles, les régions minières et sidérurgiques, il concerne aussi les centres urbains et les zones périurbaines. Le massacre des Halles de Baltard, des silos du quai de la Gare à Paris, mais aussi des anciennes usines André Citroën, donnent bien la mesure de la stratégie des pouvoirs publics. La volonté d'opérer une « gentryfication » des quartiers exige que soient rasées toutes les traces de l'histoire économique. De la mémoire industrielle du XIII^e arrondissement ne subsistent que de rares traces. La raffinerie de sucre Say a été détruite après cessation d'activité en 1968. Sort identique pour les usines automobiles Panhard et Delahaye, pour la chocolaterie Lombart. Que vont devenir les usines Renault à Boulogne Billancourt ? Que restera-t-il de l'Île Seguin lorsque les promoteurs en auront fait un champ de ba-

taille spéculatif ?

La tendance à la banalisation, cette manie de tout remettre à la même échelle provoquent une véritable furie destructrice. Dans la ville, l'uniformité triomphera. Que faut-il penser du massacre, sur le boulevard des Capucines, de la superbe façade de l'atelier de Nadar ? Construit en 1860 et en cessation d'activité après la guerre de 1870, il avait survécu dans sa forme primitive jusqu'aux confins des années 1980. Avant que des promoteurs immobiliers ne défigurent l'ensemble du bâtiment pour surmonter l'édifice d'origine d'une horrible prothèse.

L'incapacité manifeste à faire de la ville la résultante de constructions appartenant à des histoires contradictoires, donc de styles différents, met en péril les quelques sites industriels ou artisanaux subsistant encore dans Paris.

Si les usines électriques du quai de Jemmapes, du quai de la Gare, si celle proche de l'hôpital Saint-Lazare ont été épargnées, on peut regretter que les autres (celle de la place Clichy, en particulier) aient disparu. Ces bâtiments sont le témoignage d'une forme du développement urbain. Et l'originalité et la diversité de leurs conceptions en font des signes forts. Ils participent à l'histoire de la ville, comme les bâtiments publics ou les édifices religieux.

Le cadre de cet article ne se prête guère à une approche minutieuse des problématiques relatives à la protection du patrimoine industriel. Il est bien évident qu'une archéologie industrielle existe. Que des sites anciens sont inscrits au registre des monuments historiques et qu'une histoire de ce type d'activité est en train de s'écrire. En France, dans les années 1980, de nombreuses publications, un colloque organisé par

l'École du Louvre sont les signes tangibles d'une sensibilité nouvelle à cette forme de patrimoine (1). 630 bâtiments industriels sont classés comme monuments historiques. Depuis quinze ans, 36 gares, 50 sites métallurgiques, 27 puits de mines, 25 sites de traitement du bois ou de fabrication du papier, 22 usines textiles ont fait l'objet d'une protection (2). Dans certains secteurs, la banlieue Nord-Est de Paris en est l'exemple, des associations ont été mises sur pied pour effectuer des recensements. La CAUE 93 et l'Écomusée banlieue Nord ont en charge l'inventaire de patrimoine industriel de la Plaine Saint-Denis : 38 sites sur Saint-Denis et 76 sur Aubervilliers.

L'effort n'est pas négligeable ; mais il ne couvre qu'une infime partie du territoire patrimonial. Par ailleurs, les collectivités locales ont de lourdes responsabilités. Le cas de Dieppe est à ce titre remarquable. L'embarcadère des ferries à destination de l'Angleterre a été déplacé, libérant l'espace pour un port de plaisance... une mutation rendue nécessaire par l'effondrement de l'activité du port de pêche et du port de commerce. Certes ; mais ces espaces pouvaient être réaménagés de manière à redistribuer les circulations, à faire sortir la ville de son cadre traditionnel.

Or à quoi assistons-nous ? La superbe halle aux poissons s'est vu adjoindre quatre caissons bleu France, d'un design remarquable, mais qui dénaturent l'original bâtiment en béton et briques. Cet espace aurait pu faire l'objet de nouvelles attributions. L'occasion semble compromise. Plus loin, à l'entrée du port de commerce, un immonde bâtiment frigorifique casse à jamais la perspective sur les grues et les silos.

DES RECONVERSIONS RÉUSSIES

Inadaptés aux exigences nouvelles de la production... trop chargés de références au passé... le bâtiment du XIX^e siècle ou des siècles précédents, raison de plus, serait condamné. Pourtant, quelques exemples apportent la preuve du contraire. Le plus remarquable se trouve sans doute à Noisiel. L'ancienne chocolaterie Menier sur les bords de Marne, œuvre de Jules Saulnier, construite entre 1871 et 1873, est devenue le siège social de Nestlé France. Les architectes Robert et Reichen ont préservé l'essentiel des bâtiments dont le mérite résidait dans la substitution des murs porteurs par des structures métalliques garnies d'un appareillage de briques aux motifs originaux. Le second, toujours en région parisienne, est l'œuvre de Renzo Piano. A Montrouge, il a transformé l'ancienne usine de compteurs à gaz au profit de la société Schlumberger.

D'autres exemples concernent des usines reconverties en logements. C'est le cas à Lille de la filature Le Blan, réaménagée par Robert et Reichen et, à Nantes, de la manufacture des tabacs. Le bâtiment de Joseph Chenantais construit entre 1857 et 1865 est devenu un complexe locatif, culturel et associatif. Une bibliothèque a été installée dans l'ancienne chaufferie qui a conservé tout son appareillage. A Paris, les anciens « greniers », au pont de Flandre, viennent de faire l'objet d'une opération de rénovation. Ces bâtiments construits, vers 1860, à partir de matériaux récupérés des démolitions d'Hausmann, après avoir eu fonction d'entrepôts de farine, de sucre et d'alcool, ont aujourd'hui vocation à accueillir des entreprises du secteur

tertiaire.

Un projet plus ambitieux, puisqu'il prend en compte l'essentiel des friches à proximité du centre ville, a été mis en œuvre à Elbeuf, ancien centre de l'industrie textile. Ce projet éminemment politique ne manque ni de courage ni d'originalité. Après avoir racheté, au début des années 1980, l'ensemble des bâtiments de l'usine Blin et Blin, une ancienne filature, la municipalité a confié leur aménagement à Robert et Reichen. Elle s'est ensuite préoccupée de recenser l'ensemble des sites industriels abandonnés et envisage de les convertir en habitations et espaces culturels. Un exceptionnel patrimoine architectural se trouve ainsi sur le point d'être sauvé.

Le souci de préserver la mémoire de l'activité industrielle, de conserver des bâtiments anciens avait été depuis quelque temps déjà l'ambition des Écomusées. Parmi les plus célèbres, ceux du Creusot dans le château de la verrerie, et celui de Fourmie dans l'ancienne filature Prouvost-Masurel, devenue « musée du textile et de la vie sociale ». Objets, machines, documents restituent une part de la tradition industrielle, entretiennent encore le culte d'un passé mythique. Fait remarquable : ces initiatives sont souvent le fait d'anciens ouvriers ou cadres, émus par les risques de destruction des bâtiments et la perte d'une mémoire collective. C'est le cas à Neufchef, en Lorraine, où un musée de la mine de fer a vu le jour ainsi qu'à Alès, où la mine école a été transformée en musée.

Un des sites industriels les plus célèbres au monde est sans doute celui d'Ironbridge, au centre de l'Angleterre. Il se trouve être le berceau de la révolution industrielle. En 1779, le premier pont de fer y fut réalisé. En 1796, ce furent une usine ininflam-

mable, un bâtiment de briques autour d'une charpente métallique. Dès le début du XIX^e siècle, des sites industriels plus stratégiques situés sur la côte, amenèrent son déclin. A la fin du siècle, il était abandonné. Ce n'est que dans les années 1970 que les Anglais prirent conscience de sa valeur patrimoniale. Une campagne de restauration fut entreprise sur plus de vingt kilomètres carrés : musée du Fer, habitations ouvrières, mine de charbon et sa machine d'extraction à vapeur. L'activité autour d'un centre industriel est reconstituée jusque dans les moindres détails. Quarante permanents travaillent sur le site et deux cent cinquante employés temporaires. Tous les ans, trois cent mille personnes le visitent. Toutes ces opérations restituent une forme de mémoire, une mémoire nécessaire. Beaucoup trop de témoignages de l'âge industriel ont été détruits ou sont voués à disparaître. Certes, tout ne peut être conservé. Mais l'exemple d'Elbeuf est là pour prouver que la mutation est possible. L'extraordinaire originalité de cette architecture se révélera alors.

S'il fallait en apporter une preuve supplémentaire, Bernd & Hilla Becher nous y aideraient. Il suffit de se reporter à leurs séries photographiques sur les châteaux d'eau, les chevalements, les réservoirs, les raffineries, pour mesurer le génie inventif des ingénieurs et des architectes qui ont conçu les édifices industriels. L'effet de sérialité accuse encore cette impression.

Les chevalements, les silos, les hauts-fourneaux, tous les appareillages non recouverts par une structure, constructions spécifiques, appartiennent au paysage minier, sidérurgique ou portuaire. Ils en sont les emblèmes. Vouloir les détruire relève d'une aberration. Ils sont

l'âme d'une région. Dénués de fonction, ils deviennent de gigantesques sculptures, présences symboliques. J'espère que l'on ne détruira pas quatre monumentaux silos rouillés dans la zone industrielle de Vitry. Il suffirait que l'espace autour d'eux soit dégagé pour que s'exprime leur monumentalité et qu'ils se révèlent comme de véritables œuvres d'art.

Il n'est pas indifférent de constater que l'art contemporain s'est approprié le bâtiment industriel. C'est le cas du CAPC de Bordeaux établi dans les entrepôts Laisné. Les superbes volumes, les espaces différenciés s'adaptent parfaitement à la présentation de l'art contemporain.

Le FRAC de Limoges, installé dans une ancienne cave, propose une expérience similaire, à plus petite échelle. A Thiers, dans la « Vallée des usines », Le Creux de l'Enfer sert de cadre à des expositions.

Mais une des réutilisations les plus judicieuses de la structure industrielle ou artisanale a été le fait de galeries parisiennes ; en tout premier lieu, celle d'Yvon Lambert, mais aussi celles de Durant-Dessert ou de Nikki et Diana Macquard. La qualité des volumes, la lumière zénithale confèrent à ces espaces un caractère scénique propre à la présentation d'œuvres.

L'abattoir comme nouvel espace culturel !... Souvenons-nous seulement de la grande Halle de La Villette accueillant la Biennale de Paris ou une partie de l'exposition Les Magiciens de la Terre... Cet été, la halle Tony Garnier, ancien abattoir, abrite la Biennale de Lyon. A Toulouse, c'est un projet de cinémathèque qui prend forme dans les bâtiments abandonnés ; et à Chateaufort, dans le Cher, ils servent de cadre aux « 5^e Rencontres internationales d'art contemporain ».

LES FRICHES OU

LA POLITIQUE DU PIRE

De vastes secteurs, hier hauts lieux d'activités industrielles, d'une dynamique économique, ont basculé dans une forme de désolation et ne présentent plus que de grandes carcasses vides, inanimées et inquiétantes. Mutations obligatoires. C'est le leitmotiv... Des pans entiers de secteurs de l'économie s'effondraient. Tout devenait dérisoire, et surtout ces bâtiments gigantesques. Les hauts-fourneaux éteints devenaient fantomatiques... les poulies des chevalements définitivement immobilisées.

L'architecture industrielle éveillerait presque une forme de nostalgie... Ironie ! Pas vraiment. Il n'est que de constater l'attachement des populations locales aux structures de production, usines, moulins, puits, docks... Et dans beaucoup de villages, une arrogante cheminée rivalise avec le clocher de l'église. Nostalgie d'un âge de la société industrielle, celui des forges et des filatures, des puits de mines et des hauts-fourneaux, une épopée frisant souvent l'apocalypse, d'où n'était pas exclue l'aliénation mais où persistait encore le sens d'une aventure collective. Oui, il y a une certaine forme de nostalgie. Sans doute aussi parce que l'aliénation qui menace la société contemporaine est bien plus effrayante. Elle se mesure déjà à la forme impersonnelle que prennent les bâtiments où elle s'exerce.

L'usine abandonnée, la friche, ne sont pas que le témoignage d'une activité passée. Ici, il n'y a pas la terreur du vide. Tout vibre encore... les machines, les hommes. Ces lieux sont habités, inspirés.

Dans n'importe quel bâtiment indus-

triel, qu'il soit en briques, en béton, chacun peut être troublé par la qualité d'espace. Une qualité qui, à l'origine, a trouvé sa justification dans des critères d'efficacité. Les premières manufactures ont été érigées avec le désir de rationaliser et de surveiller le travail. Plus tard, pour répondre aux exigences de la mécanisation des moyens de production, les industriels ont construit, en usant de structures métalliques, des bâtiments de taille inusitée. Il suffit de descendre la vallée de l'Austreberthe de Barentin à Duclair, dans la grande banlieue de Rouen, pour réaliser la monumentalité des « palais » ou « châteaux de l'industrie ». Des recherches stylistiques concernant l'ensemble des constructions, leurs structures et jusqu'à leurs moindres détails, prouvent l'investissement symbolique dont ils ont été l'objet.

Oui, monumental, le bâtiment désaffecté sur le chantier naval de Dunkerque l'est. Pathétique, aussi... Et pourtant lorsqu'un écran gigantesque a été collé sur sa façade, et que l'espace autour a été transformé en drive-in, il a retrouvé en quelque sorte une fonction.

Le projet, à Dunkerque comme ailleurs, est bien de réussir la mutation de ces lieux. Pirouette qui a l'apparence du vertige pour leurs familiers. Comment ne pas regretter, comme cet ancien employé, que seul un écran remplace la carcasse des paquebots en construction. Le chantier comme drive-in... Oui, « mais à condition qu'on y projette de bons

films », rectifie le nostalgique de l'activité industrielle, « à la mesure des bateaux qui y étaient construits ».

C'est aussi à Marseille, à la Belle de Mai... dans ce quartier en faillite, l'ancienne manufacture des tabacs accueille deux compagnies de théâtre, des ateliers d'artistes, une radio-libre... Plus de quatre hectares abandonnés par la SEITA, cédés sous contrat temporaire, revivent d'une multitude d'activités et de projets. Armand Gatti y a coproduit Adam Quoi. Il est à regretter que la plupart de ces opérations ne soient que des solutions d'attente confortables pour les promoteurs. Ce fut le cas de l'« usine éphémère » dans le XIX^e arrondissement. Et que deviendra l'« hôpital éphémère » ? La destruction ne guette-t-elle pas à terme la plupart de ces espaces qui font l'objet d'une occupation momentanée ?

L'idée est là : réquisitionner les friches, en faire des laboratoires de la culture vivante, des activités de loisirs, de formation.

Projet ambitieux ? Toujours un choix politique... un choix de société. Va-t-on encore développer des projets pharaoniques, l'Opéra Bastille, la Cité des Sciences, la Bibliothèque Nationale de France, projets éminemment budgétivores, au détriment d'un travail de reconstruction du tissu urbain ?

La banlieue parisienne, les banlieues des grandes villes françaises souffrent toutes de cette dévitalisation au profit du centre. Problèmes d'images, stratégies politiques, éco-

nomiques... Arrêtons le massacre. La seule solution consiste à réinvestir les friches, à les aménager même sommairement, et là repartiront de nouvelles activités.

Circulez dans la banlieue de Rouen, à Maromme, à Houlmes... de superbes bâtiments ont perdu toute fonction. Ils attendent d'être réoccupés... associations sportives, écoles, universités peuvent y trouver un cadre approprié. Que vont devenir les friches de la zone périurbaine de Paris, à Montreuil, à Aubervilliers ou à Vitry ? Et le canal de l'Ourcq, à Pantin, va-t-il uniquement être le théâtre d'opérations immobilières mettant en péril les superbes bâtiments industriels qui le bordent encore.

Choix politique ? Il s'agit d'opposer des pratiques alternatives à une culture institutionnelle sur le plan des loisirs, de la formation... Dans tous les domaines, les structures officielles s'essoufflent, se momifient. Partout, des énergies sont prêtes à occuper le terrain. Donnons-leur quelques moyens. Un centième, un millième de ce qui est versé aux « mammouths »... Et la vitalité du théâtre de rue fera la différence... Et des ateliers multimédias et des ateliers de plasticiens pourront produire dans de bonnes conditions.

Il s'agit d'un projet politique. Pour sauver les friches, mais aussi pour redéployer l'espace urbain. Pour redistribuer les circulations et les énergies.

Notes

1 Science technique et industrie. Un patrimoine, des perspectives, Séminaires de l'École du Louvre, La Documentation française, mai 1982. Le livre de Maurice Dumas, L'archéologie industrielle en France, Paris, Laffont, 1980, avait ouvert la voie.

2 Informations empruntées à Louis Bergeron : Le patrimoine industriel, Paris, Liris, 1996.

Nous avons reçu des camarades de l'Essonne un courrier nous informant du décès de la camarade Micheline. Nous nous associons au deuil de notre camarade Claude et à celui de tous ses compagnons de lutte.

« Bon voyage aux guerriers s'ils sont restés fidèles à la cause... » (Lluis Llach, ITACA)

Il est bien difficile de parler de la disparition d'une amie et d'une camarade.

Micheline est morte foudroyée le jour anniversaire de la fin de la Semaine sanglante. Celui de la Commune (hasard ?)

A l'OCI, au PCI, nous connaissions Micheline Bourdelier comme Rosa ou Nevers. Elle était la compagne et l'épouse depuis les années 60 de notre camarade et ami, Soupot (ensuite, Boisseau, alias Claude Monnier). Lui aussi, militant trotskyste, s'était engagé très jeune contre le stalinisme et le capital ; grève de Renault en 47, RATP, travail clandestin et risqué avec les combattants de l'indépendance algérienne, compagnons du premier cercle de Messali Hadj, etc.

Micheline, très jeune, avec sa sœur Alice (alias Anne-Marie, disparue tragiquement il y a quelques années, militante trotskyste, elle aussi), avait fait du théâtre dans un groupe de culture internationale et ouvrière.

Loin des « grands théoriciens » ou des « gourous », comme des milliers d'entre nous, elle a diffusé, vendu des journaux, fait signer, manifesté, propulsé des campagnes de solidarité, collecté des fonds, organisé un travail acharné, patient, syndical et politique. Aux ASSÉDIC, dans les organisations de parents d'élèves (quand celles-ci combattaient pour le droit à la culture et à l'éducation...).

A Paris, en province, dans l'Essonne. Il faut le dire : ce sont aussi ces militants qui ont été la chair et le sang des organisations ouvrières !

Dans les années 60, elle était une des premières à « taper » Informations ouvrières (rue de Charonne) pendant que Claude tirait à la Gestetner...

Militante ouvrière, militante féministe, militante anti-raciste, elle avait (ô combien) des qualités humaines et intellectuelles extraordinaires. Fidèle à ses idées, mais rebelle et lucide quand d'aucuns tentaient de lui imposer un suivisme de bénis-oui-oui, au nom d'un prétendu centralisme démocratique. Elle n'a jamais accepté quand on a voulu lui faire passer des vessies pour des lanternes ou que l'on a tenté de nous faire avaler des couleuvres (voire des boas !) ou nous mettre à genoux. Avec dignité, elle s'est battue pour ses convictions (les nôtres). A travers le combat de Micheline et ses convictions, c'est aussi au combat des sans-grade, à celui des militants de « base » (quelle horreur !) à qui nous voulons rendre hommage. Reconnaître enfin qu'il n'y a pas de militant de « première » ou de « deuxième » catégorie (L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre..., etc., n'est-ce pas ?) Comme des milliers et des milliers d'entre nous et de nos parents, Micheline était salariée. Après avoir cotisé, toute sa vie, elle n'a même pas eu droit de toucher la retraite qu'elle avait payée de ses deniers... Elle était née en 1937. Au fait, dans le soi-disant « trou » des retraites et de

la Sécu, combien ont payé pour ne rien toucher ou mourir un ou deux ans après (voir avant) 60 ans ? Qui a comptabilisé ? Qui a dénoncé ?

Avant sa crémation dans l'Essonne, nous avons enveloppé Micheline de notre drapeau, le drapeau rouge. C'est tout.

Notre amie Micheline avait été frappée (comme le remarquait une camarade) par le film de Ken Loach, *Land and Freedom*. Pour la première fois était enfin dévoilée publiquement la vérité que nous avions été parmi les seuls (avec quelques « marginaux ») à révéler : le stalinisme n'était que le masque sinistre et hideux de la contre-révolution. Les derniers vers de William Morris lui paraissaient particulièrement éloquentes :

« Rejoignez la bataille/Là où nul homme ne faillit... »

Malgré notre émotion (mais les révolutionnaires n'ont-ils pas droit aussi d'être sentimentaux), qu'il nous soit ici permis, en son hommage de rappeler les vers du poète :

« L'injustice s'avance d'un pas ferme/
Les oppresseurs échafaudent des plans immuables./
Leur force proclame, rien ne changera !/[...]/
Qui ose dire jamais ?/ De qui dépend que l'oppression continue ?/ De nous ! /
De qui dépend qu'elle soit abattue ?/ De nous ! [...] Les vaincus d'aujourd'hui sauront vaincre demain./
Jamais. C'est aujourd'hui.

Hasta Siempre !

F. Pallarès-Aran (Brétigny/Orge, juin
1997).

Mille excuses si nous n'avons pas encore répondu à vos courriers et/ou disquettes. Notre façon de fonctionner est encore très artisanale, il y a des ratés...

Au courrier des lecteurs de Carré Rouge...

Bien reçu la lettre de Jean-Pierre Hirou qui nous écrit : « J'ai lu plusieurs numéros de votre revue et je constate qu'elle fait un sérieux effort d'ouverture à la discussion et de débats parmi un certain nombre d'ex OCI, LCR, LO, etc. " Ecrivez-nous ! Proposez articles et contributions : nous en avons le plus pressant besoin " écrivez-vous (cf n°5) ».

Ex VO-LO (1963-79), je vous adresse donc ci-joint :

▫ une présentation de mon livre *Parti socialiste ou CGT ? (1905-1914) De la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée*. Edition Acratie (150 F)

▫ A propos de Jospin, des élections et de LO (juillet 97)

▫ ETA, LO et communisme libertaire (août 97) ;

Avec mon salut amical. »

Nous n'avons pas encore lu le livre de J.P. Hirou qui, « à travers une étude détaillée des congrès du PS (SFIO), de la CGT, de la II^e internationale et du Secrétariat des centres nationaux syndicaux entre 1905 et

1914, [...] nous montre les mécanismes qui ont conduit à l'union sacrée et à la défaite du mouvement ouvrier de l'époque », mais les extraits suivants de sa présentation nous paraissent bien augurer du contenu : « Socialisme ou barbarie ? L'alternative est toujours devant nous. Pour agir efficacement à nouveau, il nous est indispensable de nous donner la peine d'analyser et de chercher à comprendre ».

Nous tenons à la disposition des lecteurs de Carré Rouge les deux autres articles de JP Hirou..

Bien reçu cet été aussi l'appel du Comité d'étude de l'héritage de Léon Trotsky, à une conférence scientifique internationale sur le thème Léon Trotsky et la révolution russe : 1917-1997. La conférence s'est tenue à Moscou les 10-12 octobre. Son but était « de discuter les problèmes différents liés à la révolution russe de 1917, au rôle de L Trotsky dans l'action révolutionnaire et à sa contribution à une analyse scienti-

fique de la révolution ».

Adresse du comité : Professeur MI Voyeykov, Institut d'économie de l'Académie des Sciences de la Russie, 27 rue Kracikova - MOSCOU - 117218 - RUSSIE

Tel : (095) 440 43 00 (Alexei Gusev)
fax : (095) 292 65 11 box 8020
STRUGGLE

Nous espérons obtenir de participants français des nouvelles des résultats de cette conférence.

Reçu de Russie également : Aide à la bibliothèque publique Victor Serge à Moscou.

« Le 1er mai à Moscou, a été ouverte la Bibliothèque publique Victor Serge créée à l'initiative des représentants de différents courants de gauche (des socialistes démocratiques jus-

qu'aux anarcho-syndicalistes, avec le concours de la Fondation Victor Serge. C'est l'unique bibliothèque en Russie dont le but spécial consiste à faire connaître la littérature scientifique et politique de gauche (d'une orientation anticapitaliste et antibureaucratique) au public. Le conseil de la bibliothèque appelle toutes les organisations et tous les individus qui voudraient contribuer à la propagande des idées de gauche et au développement du mouvement des travailleurs en Russie, à concourir à son fonctionnement, le conseil leur demande d'envoyer les livres, les brochures et les revues en toutes langues à l'adresse :

Bibliothèque Victor Serge, Russie, 113639 Moscou, avenue Balaklavsky, 4-6-365.

Fax (095) 292 65 11 box 8020
« struggle »

Reçu de Londres, le premier numéro de la revue International Socialist Forum dont « le but sera de discuter de questions politiques et théoriques dont nous pensons qu'elles nécessitent d'être clarifiées au sein d'une direction révolutionnaire à construire, de la classe ouvrière. ».

Au sommaire de ce numéro (extrait):

- Socialisme révolutionnaire : la plate-forme théorique, politique et organisationnelle minimum - proposition de discussion-
- Conception de la science de Marx, par Cyril Smith
- Une note sur la révolution permanente, par Cliff Slaughter
- Révolution et contre-révolution en Iran : un point de vue marxiste

et un éditorial qui semble indiquer

Nous allons nous améliorer...

Continuez de nous adresser informations, contributions, critiques :

nous ferons en sorte d'en faire meilleur usage et de leur donner une place régulière dans Carré rouge.

que les préoccupations de cette revue recourent celles de Carré Rouge.

Adresse : ISF, BM Box 2699, London
WCN1 3XX